

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 31 MARS 2011

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 31 MAART 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 20 par M. André Flahaut, président.

Le **président**: Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance: M. Yves Leterme

Excusés

Devoirs de mandat: Georges Gilkinet, Elio Di Rupo
OSCE: Els Demol

Gouvernement fédéral

Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification: à l'étranger

01 Ordre du jour

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 30 mars 2011, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi la proposition de résolution de MM. Bruno Tuybens et Herman De Croo, Mme Muriel Gerkens, MM. Stefaan Van Hecke et Karel Uyttersprot, Mmes Caroline Gennez et Leen Dierick et MM. Josy Arens, Philippe Goffin et Olivier Henry relative à la politique de rémunération des établissements financiers soutenus par le pouvoir fédéral (n^{os} 1316/1 à 6).

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Questions**02 Questions jointes de**

- Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les dissensions au sein du gouvernement au sujet de la note d'instruction relative à la régularisation" (n° P0185)
- M. Filip De Man au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les dissensions au sein du gouvernement au sujet de la note d'instruction relative à la régularisation" (n° 0186)
- M. Bart Somers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la note d'instruction relative à la régularisation" (n° P0187)

02.01 Sarah Smeyers (N-VA): J'ai interrogé le premier ministre il y a plus d'un mois sur la note adressée à l'Office des Étrangers par le secrétaire d'État M. Wathelet. Cette note explique comment traiter les dossiers de régularisation faisant état de cas de violation de l'ordre public et de fraude lors de la collecte de certains documents.

À l'époque, le premier ministre n'avait pas manifesté grand intérêt pour cette note, mais je voudrais néanmoins souligner qu'aux termes de la note, des faits de trafic d'êtres humains, d'assassinat et de terrorisme, de pédophilie et de viol ne constituent pas des motifs d'exclusion de la régularisation, pour autant que la peine purgée pour ces faits remonte à plus de cinq ans.

Sur la base de l'accord de la Saint-Alexis et de cette note, 24 199 personnes ont été régularisées, parmi lesquelles peut-être des personnes coupables des faits précités.

Nul ne semblant en mesure de communiquer les chiffres, nous sommes contraints d'essayer de les deviner.

La régularisation constitue une faveur et non un droit. Le premier ministre ne peut donc se retrancher derrière la jurisprudence.

Le premier ministre ou son cabinet étaient-ils au courant de l'existence de cette note? Le contenu de cette dernière a-t-il été débattu au sein du gouvernement? Le premier ministre réservera-t-il une suite favorable à la demande, formulée par la N-VA, le CD&V et l'Open Vld, de retirer cette note et de réexaminer ce type de dossiers de régularisation?

02.02 Filip De Man (VB): Au sein de la commission de l'Intérieur, nous avons appris une information choquante de la bouche du secrétaire d'État. Celui-ci nous a fait savoir que, par le passé, il est arrivé que des terroristes soient régularisés mais que sa note rend désormais impossible des régularisations de ce type. Il a omis de préciser qui était responsable de la situation antérieure.

Le premier ministre est responsable de la coordination de tous les problèmes en matière d'immigration et d'asile. Est-il au courant de la note d'instructions du secrétaire d'État M. Wathelet? Cette note a-t-elle fait l'objet d'une discussion au sein du gouvernement? N'est-il pas d'avis qu'une série de faits criminels doivent conduire à l'exclusion d'étrangers du droit à un titre de séjour? Le premier ministre rappellera-t-il le secrétaire d'État à l'ordre et lui fera-t-il revoir sa copie?

02.03 Bart Somers (Open Vld): Une décision de régularisation constitue toujours une décision administrative individuelle soumise aux principes de bonne administration. Elle doit notamment être motivée et une décision négative doit reposer sur des faits corrects.

La note du 27 novembre 2009 destinée au service des Régularisations humanitaires met en avant des éléments d'évaluation face à des délits contre l'ordre public et des cas de fraude pouvant surgir dans des dossiers individuels. Selon cette note, l'appartenance à une organisation terroriste et les crimes contre l'humanité entraînent l'exclusion du droit à la régularisation. Pour les cas de meurtre, de pédophilie ou de traite des êtres humains organisée, l'exclusion constitue également la règle, à moins qu'une période de cinq se soit écoulée entre la fin de la peine et la demande de régularisation. Dans ce cas, la régularisation reste possible.

Le contenu de cette note est regrettable. L'obligation de motivation individuelle demeure d'application mais la note donne malgré tout le signal négatif que les auteurs de faits tels que décrits précédemment peuvent prétendre à la régularisation dans notre pays. Pour ma part, je suis totalement opposé à cette position.

Le cabinet restreint peut-il réexaminer très attentivement cette note et, éventuellement, la retirer?

02.04 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): L'arrêté de compétences de septembre 2009 octroie au secrétaire d'État, M. Wathelet, la compétence en matière de politique de migration et d'asile, à l'inclusion de l'Office des Étrangers. Il appartient donc au secrétaire d'État de délivrer des permis de séjour en application de l'article 9bis de la loi sur les étrangers et de se prononcer à cet égard dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire.

Cette note aura en outre pour effet de faire diminuer le nombre de décisions de régularisation cassées par le Conseil du Contentieux des Étrangers.

Le gouvernement estime qu'il convient de soumettre tous les candidats à la régularisation ayant des antécédents pénaux à une évaluation particulière répondant à des critères de sécurité juridique. Comme le

secrétaire d'État Wathelet l'a expliqué en commission, c'était également la finalité de la note d'instructions.

J'adhère à la suggestion de M. Somers de réexaminer ce dossier au sein du conseil des ministres restreint.

02.05 Sarah Smeyers (N-VA): Je me réjouis que le Premier ministre se soit ravisé. Manifestement, quand c'est un autre parti que la N-VA qui le houspille, ça marche.

Toutes ces régularisations, a fortiori celles de criminels, n'emportent pas l'adhésion de nos concitoyens. J'espère que le gouvernement, premièrement, se penchera également sur la question de savoir de combien de dossiers il s'agit et deuxièmement qu'il réexaminera ces dossiers.

02.06 Filip De Man (VB): Je suis heureux de constater que cette note sera remise sur le métier car sous sa forme actuelle, elle est totalement inacceptable.

Reste que 60 000 illégaux ont déjà été régularisés et que 40 000 autres le seront bientôt en raison de la politique mise en œuvre par le premier ministre. J'espère que le gouvernement remédiera également à ce problème fondamental.

02.07 Bart Somers (Open Vld): Jamais je n'ai douté des intentions du gouvernement. En réalité, la note est complètement superflue. Elle ne peut pas, en effet, être substituée à une motivation individuelle et ne fait qu'inviter les fonctionnaires à motiver rigoureusement leurs décisions dans deux cas. La question qui se pose, dès lors, est de savoir ce qu'il advient dans les autres cas. C'est pourquoi il serait préférable d'édicter une consigne générale invitant à toujours prendre très au sérieux les faits d'ordre public.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Patrick Dewael** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la question des affaires courantes" (n° P0188)

- **M. Gerolf Annemans** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la question des affaires courantes" (n° P0189)

03.01 Patrick Dewael (Open Vld): Les affaires courantes semblent appelées à se prolonger. Les vainqueurs respectifs des élections en Flandre et en Wallonie continuent à se rejeter mutuellement la responsabilité de l'impasse actuelle. Au vu de l'évidente incapacité à constituer un gouvernement, je comprends que le premier ministre déclare qu'en attendant, le gouvernement doit faire ce qu'on attend de lui. Si d'aucuns essaient de lui mettre des bâtons dans les roues, cela pourrait curieusement ressembler à une stratégie de pourrissement de la situation.

Les affaires courantes ne sont évidemment pas extensibles à l'infini et les déclarations de M. Reynders à ce propos sont absurdes. Dans le cadre du semestre européen, de profondes réformes socio-économiques s'annoncent et je voudrais savoir ce que fera le gouvernement pour fournir à l'Union européenne une réponse argumentée, assortie de mesures? Comment le premier ministre compte-t-il impliquer le Parlement dans la préparation de ces mesures?

03.02 Gerolf Annemans (VB): Les rapports UE sont obligatoires et seront donc établis. La question se pose de savoir comment le premier ministre va procéder. Il tente ici à la Chambre de s'en tirer avec un mini-débat au sein du Comité d'avis chargé des Questions européennes. Il souhaite évacuer le dossier rapidement.

Le premier ministre est donc coincé. Soit il établit un budget pluriannuel convenable assorti de mesures qui vont le contraindre à sortir des limites des affaires courantes. Soit il se limite à des tableaux de pronostics mais il ne s'agira évidemment pas dans ce cas d'un véritable budget pluriannuel, ce qui ne suffira pas pour l'Europe. Où se situe la limite des affaires courantes aux yeux du premier ministre?

Êtes-vous prêt à subordonner le budget pluriannuel à une approbation parlementaire?

03.03 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Le Parlement peut décider lui-même de la façon dont il organise ses travaux et des débats à mener. Ainsi, le Parlement a approuvé le 21 mars notre

engagement dans le cadre de la résolution 1973 de l'ONU.

Lors de la chute du gouvernement, l'an passé, j'ai convenu avec plusieurs collègues de tout mettre en œuvre pour éviter un scénario du type "années 80". À cette époque, les tensions institutionnelles ont également été combinées à des défis d'ordre économique, mais le manque de dynamisme qui prévalait alors a entraîné un dérapage budgétaire dont nous payons encore la facture.

Nous avons élaboré une circulaire judicieuse et avons créé un comité de monitoring en vue de surveiller l'application du budget. Cette approche porte ses fruits. Dans environ une heure, l'Institut des Comptes Nationaux annoncera une nouvelle estimation du solde de financement consolidé pour l'année 2010 et établira que notre pays a achevé l'année 2010 sur un solde de financement de 4,1 au lieu des 4,8 ou 4,6 imposés. Cette évolution nous permettra de limiter le déficit en tout état de cause à 3,6, voire moins, en 2011. Il s'agit là de l'aspect le plus important. Garantir l'avenir dans des circonstances politiques difficiles représente l'objectif le plus important pour les contribuables, pour les ménages et pour les entreprises de notre pays.

Comme chaque année, nous remettons un budget pluriannuel à l'Europe. En parallèle, nous transmettons également le programme national de réformes à la Commission européenne, conformément à la stratégie Europe 2020, et nous nous fonderons sur les conclusions de l'analyse annuelle de la croissance pour tracer les premiers contours d'une politique budgétaire pour 2012.

Un nouveau gouvernement pourra immédiatement réviser les positions adoptées dans ces documents. Nous ne sommes pas le seul pays dans lequel un gouvernement en remplace un autre, même si nous occupons une place particulière en raison de la durée de l'opération. Le Portugal et la Finlande ont actuellement également un gouvernement en affaires courantes, or ces deux pays respecteront eux aussi leurs obligations vis-à-vis de l'Europe.

J'ai proposé qu'un débat soit organisé mardi ou mercredi prochain au sein du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes. Les députés sont bien entendu libres d'organiser leurs travaux comme ils l'entendent.

Des travaux préparatoires particulièrement intenses ont lieu depuis janvier 2010. Par ailleurs, les Communautés et Régions disposent des deux tiers, voire des trois quarts des leviers politiques importants dans le cadre de la réalisation des cinq objectifs cruciaux de l'Europe 2020. Si le Parlement fédéral désire apporter sa contribution en la matière, une initiative à laquelle j'applaudirais, il doit pour ce faire respecter la répartition des compétences.

03.04 Patrick Dewael (Open Vld): Un Parlement disposant de la plénitude de ses compétences est effectivement un élément essentiel puisqu'au cours des prochaines semaines et des prochains mois, il sera appelé à jouer un rôle majeur. Une résolution a permis à notre pays d'assumer ses responsabilités dans la crise libyenne.

Je demande au premier ministre de venir présenter d'abord au Parlement le budget pluriannuel requis par l'Europe, de sorte que les différents groupes politiques puissent prendre leurs responsabilités. S'il faut tout de même laisser passer du temps pour aboutir à un accord communautaire, il serait scandaleux de gaspiller entre-temps les chances socioéconomiques. Il convient de respecter l'échéancier de l'Europe. Si le gouvernement vient d'abord présenter ses réponses au Parlement, nous verrons quels groupes adopteront un comportement responsable.

03.05 Gerolf Annemans (VB): Le premier ministre vient de déclarer qu'il ne fera rien. Il ne fera pas de déclaration gouvernementale au Parlement. Il se contente de souligner que le Parlement est souverain. Il ajoute, de plus, que le prochain gouvernement pourra présenter d'autres chiffres auprès des instances européennes et, ce faisant, il admet donc que le budget pluriannuel est confectionné sur la base de critères politiques.

L'ennui, c'est qu'il agit au nom de 30 des 88 élus flamands. Notre groupe servira la N-VA et déposera une proposition de résolution sur l'adoption du budget pluriannuel. Le Parlement pourra alors voter cette proposition et nous verrons bien qui appartient à la majorité ou non. Il apparaîtra clairement en tout cas que

le joli conte de fées dans lequel Yves Leterme fait tourner la boutique, s'achèvera alors.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Gerolf Annemans** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la dotation du prince Laurent et son voyage au Congo" (n° P0190)
- **M. Peter Luykx** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la dotation du prince Laurent et son voyage au Congo" (n° P0191)
- **Mme Catherine Fonck** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la dotation du prince Laurent et son voyage au Congo" (n° P0192)
- **Mme Eva Brems** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la dotation du prince Laurent et son voyage au Congo" (n° P0198)
- **M. Renaat Landuyt** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la dotation du prince Laurent et son voyage au Congo" (n° P0193)
- **M. Jean Marie Dedecker** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la dotation du prince Laurent et son voyage au Congo" (n° P0194)
- **Mme Nathalie Muylle** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la dotation du prince Laurent et son voyage au Congo" (n° P0195)

04.01 Gerolf Annemans (VB): Pourquoi la famille des Saxe-Cobourg s'intéresse-t-elle tellement au Congo? La visite du prince Laurent au Congo constitue un dérapage évident. La famille royale possède incontestablement d'importants intérêts économiques dans ce pays. Elle le nie depuis plus de deux siècles et affirme se rendre au Congo au nom de la science. Le prince Laurent a effectué un voyage interdit, non couvert par le gouvernement au Congo et pour couronner le tout, il multiplie les mensonges à ce sujet depuis deux jours. Il apparaît en effet qu'il a été reçu avec les égards dus à son rang et a même rencontré le fils du président Kabila.

Le ministre des Affaires étrangères a déclaré que le prince Laurent allait devoir choisir. Soit il pourvoit à ses propres revenus et il agit à son gré, soit il reçoit une dotation, mais dans ce cas, toutes ses activités sont soumises à l'autorisation du gouvernement. Puisqu'il s'est rendu au Congo sans l'autorisation du gouvernement, nous devons lui retirer cette dotation. Le budget prendra-t-il le retrait de la dotation du prince Laurent en considération?

04.02 Peter Luykx (N-VA): Par sa visite au Congo au mépris de tous les avis, le prince Laurent place deux thèmes sensibles à l'ordre du jour, à savoir le Congo et les dotations. Le Congo constitue un dossier très délicat, surtout à l'approche des élections. Une visite d'un membre de notre famille royale y est considérée comme un acte politique. Il semble que le prince Laurent n'ait pu résister au chant des sirènes.

Le prince Laurent perçoit une dotation mensuelle de 26 000 euros. Notre groupe a déposé une proposition de loi visant à lui retirer cette dotation et à la réformer. Nous pourrions ainsi délivrer le Prince de ses souffrances et en faire un citoyen ordinaire pouvant agir à sa guise.

Est-il exact que le prince Laurent a rencontré M. Kabila? Le premier ministre était-il au courant du programme de ce voyage? L'ambassade a-t-elle contribué à ce voyage au Congo en dépit de l'interdiction faite au prince de s'y rendre?

04.03 Catherine Fonck (cdH): Les médias ont donné des informations sur le voyage du prince Laurent au Congo.

Quelles sont les informations officielles à ce sujet? Avez-vous opposé votre veto au voyage ou à sa date, et pour quelles raisons? Quelles rencontres ministérielles le prince Laurent a-t-il faites au Congo? Notre ambassadeur l'a-t-il accompagné? Quelle attitude allez-vous adopter?

04.04 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Le prince Laurent a effectué une "visite d'État officieuse" au Congo à la mi-mars. La visite du Roi l'an passé était soutenue par le gouvernement, alors que dans le cas présent, le gouvernement avait expressément demandé au prince de ne pas se rendre au Congo. On dit même à présent qu'il aurait rencontré le président Kabila. L'objectif de son voyage n'a en fait aucune importance car

un fils du Roi est forcément considéré à l'étranger comme un représentant de notre pays.

Le premier ministre était-il au courant de la visite au président Kabila? Quelles mesures a-t-il prises à la suite de son courrier assorti d'un avis négatif pour éviter que le prince rencontre des mandataires publics?

Deux réactions sont possibles. La responsabilisation ou la privatisation. Si nous octroyons une dotation, nous pouvons demander en échange que la politique étrangère ne soit pas court-circuitée. Une dotation doit donc être assortie de conditions et nous devons demander que les voyages à l'étranger soient toujours préalablement approuvés par le gouvernement. Si ces conditions ne sont pas respectées, nous devons limiter la dotation à l'héritier direct de la couronne, considérer les autres membres de la famille royale comme des personnes privées et en informer nos interlocuteurs à l'échelle internationale. Qu'en pense le premier ministre?

04.05 Renaat Landuyt (sp.a): Nous récoltons, au compte-gouttes, davantage d'informations sur ce voyage. Le premier ministre l'a déjà commenté à la télévision, alors que nous apprenons à présent que des contacts ont également eu lieu avec le président congolais lors de cette visite privée. De quelles informations dont nous n'avons pas connaissance le premier ministre dispose-t-il encore? Quelles sont les conséquences pour le prince Laurent?

Je partage l'avis du ministre des Affaires étrangères. Nous accordons une dotation au prince parce qu'il est censé représenter notre pays. Mais il semble que la justification de la dotation ait disparu. Pourquoi devrions-nous continuer à la payer?

04.06 Jean Marie Dedecker (LDD): Le prince Laurent est le chômeur le mieux payé du pays. Chaque mois, il perçoit 26 000 euros net. Il y a dix ans, deux raisons ont dicté la décision de lui octroyer une dotation. La première raison était d'acheter son silence. Il avait en effet blâmé le gouvernement Dehaene. La seconde raison consistait à l'empêcher à tout prix de chercher du travail afin qu'il ne puisse plus être compromis.

Au cours des dix années qui ont suivi, le prince n'a pas fait dans la dentelle. Les dettes de son centre d'accueil pour chiens ont été apurées par le contribuable; les travaux de sa villa ont été financés par la marine, il a accumulé les biens immobiliers grâce à des subventions obtenues par l'intermédiaire de diverses ASBL. Lorsqu'il voyage, il ne paie pas ses billets d'avion. Il y a environ un mois, le premier ministre avait une nouvelle fois agité la menace, déclarant que ce "devait être la dernière fois"! Le voyage chez M. Kabila, qu'il a effectué malgré l'avis négatif du premier ministre, est donc le énième épisode de cette saga.

Quand mettrons-nous un terme aux agissements de ce Gaston Lagaffe? Quand lui retirerons-nous sa dotation princière? Le prince Laurent a-t-il ou non rencontré le président Kabila?

04.07 Nathalie Muylle (CD&V): Le prince Laurent s'est rendu au Congo et y a manifestement rencontré plusieurs acteurs politiques majeurs de façon informelle. Il a ignoré l'avis négatif du premier ministre et du ministre des Affaires étrangères. Le CD&V est indigné par cette situation. Aussi souhaitons-nous connaître la version exacte des faits ainsi que le point de vue du gouvernement.

04.08 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Le prince Laurent a effectué un voyage en République démocratique du Congo du 15 au 22 mars. Je n'ai été informé de son projet de voyage que dans la soirée du dimanche 13 mars. Je me suis concerté avec le ministre des Affaires étrangères, qui a eu un long entretien téléphonique avec le prince le 1 mars. Au cours de cet entretien, le ministre a exprimé la surprise du gouvernement quant au fait que le voyage planifié n'avait fait l'objet d'aucune concertation préalable avec lui ou avec ses services. Le prince s'était déjà vu rappeler précédemment son obligation de faire systématiquement part de ses projets de voyage et de ses contacts à l'étranger.

J'ai alors moi-même eu un contact téléphonique avec le prince le lundi 14 mars pour lui demander de reporter ce voyage, étant donné qu'il n'avait pas été préparé en collaboration avec nos services ni manifestement avec le Palais. J'ai confirmé ce point de vue dans un courrier le même jour. Une copie de ce courrier est disponible auprès du président de la Chambre. J'ai ensuite informé le cabinet restreint.

Le prince a estimé ne pas devoir se conformer à cette demande expresse. Il ne m'a pas non plus fourni d'explications ni communiqué d'informations sur le programme qu'il suivrait ou les personnes qu'il

rencontrerait.

Le prince s'est rendu en RDC dans le cadre de son intérêt pour le développement durable.

Dans ce contexte, il a visité une série de projets et d'installations dans les environs de Kinshasa et dans les provinces du Bas-Congo et du Katanga. Il a également effectué une brève visite en Angola.

Le prince a été reçu par différents fonctionnaires congolais, parmi lesquels le ministre du Plan, M. Kamitatu, le gouverneur de la province du Katanga, le vice-gouverneur de la province du Bas-Congo et le général Olenga, le propriétaire d'une exploitation agricole dans les environs de Kinshasa. Le prince m'a confirmé hier soir que le président Kabila l'a également salué mais qu'il n'y a eu aucun entretien ni aucun acte de nature politique. Ni l'ambassade de Belgique, ni le consulat général à Lubumbashi n'étaient associés à ce voyage. De même, les services du prince ne les avaient pas informés.

La position du gouvernement est claire. Aucune disposition constitutionnelle ou légale ne régit la "couverture" des actes du prince. Son statut de prince royal impose évidemment au prince Laurent certaines obligations, tout comme il lui confère aussi certains droits, en vertu de la loi lui attribuant une dotation, qui a été adoptée par ce Parlement fin 2001. Ainsi, le prince est tenu à des obligations de réserve, de prudence et de concertation lorsqu'il pose des actes ou qu'il effectue des déplacements pouvant revêtir une dimension politique. Dans ce cas concret, c'est précisément l'absence totale de concertation qui m'a amené à lui demander de différer son voyage. Cette demande n'avait absolument aucun rapport avec les relations entre notre pays et la RDC, mais uniquement avec le fait que tout voyage – soit aussi un déplacement privé – d'une personnalité publique comme le prince doit être préparé par le biais de contacts avec nos services chargés de la cohérence de la politique étrangère.

Le prince Laurent se doit et se devait d'en être conscient, d'autant plus qu'il a accepté de ses hôtes des privilèges et des facilités en rapport avec son rang et qu'il a eu des contacts avec des responsables politiques, même s'il s'agissait de contacts purement officiels. Le prince a donc commis une erreur d'appréciation. Il a manqué à ses obligations en effectuant malgré tout ce voyage, en dépit de l'avis négatif officiel du gouvernement et du Palais.

Je rappellerai le prince à ses obligations dans les prochains jours.

Le prince doit prendre conscience de l'équilibre indispensable et crucial entre ses droits et ses obligations. La réponse concernant l'opportunité de lui retirer sa dotation réside précisément dans le respect de cet équilibre. Je ne doute pas que le prince accordera toute l'attention requise à mes remarques et choisira: respecter cet équilibre ou renoncer à sa dotation.

Je suis évidemment à la disposition du Parlement pour rendre compte de l'entretien que j'aurai prochainement avec le prince à ce sujet.

Le Sénat a par ailleurs débattu d'une série de recommandations formulées à mon initiative sur les dotations accordées à la famille royale lors de l'accession d'un nouveau souverain au trône. Je suis favorable au projet de réforme du système qui devra être entrepris à ce moment.

(En français) Dans les prochains jours, j'aurai une conversation avec le prince Laurent. Il doit être conscient de l'équilibre à respecter entre ses droits et ses devoirs. Je ne doute pas que le prince sera sensible à mes remarques et qu'il choisira entre le respect de cet équilibre ou la renonciation à ses droits.

Je suis à la disposition de la Chambre pour faire rapport de mon entretien avec le prince. *(Applaudissements)*

04.09 Gerolf Annemans (VB): Quelle ambiguïté! Le ministre Vanackere déclare que le débat sur la dotation est rouvert alors que le premier ministre se contente de dire "si le prince ne s'améliore pas...". Voici deux semaines à peine, il avait promis ici même de rappeler au prince ses droits et ses devoirs. En pure perte apparemment. À présent, le premier ministre demande à nouveau que l'on suive son point de vue. En ce qui nous concerne, c'est non! L'incident du Congo montre que ces gens ne connaissent qu'une seule langue, celle de l'argent et des coupons des actions d'Umicore. Je propose dès lors que la Chambre adopte tout à l'heure notre amendement visant à supprimer la dotation du prince Laurent. Les résultats du vote montreront

qui, parmi nous, joint le geste à la parole.

04.10 Peter Luykx (N-VA): Le premier ministre menace à nouveau de priver le prince Laurent d'argent de poche s'il fait une nouvelle gaffe. Nous ne sommes pas d'accord. La N-VA a déposé une proposition de loi qui limite les dotations au Roi et à son successeur et qui prévoit que tout ce que reçoit la Maison royale figure sur la liste civile et soit discuté au Parlement. Non seulement nous délivrerons ainsi le prince de ses souffrances mais nous serons définitivement prémunis contre ce type d'incidents.

04.11 Catherine Fonck (cdH): Le prince Laurent n'était pas couvert par le gouvernement, ce qui n'est pas idéal. On ne peut plus continuer dans un système où il n'y a pas de contrepartie à la dotation. Il faut appliquer dès aujourd'hui le rapport du Sénat.

Au Congo, les remous causés par cette affaire doivent étonner et pourraient mettre à mal nos relations bilatérales.

04.12 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Il est clair que ce dossier nous expose à un facteur de risque que nous devons maîtriser. C'est important pour le Parlement également car le gouvernement nous rend compte de la politique étrangère. Si elle est entravée par un facteur sur lequel le gouvernement n'a manifestement aucune prise, le système de contrôle présente des lacunes.

Le problème ne sera pas résolu si nous décidons de supprimer la dotation. Il faut une responsabilisation. Dans une monarchie, il existe en effet un lien très étroit entre une famille et une institution. Même si le prince Laurent avait effectué sa visite à titre privé, je craindrais encore que la politique étrangère s'en ressente, même sans dotation.

De nombreuses questions restent sans réponse et seul le prince Laurent peut y répondre. Je propose que la commission des Relations extérieures envoie un courrier courtois au prince Laurent pour l'inviter à nous entretenir sur son voyage au Congo et sur les autres projets qu'il caresse éventuellement. (*Hilarité et tumulte*)

04.13 Renaat Landuyt (sp.a): Qu'entend le premier ministre par "contacts avec le ministre du Plan" et le fait que le président l'a "salué"? S'agit-il de contacts sans paroles? Dans cette affaire, l'équilibre entre les droits et les obligations est effectivement largement dépassé. J'ignore toutefois si la conclusion selon laquelle il doit opérer des choix est la bonne. Nous connaissons en effet ses difficultés à opérer des choix. Lorsque l'équilibre n'est pas respecté, le premier ministre ne peut-il pas lui-même prendre l'initiative de suspendre la dotation?

04.14 Jean Marie Dedecker (LDD): Le prince Laurent défraie régulièrement la chronique depuis plusieurs années par les incidents qu'il provoque avec des tripatouillages financiers et des subsides publics. Le premier ministre répond comme à chaque fois – une vraie réponse de calotin – qu'il le privera de sa dotation à la prochaine incartade. Je pose donc la question: quand la coupe sera-t-elle enfin pleine? Nous adopterons l'amendement de M. Annemans et, à plus forte raison, la proposition de loi de la N-VA visant à supprimer cette dotation. On ne peut pas continuer à se moquer ainsi de nous. Cet homme n'est pas digne de recevoir une allocation de chômage de 312 000 euros nets par an.

04.15 Nathalie Muylle (CD&V): Il n'est plus tolérable que le prince Laurent continue d'être un sujet de polémique politique. Dès l'instant où des membres de la famille royale reçoivent une dotation du Parlement, ils sont supposés accepter de respecter certaines règles déontologiques quand ils prennent des initiatives. Et si le gouvernement recommande au prince Laurent de s'abstenir de prendre certaines initiatives, le prince doit suivre cette recommandation. Alors de deux choses l'une: soit le prince Laurent fait le choix de renoncer volontairement à sa dotation, soit il accepte d'assumer toutes les responsabilités qu'implique l'attribution de cette dotation. Cela devra être dit clairement lors des contacts que le premier ministre aura cette semaine avec le prince Laurent. S'il refuse d'assumer ces responsabilités, notre groupe apportera son soutien à toute initiative législative visant à supprimer ses dotations ou il prendra lui-même une initiative à cette fin.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- Mme Karin Temmerman au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et

d'asile, sur "la cessation au 31 mars de l'accueil de demandeurs d'asile dans des hôtels" (n° P0196)
- Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la cessation au 31 mars de l'accueil de demandeurs d'asile dans des hôtels" (n° P0197)

05.01 Karin Temmerman (sp.a): Peter De Roo, délégué pour l'accueil des demandeurs d'asile, et le secrétaire d'État M. Courard déclarent que nous sommes à la veille d'une nouvelle crise de l'asile. Début décembre, le premier ministre affirmait cependant qu'il maîtrisait la crise de l'asile. De nouvelles places d'accueil avaient en effet été créées, du personnel supplémentaire engagé et, *last but not least*, l'accueil à l'hôtel allait être définitivement supprimé, puisqu'à partir du 1^{er} avril 2011, les moyens financiers pour organiser cet accueil seraient épuisés.

Aujourd'hui, 31 mars, les demandes d'asile ne cessent d'augmenter, toutes les structures d'accueil sont pratiquement complètes et malgré les recrutements, la procédure dure toujours de 15 à 16 mois. De plus, 350 demandeurs d'asile, parmi lesquels 150 mineurs non accompagnés sont toujours hébergés dans des hôtels.

Quand l'accueil à l'hôtel sera-t-il finalement supprimé? Comment sera organisé le financement à partir du 1^{er} avril 2011? Quand le premier ministre va-t-il se décider à assumer son rôle de coordinateur en matière d'asile et de migration?

05.02 Sarah Smeyers (N-VA): Nous sommes confrontés à une nouvelle crise de l'accueil, à peine trois mois après la précédente. Le premier ministre avait alors déclaré à juste titre que notre pays devait se défaire de son image d'Eldorado pour réfugiés économiques. Pour conjurer la crise de l'accueil, 2 500 places supplémentaires avaient alors été créées. Cette mesure devait également enrayer le principal effet d'aspiration, celui de l'accueil en milieu hôtelier. Ces places supplémentaires n'ont toutefois pas servi à mettre un terme à l'hébergement hôtelier mais à faire face au nouvel afflux de demandeurs d'asile. On a ainsi omis de contourner les astreintes, le second effet d'aspiration.

En ce 31 mars, les contrats avec les hôtels et les budgets destinés à l'accueil en milieu hôtelier expirent. Selon le secrétaire d'État, M. Courard, 400 personnes résident encore dans ces hôtels, dont 160 mineurs non accompagnés. Il perçoit enfin l'inutilité d'encre créer des places supplémentaires et souhaite réduire la procédure d'asile, actuellement de quinze mois, à 6,5 mois.

Le premier ministre est chargé de la coordination de la politique de migration et d'asile. C'est pourquoi je lui adresse ces questions. Va-t-on mettre un terme à l'hébergement hôtelier? A-t-on effectivement décidé de ne plus créer de places d'accueil supplémentaires? Le premier ministre oeuvrera-t-il à une procédure d'asile accélérée et à une véritable politique de retour?

05.03 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Je comprends que Mme Smeyers se réjouisse de l'aggravation du problème, s'agissant de son fond de commerce et de celui de son parti. (*Protestations sur les bancs de la N-VA*)

L'occupation maximale dans les hôtels a été de 1.209 personnes. Grâce aux efforts du gouvernement, ce chiffre a été ramené à 371 à la date d'avant-hier, dont 171 mineurs étrangers non accompagnés. Les efforts tendant à mettre fin à l'hébergement de candidats réfugiés dans des hôtels d'ici à fin mars sont poursuivis sans désespérer. À cet égard, plusieurs pistes de réflexion sont à l'étude, assorties de solutions spécifiques pour l'accueil des MENA. Nous sommes en permanence à la recherche de possibilités d'augmenter la capacité d'accueil structurelle de MENA et 200 places d'accueil dans les centres fédéraux ont été transformées pour pouvoir accueillir des mineurs.

Le gouvernement a approuvé un plan fin 2010. Les étapes de ce plan demeurent notre fil conducteur: limitation du flux entrant, modulation de l'accueil, notamment par le renforcement de l'accueil urgent en transit, accélération des procédures d'asile et amélioration de l'éloignement.

En quelques mois, nous avons engrangé des avancées, en collaboration avec la Croix-Rouge, en ce qui concerne le renforcement de la capacité d'accueil. Des places complémentaires ont été créées dans des casernes. Les quelque 100 recrutements complémentaires par les instances d'asile porteront certainement leurs fruits.

Sur le plan du flux entrant, des efforts ont encore été consentis ces derniers jours sous la forme d'une campagne de dissuasion au Kosovo. Il apparaît toutefois clairement que l'augmentation du nombre de demandes constatée depuis quelques mois était imprévisible sur la base des chiffres du commissariat général. Dès lors, la politique que nous mettrons en œuvre se concentrera prioritairement sur la maîtrise du flux entrant, par le biais d'une communication active et du renforcement de la politique de retour.

Il y a quelque temps déjà, je me suis enquis auprès des secrétaires d'État compétents de leurs propositions concrètes. Celles-ci seront soumises au gouvernement dans les prochains jours.

05.04 Karin Temmerman (sp.a): Le premier ministre n'a de nouveau pas répondu aux questions. Qu'advient-il des 150 mineurs non accompagnés qui séjournent encore à l'hôtel? Il ne s'agit pas en l'occurrence de se profiler mais il est question d'êtres humains. Le financement est supprimé à partir du 1^{er} avril 2011. On ignore encore comment le premier ministre perçoit son rôle de coordination.

05.05 Sarah Smeyers (N-VA): Si cela dérange le premier ministre que je pose des questions sur ce dossier, je tiens à lui faire observer que je me contente d'effectuer mon travail de parlementaire. La N-VA a déposé une proposition visant à durcir et à accélérer la procédure d'asile ainsi qu'à renforcer la loi sur l'accueil. Ce texte a hélas été rejeté mais par d'autres partis qui, espérons-le, fourniront leur appui à d'autres mesures de durcissement.

Comme le dit Mme Temmerman, le premier ministre est chargé de la coordination de la politique de migration et d'asile. La limitation du flux entrant, l'accélération du transit et la mise en œuvre des retours vont de pair et doivent faire l'objet d'une approche globale. *(Le premier ministre tourne le dos à l'oratrice. Tumulte et vives protestations de la N-VA et de Mme Temmerman)* L'attitude constructive du premier ministre ne fut manifestement que de courte durée.

On a heureusement enfin compris que la création de places supplémentaires et l'accueil d'urgence dans des hôtels doivent immédiatement et effectivement cesser. Ces mesures ne font qu'induire un effet d'aspiration et engendrent des situations inhumaines, principalement pour les mineurs. Le premier ministre a lui-même déjà reconnu à plusieurs reprises l'échec de la politique d'asile. J'espère qu'il ne s'attellera pas qu'aux affaires courantes mais également aux affaires dérapantes.

L'incident est clos.

06 Question de M. Laurent Louis au ministre de la Justice sur "l'avenir de l'Exécutif des musulmans de Belgique et le financement public des cultes" (n° P0200)

06.01 Laurent Louis (indép.): Ces dernières années, l'Exécutif des musulmans de Belgique a plus souvent défrayé la chronique pour ses démêlés avec la justice que pour ses réalisations. Aux scandales judiciaires se mêlent des tensions internes, des accusations d'absence de représentativité et des soupçons d'ingérence étrangère. L'Exécutif des musulmans de Belgique est notre interlocuteur officiel, mais cette institution assez trouble est contestée par une partie des musulmans. Malgré cela, notre pays continue de le subsidier. Il a reçu depuis 2008 près d'un demi-million d'euros. Ne pensez-vous pas que nous devons connaître la destination de ces fonds? Le projet de renouvellement proposé garantira-t-il un meilleur fonctionnement de l'Exécutif?

Plus largement, le financement des cultes coûte près de six cents millions d'euros par an. Cette somme est considérable pour une matière qui relève de la sphère privée. Notre pays doit tendre vers une réelle laïcisation qui implique la suppression du financement public des cultes. Cette évolution nécessaire aura-t-elle bientôt lieu? Cet argent pourrait ainsi servir aux véritables besoins de la population.

06.02 Stefaan De Clerck, ministre *(en français)*: Je prie les trois collègues qui m'ont posé la même question avant-hier de m'excuser; je répéterai donc ce que j'ai déjà dit et ce sera pareil pour les questions qui suivent.

Le **président**: Le Règlement vous permet de renvoyer purement et simplement à la réponse déjà donnée.

06.03 Stefaan De Clerck, ministre *(en français)*: Je vais répondre brièvement.

Nous avons tenté à plusieurs reprises de former un nouvel Exécutif qui soit un interlocuteur pour le ministre de la Justice. Elles ont échoué. Pourtant, nous demandons depuis des années que l'Exécutif fasse une proposition cohérente et unanime.

Ce soir encore, je rencontre ses responsables pour en discuter. S'ils ne parviennent pas à un accord, j'émettrai une proposition pour en sortir. Le cas échéant, je prendrai des mesures législatives.

06.04 **Laurent Louis** (indép.): Je serai attentif aux suites de la réunion de ce soir. Mais vous n'avez pas répondu à la question plus générale de la suppression du financement public des cultes. Le cas échéant, je déposerai une proposition de révision de la Constitution en ce sens.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu** au ministre de la Justice sur "le renvoi des soeurs roumaines" (n° P0201)

- **M. Renaat Landuyt** au ministre de la Justice sur "le renvoi des soeurs roumaines" (n° P0202)

07.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Le récit chaotique du rapatriement des trois jeunes sœurs roumaines continue à marquer les esprits. Curieusement, la mère ne semblait pas être au courant de ce rapatriement, alors que la décision d'y procéder aurait précisément été prise dans l'intérêt de la mère. Dans une première réaction, le ministre a dit qu'il n'y aurait pas de contact entre la mère et les enfants tant que la situation avec le père n'aura pas été tirée au clair.

Je trouve cette affaire tout de même un peu étrange. Grâce aux déclarations des trois jeunes sœurs abusées, la Justice a pu mettre toute une bande de pédophiles sous les verrous, mais maintenant que ces jeunes filles demandent notre protection sans équivoque, nous les renvoyons chez elles.

Le ministre se défend en disant que la volonté de la mère prime. Peut-il clarifier les faits? Les jeunes filles sont-elles encore en danger? Le zèle dont les autorités font preuve dans cette affaire a de quoi surprendre, surtout quand on pense aux expulsions laborieuses de demandeurs d'asile déboutés ou aux maigres résultats obtenus lorsqu'il s'agit de renvoyer des détenus dans leur pays d'origine pour qu'ils y purgent leur peine.

07.02 **Renaat Landuyt** (sp.a): Le but poursuivi dans cette affaire consistait-il à suivre les règles ou à protéger les enfants? Le ministre a-t-il tout mis en œuvre pour les aider? Pouvons-nous supporter l'idée que nous abandonnons des enfants à leur sort sous prétexte que l'expulsion n'a été entachée d'aucune irrégularité? Ne devons-nous pas davantage tenter d'aider les enfants tout en respectant les règles?

07.03 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit malheureusement d'une longue et triste histoire. Pour éviter la répétition de situations similaires, j'ai demandé aux instances judiciaires de vérifier comment des enfants maltraités arrivent en Belgique et quelles sont les techniques utilisées pour les maintenir dans notre pays. Il s'agit en tout cas d'un problème qui requiert une analyse approfondie.

D'innombrables services ont géré ce dossier avec le plus grand sérieux. L'un des enfants a signalé une situation d'éducation difficile et toutes les instances compétentes en matière du droit de la protection de la jeunesse sont alors entrées en action; la question a également été débattue avec le *Kinderrechtencommissariaat*, l'UNICEF et de nombreux autres services et institutions qui ont accueilli les fillettes. Il est ressorti de ces diverses consultations que la meilleure solution consistait à accéder à la demande de rapatriement exprimée par la mère et le pays d'origine. Tous les services ont correctement rempli leur rôle protecteur.

Je demanderai lundi au ministre roumain de la Justice de confirmer les accords conclus avec la Roumanie, de veiller au suivi scrupuleux du bon fonctionnement des services roumains de protection de la jeunesse et des services spécialisés où sont accueillis les enfants et de s'informer sur l'endroit où se trouve le père.

07.04 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Selon le ministre, nos services ont décidé, après un suivi minutieux, de rapatrier les enfants chez leur mère mais nous devons continuer à surveiller ce qui se passe

là-bas jusqu'à ce que la situation soit tout à fait claire. Pourquoi dans ce cas avoir quand même rapatrié les enfants? Sur les plus de 200 Roumains détenus ici l'année dernière, dont la plupart étaient en séjour illégal, cinq à six à peine purgeront leur peine dans leur pays, mais nous avons permis ce rapatriement. J'ai du mal à accepter qu'il y ait deux poids deux mesures.

07.05 Renaat Landuyt (sp.a): Le ministre et tous les services se trompent de priorité. On commence par examiner le droit de séjour, et ensuite la protection des mineurs contre les abus sexuels. C'est l'inverse qu'il faudrait faire. Nous sommes tellement forts pour expulser les victimes mais tellement faibles pour expulser les malfaiteurs.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur "le retard dans la désignation de magistrats" (n° P0203)

08.01 Kattrin Jadin (MR): Le Conseil consultatif de la magistrature ainsi que le Conseil supérieur de la Justice ont dénoncé la politique d'économies menée à la suite de la circulaire 154, et le fait que vous veilliez systématiquement à ce que les postes de magistrat à la retraite restent inoccupés deux mois, générant une économie de traitements.

Ces deux mois de vacance, ou plus, ont des conséquences importantes. Le remplacement de ces magistrats se fait par d'autres magistrats en place, occasionnant des retards cumulés dans le traitement des dossiers.

En retardant la nomination des magistrats, le pouvoir exécutif empêche que le cadre légal des magistrats du siège et du ministère public soit rempli. Les mesures appliquées sont contraires à la volonté du législateur de faire coïncider le mieux possible les départs et les arrivées.

Avez-vous projeté les économies qui seraient réalisées? L'économie réalisée n'est-elle pas disproportionnée par rapport aux inconvénients qu'elle engendre?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): C'est une mesure que j'ai prise dans la perspective des économies que la Justice doit réaliser et j'en assume la responsabilité. Nous avons fait le choix de ne pas toucher au cadre. Un léger retard dans la publication entraîne des conséquences budgétaires.

Si tous les magistrats pouvaient annoncer à temps leur départ prématuré, il serait beaucoup plus facile de publier à temps.

Un bon chef de corps doit pouvoir gérer une telle situation. Seuls les petits tribunaux peuvent vraiment poser des problèmes. Nous faisons donc en sorte qu'il n'y ait pas d'interruption dans les activités de ces tribunaux.

08.03 Kattrin Jadin (MR): De nombreux magistrats m'ont fait part d'une détérioration des conditions de travail liée au manque de remplacements. Les mesures appliquées sont contraires à la volonté du législateur. Il faut permettre au maximum l'anticipation des départs à la retraite et faire coïncider au mieux les départs et les arrivées.

L'incident est clos.

09 Question de M. Mathias De Clercq à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'évaluation du Pacte de solidarité entre les générations" (n° P0199)

09.01 Mathias De Clercq (Open Vld): A l'automne prochain, le Conseil supérieur pour l'emploi procédera en concertation avec les partenaires sociaux à une évaluation du pacte de solidarité entre les générations. Il me revient que la ministre a demandé aux différentes instances concernées de finaliser le processus pour la fin de l'été au plus tard.

Le premier ministre a indiqué que les conditions de prépension seront renforcées. Notre pays s'est par ailleurs engagé sur le plan européen à atteindre pour 2020 un taux d'emploi de 73,2 %, ce qui représente

48 000 nouveaux emplois par an. Le fait de décourager les prépensions s'inscrit certainement dans ce cadre.

Quelles instructions concrètes la ministre a-t-elle données au Conseil supérieur et aux partenaires sociaux? La ministre partage-t-elle l'avis du premier ministre selon lequel il faudra renforcer les conditions de départ anticipé en général et de prépension en particulier? A quels efforts la ministre pense-t-elle pour que nous puissions respecter nos engagements européens?

09.02 Joëlle Milquet, ministre (*en néerlandais*): Lundi dernier, j'ai demandé par lettre au CNT de prendre les mesures préparatoires nécessaires afin que l'évaluation du Pacte de solidarité entre les générations puisse avoir lieu pour octobre 2011, en collaboration avec le Conseil supérieur pour l'emploi. Je ne puis évidemment pas prédire les résultats de cette évaluation. Il s'agira d'une base importante en vue des réformes.

La Belgique doit introduire pour fin avril son programme de réforme national auprès de l'Union européenne. Il est en cours de préparation.

Ce programme de réforme comprend les objectifs relatifs au taux d'emploi pour 2012. Les ministres régionaux et fédéraux de l'Emploi veulent, à mon initiative, atteindre un objectif de 73,2 % d'ici 2020. Il s'agirait d'une augmentation de 5 000 emplois par an. Pour atteindre cet objectif, les mesures radicales suivantes sont nécessaires. La participation des groupes cibles, également les personnes âgées, doit être renforcée. La formation des travailleurs doit être améliorée. La pression fiscale et parafiscale sur le travail doit être réduite. Les demandeurs d'emploi doivent être mieux accompagnés.

09.03 Mathias De Clercq (Open Vld): Tout ceci démontre qu'il est urgent de définir une politique socioéconomique globale et qu'il faut entamer au plus vite des négociations gouvernementales sur le programme socioéconomique. La focalisation constante sur les aspects communautaires est totalement inopérante. Il va de soi que nous devons parvenir à un accord communautaire global mais l'impasse actuelle ne doit pas faire oublier le volet socioéconomique.

L'incident est clos.

10 Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'absence d'un accord sur les conditions de travail à la SNCB Logistics" (n° P0204)

10.01 Steven Vandeput (N-VA): Le transport ferroviaire de marchandises est depuis longtemps synonyme de pertes d'exploitation pour le transporteur ferroviaire belge. Pourtant, cette branche semblait promise à un bel avenir depuis la création de la filiale autonome SNCB Logistics. La structure capitaliste était définie, le transfert de biens d'investissement était presque réglé et un plan de restructuration assorti d'un plan social avait été rédigé. De plus, l'Europe avait approuvé la création de cette société. SNCB Logistics pouvait atteindre l'équilibre d'ici 2013.

À présent, le tableau s'assombrit en raison des difficultés du marché et de l'opposition des syndicats au transfert de l'entête du contrat de travail de SNCB-Holding à SNCB Logistics. Les contrats ont pourtant été purement et simplement repris.

Les coûts de personnel constituent un important handicap concurrentiel pour SNCB Logistics. C'est pour cette raison que l'Europe a approuvé une aide de l'État à hauteur de 115 millions d'euros pour les dix prochaines années.

La ministre peut-elle expliciter le calendrier fixé pour le transfert du personnel à SNCB Logistics? Qu'entreprend-elle pour veiller au respect de cet agenda?

10.02 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): J'ai déjà passé une demi-heure à expliquer tous les détails de ce dossier en commission.

Seule la CSC Transcom a approuvé, le 26 novembre 2010, le protocole d'accord social relatif à la restructuration de B-Cargo. La concertation sociale est menée dans un groupe de travail au sein de la commission paritaire nationale. Le 29 mars, ce groupe de travail est parvenu à un accord sur les conditions

pour le personnel contractuel. Lors d'une prochaine réunion, l'on négociera sur les conditions de travail du personnel statutaire qui optera pour le transfert volontaire vers la SNCB Logistics.

Les négociations se poursuivent et tous les partis souhaitent un accord dans les meilleurs délais. Pour moi, l'accord lui-même est plus important que le délai dans lequel il a été conclu. La Commission européenne est au courant de l'ensemble des étapes de la concertation sociale. Toutes les mesures en vue de la création de la nouvelle filiale ont été prises.

Nous sommes en effet en présence d'un dossier complexe. Ceci constitue l'opération de la dernière chance. Qu'un syndicat soit disposé à apporter sa collaboration constitue à mes yeux un élément important. Il est difficile pour les partenaires sociaux d'arriver à un accord. Après le transfert, il sera également procédé à une restructuration. Mais la bonne volonté est présente et les principes ont été approuvés.

10.03 Steven Vandeput (N-VA): J'espère que les syndicats se rendent également compte qu'il s'agit de la dernière chance. Le transport de marchandises et le transport international de voyageurs ont déjà été libéralisés et le transport ordinaire de passagers suivra prochainement. Il est temps que les syndicats entrent dans le 21^{ème} siècle.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **Mme Valérie Déom à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la délocalisation du site de triage de Ronet vers Anvers" (n° P0205)**

- **M. Georges Gilkinet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la délocalisation du site de triage de Ronet vers Anvers" (n° P0214)**

11.01 Valérie Déom (PS): Il semble que la SNCB ait l'intention de supprimer ou de délocaliser brutalement – autrement dit, sans concertation – le site de Ronet (Salzinnes) vers Anvers. Sur ce site namurois s'effectue le triage de wagons de marchandises. Les trains de Gand, Anvers et Zeebrugge y sont recomposés pour aller vers toutes les destinations du sud.

Lors du projet de réforme B-Cargo, il avait déjà été question d'une refonte des activités et de la suppression d'une vingtaine d'emplois. Aujourd'hui, une centaine de personnes seraient concernées.

Confirmez-vous cette décision de délocalisation de la SNCB? Quelle en est la justification et l'échéancier? Comment envisagez-vous l'avenir du site de Ronet et de ses travailleurs?

11.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Deux organisations syndicales s'inquiètent de l'avenir du site SNCB de Ronet (Namur), qui risque d'être délocalisé. Cette situation engendre aussi des problèmes écologiques quant à la répartition des activités de triage de la SNCB sur le territoire.

Pouvez-vous nous assurer que l'ensemble du territoire sera couvert, en tenant compte de la dispersion des activités économiques sur l'ensemble du pays? Qu'en sera-t-il du statut des travailleurs? Dans quel calendrier travaillerez-vous?

D'un point de vue écologique, mon souci concerne le transport des marchandises: il faut que notre société de chemins de fer reste capable de rivaliser avec les camions pour éviter les inconvénients de mobilité et de pollution.

11.03 Inge Vervotte, ministre (*en français*): Trois types d'activités sont aujourd'hui exercés à Ronet: le trafic combiné, le trafic diffus et la conduite des trains de marchandises. Dans un contexte de forte concurrence, SNCB Logistics veille à défendre sa position sur le marché.

Dans ce cadre, SNCB Logistics souhaite réduire le nombre de produits commercialisés pour comprimer les coûts. En contrepartie, les relations importantes bénéficieront d'une fréquence plus élevée. Ce nouveau concept aura des répercussions sur Ronet, car cette gare ne possède pas de terminal intermodal permettant de transférer des conteneurs de wagon à wagon.

Les décisions relatives aux activités de la gare n'ont pas encore été arrêtées. Leur mise en œuvre devrait se terminer à l'automne 2011. Dans les prochains jours, des rencontres s'organiseront entre la SNCB Logistics et les syndicats. Il aura donc une concertation sociale.

11.04 Valérie Déom (PS): Je comprends le contexte de concurrence et la nécessité de compresser les coûts, mais c'est toujours sur le dos des mêmes. Si le projet devait voir le jour, la délocalisation créerait un nouveau déséquilibre dans la répartition du travail entre le Nord et le Sud. La concertation sociale va avoir lieu mais elle n'a pas eu lieu auparavant. Et tout cela de la part d'une entreprise publique qui devrait montrer le bon exemple.

11.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Votre réponse est peu rassurante quant à une poursuite des activités sur ce site. On avance "dans le brouillard". En effet, vous dites que ce site est mal équipé, mais pourquoi ne pas partir du principe que le transport de marchandises par rail est l'avenir et investir pour créer ces infrastructures?

J'insiste sur la nécessité d'investir dans ce transport qui constitue l'avenir et de répartir ses outils sur l'ensemble du territoire. Je vous invite à ne pas laisser ce dossier dans les mains des techniciens, vous avez à vous en saisir.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la désignation du directeur général de l'AFCN" (n° P0206)**

- **M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la désignation du directeur général de l'AFCN" (n° P0207)**

12.01 Joseph George (cdH): Le mandat de l'actuel directeur de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) prend fin au mois d'août. Plusieurs scénarios sont évoqués, dont celui dans lequel l'actuel directeur pourrait se succéder à lui-même.

La sécurité nucléaire est un domaine particulier. Il y a peu d'experts en la matière et il faut avant tout chercher des personnes compétentes. Comptez-vous prolonger le mandat du directeur général actuel? Des exigences supplémentaires seront-elles décidées pour assurer l'indépendance de l'Agence? L'expérience utile dans le secteur ne constitue-t-elle pas l'élément essentiel pour remplir cette fonction, même si l'on comprend la nécessité de garanties d'indépendance?

12.02 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): En matière de sécurité nucléaire, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) se voit attribuer un rôle-clé. Ce rôle s'étendra encore à l'avenir en raison du vieillissement de nos centrales nucléaires, du projet mégalomane MYRRHA et des tests de résistance.

C'est justement aujourd'hui que doit être nommé le nouveau directeur général de l'AFCN. La presse a fait état de querelles internes et de pressions exercées par Electrabel. Sur la *short list* de quatre candidats, on trouve principalement d'anciens directeurs de centrales nucléaires et des collaborateurs d'Electrabel. Des pressions seraient exercées pour que le poste revienne au directeur du Forum nucléaire.

La ministre peut-elle nous fournir des éclaircissements sur la nomination et la procédure de sélection?

12.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le mandat de l'actuel directeur général de l'AFCN, M. Willy De Roovere, prendra fin le 1^{er} septembre 2011. La préparation de la sélection d'un nouveau DG est en route. Il n'est toutefois pas d'usage de procéder à une telle nomination en période d'affaires courantes.

J'attends donc du conseil d'administration de l'Agence une proposition de désignation d'un directeur ad interim.

(*En néerlandais*) Après avoir attribué par adjudication un marché public, le conseil d'administration de l'AFCN a procédé à la désignation d'un bureau chargé d'établir une dernière sélection de candidats. Cette dernière sélection devra se composer de deux candidats francophones et de deux candidats néerlandophones

répondant au profil. Le descriptif de la fonction ainsi que le profil ont été publiés au *Moniteur belge* du 6 octobre 2010 ainsi que sur divers sites web, y compris celui de l'AFCN.

Ce bureau a été chargé d'une part de vérifier si les candidats disposent des capacités de management requises et d'autre part d'établir un rapport assorti d'une motivation concernant la dernière sélection de candidats et d'une radioscopie des compétences de ces candidats. Il a présenté cette sélection lors de la réunion du conseil d'administration de l'AFCN. Quatre candidats ont été conviés à un entretien. Le 24 février, le conseil d'administration a remis au gouvernement un avis non obligatoire.

(En français) J'adhère entièrement à la procédure suivie. Il est fondamental de nommer le candidat le plus qualifié, compétent et indépendant.

L'actuel directeur de l'Agence est aussi issu de l'industrie nucléaire. Il était directeur de la centrale de Doel, et ni son indépendance ni celle de l'Agence n'ont été mises en cause. Je préfère m'abstenir de tout procès d'intention.

12.04 Joseph George (cdH): Le choix de la ministre et du conseil d'administration vont effectivement dans le sens de la compétence. L'indépendance doit être incarnée par la personne, dans l'exercice de sa fonction.

12.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le problème ne réside pas dans la procédure de sélection, il se pose au niveau des candidats. La ministre souligne les compétences des candidats, mais cela ne suffit pas à nous convaincre qu'une personne ayant mené dans le passé une campagne trompeuse sur l'énergie nucléaire avec le Forum nucléaire, puisse diriger dans le futur l'AFCN avec l'autonomie et la crédibilité requises.

La commissaire du gouvernement est absente depuis quelques mois déjà du conseil d'administration de l'AFCN, parce qu'elle a entre-temps été nommée administratrice de l'Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies (ONDRAF). La ministre devrait tout de même admettre que la sécurité nucléaire ne constitue pas la priorité absolue du gouvernement.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Christiane Vienne au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "le séminaire sur une nouvelle DLU" (n° P0208)

13.01 Christiane Vienne (PS): Aujourd'hui s'est tenue une journée d'étude sur la régularisation et la consolidation. Cette journée m'aurait vraiment intéressée mais je m'interroge sur la pertinence de ce type de réflexion aujourd'hui alors que nous avons déjà franchi des étapes essentielles en matière de contrôle bancaire.

Pourquoi évoquer une éventuelle nouvelle DLU? Est-ce le moment d'envoyer ce message à ceux qui ont les moyens de cacher leurs fonds à l'étranger?

13.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État *(en français)*: La loi a organisé un mécanisme permanent de régularisation qui a vu passer le nombre de dossiers, qui était de cinq cents ou six cents auparavant, à plus de quinze cents en 2010. Et le montant, lui, a quintuplé! Il me semble donc légitime de réfléchir maintenant sur la manière d'améliorer le système légal en vigueur. Les experts ont soumis des propositions en soulignant l'existence de dispositions qui créent encore des problèmes. D'aucuns ont même proposé une nouvelle opération de régularisation.

Le **président**: Nous prendrons connaissance avec intérêt des actes du colloque.

13.03 Christiane Vienne (PS): Mon parti n'est guère favorable à des cadeaux adressés aux grands tricheurs. Je suis très intéressée par les actes de la journée d'étude.

Le **président**: Nous demanderons au secrétaire d'État de fournir une copie des actes du colloque à chaque membre.

L'incident est clos.

14 Questions jointes de

- **Mme Jacqueline Galant** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de demandeurs d'asile en hausse" (n° P0209)

- **Mme Nahima Lanjri** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de demandeurs d'asile en hausse" (n° P0210)

- **M. Peter Logghe** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les mesures concernant la nouvelle crise en matière d'asile" (n° P0211)

- **Mme Karin Temmerman** au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les mesures concernant la nouvelle crise en matière d'asile" (n° P0212)

14.01 Jacqueline Galant (MR): Les chiffres émanant du secrétaire d'État, M. Courard, annoncent une augmentation de 30 % du nombre de demandes d'asile alors que vous parlez d'une diminution dudit nombre. Qui a raison?

14.02 Nahima Lanjri (CD&V): Il y a quelques mois, le gouvernement a pris une série de décisions pour remédier à la crise de l'accueil des demandeurs d'asile. Les instances chargées de leur accueil ont été renforcées et de nouvelles places d'accueil ont été créées, ce qui a permis un traitement plus rapide des demandes et un raccourcissement des procédures.

La semaine dernière, à la suite d'une nouvelle augmentation du flux d'entrées de demandeurs d'asile, le commissaire général aux réfugiés a tiré la sonnette d'alarme. Le secrétaire d'État peut-il nous fournir des chiffres à ce sujet et faire une comparaison avec la situation antérieure? Quels sont les pays d'origine des demandeurs d'asile? S'ils proviennent des Balkans, les campagnes de dissuasion seront-elles poursuivies jusqu'à l'obtention de résultats probants? Quel est l'arriéré au CGRA, à l'Office des Étrangers et au Conseil du Contentieux des Étrangers?

Le commissaire général craint que le nouvel afflux de demandeurs d'asile ne sape l'opération de rattrapage, que le retard ne pourra pas être comblé en dépit du personnel supplémentaire et que les procédures vont à nouveau s'allonger. Quelles seront les mesures prises pour apaiser ces craintes? Quelles sont les initiatives prises pour rattraper malgré tout le retard?

14.03 Peter Logghe (VB): Les centres d'accueil sont bondés et des centaines de demandeurs d'asile séjournent encore à l'hôtel. Cette dernière solution devait pourtant être définitivement abandonnée le 31 mars au plus tard, aujourd'hui donc. Un nouveau flux migratoire apparaît à présent. Le secrétaire d'État M. Courard a déclaré que la Belgique aidera les demandeurs d'asile dignes de ce nom mais toute la question est de savoir si la Belgique contribuera à réduire l'afflux grâce à une politique d'expulsion juste et efficace.

Est-il exact que le secrétaire d'État envisage une nouvelle politique de répartition? Quelles mesures concrètes prendra-t-il en faveur d'une politique d'expulsion efficace? Combien de lits d'hôtel seront-ils nécessaires et comment cette facture sera-t-elle réglée?

14.04 Karin Temmerman (sp.a): Quoi qu'il en soit, je me réjouis que le secrétaire d'État prête une oreille attentive à ma question, contrairement au premier ministre tout à l'heure.

Selon le secrétaire d'État Courard, une nouvelle crise de l'asile semble inéluctable. Un problème structurel se pose pour quatre raisons: le nombre de demandes repart à la hausse, toutes les places d'accueil sont de nouveau occupées, nous ne parvenons pas à réduire le délai de traitement des demandes d'asile et il n'y a pas de politique d'expulsions adéquate.

Comment le secrétaire d'État réduira-t-il très sensiblement le délai de traitement? Remédiera-t-il au problème posé par le flux sortant et stimulera-t-il les retours volontaires?

14.05 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Si l'on compare le mois de janvier 2011 au mois de janvier 2010, il y a une augmentation du nombre de demandeurs d'asile de 28,9 %, mais si l'on compare le mois de février 2011 au mois de février 2010, on constate une diminution de l'ordre de 5,8 %.

(*En néerlandais*) Selon Eurostat, le nombre de demandeurs d'asile est en augmentation dans de nombreux pays: en Allemagne, on observe une augmentation de 49 %, en France, de 13%. En Belgique, par rapport à 2010, nous enregistrons une augmentation de 16 %, avec un pic en janvier qui est légèrement retombé en février. Pour mars, les chiffres ne sont pas encore disponibles.

Le nombre d'éloignements est en augmentation: en janvier et en février 2011, ils ont été deux fois plus nombreux qu'au cours des mêmes mois de l'année dernière.

Nous devons faire preuve de davantage d'efficacité encore, par le biais de campagnes de dissuasion et de prévention et d'un traitement accéléré et sélectif des dossiers. Au Kosovo, on sait dans l'intervalle qu'il n'y a pas de place chez nous pour les réfugiés économiques. Ces dossiers ont été clôturés en deux mois et ce délai doit encore être raccourci.

Il convient enfin d'améliorer la politique d'éloignement. De nombreux contacts sont pris avec le département de la Justice pour mieux organiser les éloignements à partir des prisons et avec la police en vue de l'accompagnement des retours forcés. Nous avons demandé des noms et des chiffres à Fedasil afin de pouvoir éloigner plus rapidement et de manière plus efficace les personnes des centres d'accueil.

Il existe toutefois un lien évident entre accueil et politique d'asile. Au Kosovo, personne ne sait où se situe la Belgique sur une carte mais on y est au courant des astreintes auxquelles l'État a été condamné et des chambres d'hôtel. Il faut corriger cette image que l'on a de la Belgique. Il s'agit de prendre des initiatives sur le plan de la prévention, de traiter rapidement les demandes et de procéder de manière résolue aux éloignements. Si nous n'y parvenons pas, l'afflux d'étrangers ne cessera pas.

14.06 Jacqueline Galant (MR): Il est assez surprenant que vous ne disposiez pas des chiffres pour le mois de mars alors que, dès ce matin, on pouvait me donner les chiffres. Ainsi, pour la semaine du 21 au 25 mars, on comptait 613 demandes.

Vous contestez l'augmentation du nombre de demandes d'asile de 30 % pour le mois de février 2011 par rapport à celui de 2010. Vous agissez en jésuite en reportant toujours la faute sur les autres.

Je demanderai au prochain gouvernement de désigner un seul ministre chargé de s'occuper de la chaîne du début à la fin. (*Applaudissements sur les bancs de la N-VA*)

Le **président**: J'en ai pris note.

14.07 Jacqueline Galant (MR): M. Courard tente d'éviter au gouvernement de devoir payer des astreintes et aux personnes de se retrouver dans la rue.

14.08 Nahima Lanjri (CD&V): Il faut en effet limiter les flux d'entrées, poursuivre les campagnes de dissuasion, abréger les délais et améliorer les flux de départs. Dans notre pays, les 15 mois nécessaires pour le traitement des dossiers demeurent trop longs. Le délai abrégé pour les ressortissants européens est toujours de deux mois. Le traitement prioritaire de ces dossiers pourrait ramener ce délai à quinze jours. Une politique de dissuasion pourra ainsi être menée et des capacités d'accueil seront immédiatement disponibles.

14.09 Peter Logghe (VB): Le secrétaire d'État n'a répondu à aucune de mes questions: pas un mot sur le plan de répartition, ni sur les chambres d'hôtel. Il m'est dès lors impossible de le remercier pour cette non-réponse. Il mène une politique qui n'en est pas une aux frais du contribuable.

14.10 Karin Temmerman (sp.a): Nous devons agir à la fois sur les flux entrants et sortants et sur l'accueil. Le secrétaire d'État ne parvient en effet pas à faire évoluer la situation assez rapidement. Il est urgent d'améliorer la coordination et la communication.

L'incident est clos.

15 Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le groupe de projet économie sociale" (n° P0213)

15.01 Stefaan Vercamer (CD&V): L'économie sociale relève de compétences principalement régionales. Seule la liquidation du Fonds de l'économie sociale et durable et les subventions de 2 millions d'euros pour des projets d'économie sociale relèvent encore des compétences du fédéral. Sur ces 2 millions, 765 000 euros sont destinés à des projets flamands, 969 000 à des projets wallons et 282 000 à des projets bruxellois, soit respectivement 35, 50 et 15 % du total. Comment le secrétaire d'État a-t-il pu imaginer cette répartition tout à fait invraisemblable? Quels critères ont présidé à ces décisions et qui les a définis?

15.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Un montant de 2 millions d'euros est prévu pour soutenir l'économie sociale. Le premier appel à projets est lancé aujourd'hui et se clôturera le 19 avril. Un budget d'un million d'euros a été prévu dans un premier temps, le solde du montant étant destiné au prochain semestre.

Le nombre de dossiers s'élève à 38 pour la Flandre, 3 pour la Communauté germanophone, 27 pour Bruxelles et 62 pour la Wallonie. Voilà pour votre information.

L'octroi est fonction de deux priorités: la promotion d'initiatives innovantes qui accroissent le pouvoir d'achat et les services de proximité. Ces critères de sélection ont été fixés en concertation avec les secteurs.

15.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Cette réponse n'en est pas une! J'ai demandé comment cette répartition des subventions a été opérée. Les Régions n'ont même pas été associées à la concertation. Voilà qui tend vers le transfert de subventions dissimulées au bénéfice de projets qui tiennent à cœur au secrétaire d'État.

L'incident est clos.

Projets et propositions

16 Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées (211/1-5)

- Proposition de loi modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse (381/1-2)
- Proposition de loi modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (649/1-2)
- Proposition de loi modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (686/1-2)
- Proposition de loi visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne (694/1-3)

Propositions déposées par:

- 211: Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom
- 381: Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir
- 649: Joseph George, Catherine Fonck
- 686: Muriel Gerkens, Eva Brems
- 694: Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces cinq propositions de loi. (*Assentiment*)

16.01 Herman De Croo (Open Vld): Puis-je demander au président d'appliquer l'article 98 du Règlement?

Le **président**: Vous fêtez aujourd'hui vos quarante-trois ans de présence au sein du Parlement.

(Applaudissements sur tous les bancs)

16.02 Herman De Croo (Open Vld): Je vous remercie. Environ la moitié des collègues de cette Chambre n'étaient pas encore nés lorsque j'ai prêté serment ici. Et il se peut que la moitié parte avant que je m'en aille.
(Rires)

Plus sérieusement: nous souhaitons que le Conseil d'État se penche diligemment sur la proposition de loi 211/005. Nous devons être trente pour pouvoir mener cette discussion.

Le **président**: Lorsqu'un membre propose que le président procède à la consultation du Conseil d'État, trente membres doivent appuyer sa demande.

Plus de trente membres appuient la demande de M. De Croo.

16.03 Herman De Croo (Open Vld): Je dispose de certains arguments pour étayer notre demande.

Il s'agit d'une législation importante, comme le montrent les justificatifs des propositions mais aussi l'examen en commission. Lorsque l'on veut qu'une proposition devienne loi, il faut cependant veiller à ce que la nouvelle législation soit durable. Nous nous posons certaines questions à ce propos. Si nous n'y sommes pas suffisamment attentifs, la loi pourrait être très rapidement remise en cause par le biais d'une procédure devant la Cour constitutionnelle. Nous demandons dès lors au président de demander l'avis du Conseil d'État sur les propositions de loi à l'examen.

Le Conseil d'État pourrait ainsi examiner la question de l'égalité de traitement entre les entreprises publiques économiques relevant de la loi du 21 mars 1991. Il y a en effet des quotas différents pour Belgacom, bpost, Belgocontrol, la SNCB-Holding, la SNCB et Infrabel. Le Conseil d'État pourrait également s'intéresser à l'égalité de traitement entre les entreprises cotées en bourse.

Le **président**: Vous avez droit à cinq minutes, après quoi – sauf décision contraire de ma part – chaque groupe a le droit de présenter un orateur pour une intervention de deux à cinq minutes.

16.04 Herman De Croo (Open Vld): Le projet de loi prévoit un régime différent pour les entreprises dont plus de 50 % des actions sont cotées en bourse et les autres entreprises dont moins de la moitié des actions sont cotées. L'ensemble du mécanisme nous inspire tout de même quelques questions. Et qu'advient-il en cas de modification du pourcentage boursier d'entreprises classiques de droit privé cotées en bourse? Pour ces diverses raisons, nous demandons que le texte soit soumis à l'examen du Conseil d'État, ce qui renforcerait le fondement de cette législation. *(Applaudissements sur les bancs de l'Open Vld, du MR, du VB et de la N-VA)*

16.05 Jan Jambon (N-VA): Un orateur expérimenté comme M. De Croo a parfaitement expliqué pourquoi il était nécessaire de solliciter l'avis du Conseil d'État. Le fait de faire une distinction entre différentes entreprises, ce qui complique inutilement la législation, justifie selon moi cette démarche.

Nous soutiendrons donc la demande d'avis du Conseil d'État. *(Applaudissements)*

16.06 Valérie Déom (PS): On connaissait déjà le franc-parler de la N-VA. Les libéraux, par contre, auraient pu prendre la peine de développer en commission les arguments qu'ils défendent aujourd'hui concernant cette question de sécurité juridique! Cette proposition avait déjà été débattue en 2006 et cela fait trois mois que nous travaillons dessus: l'avis du Conseil d'État aurait pu être demandé plus tôt, ce qui nous aurait fait gagner du temps!

Aujourd'hui justement, le réseau belge des ambassadrices européennes de l'entrepreneuriat était officiellement lancé à Tour et Taxis. Heureusement qu'elles n'assistent pas, finalement, à cette séance plénière à laquelle nous avons voulu les convier. Elles auraient constaté avec consternation que le conservatisme est encore bien vivant dans notre pays.

Il s'agit d'une véritable mesure dilatoire! *(Applaudissements sur les bancs du PS, du sp.a et d'Ecolo-Groen!)*

16.07 Marie-Christine Marghem (MR): Je préside cette commission, dont les travaux se sont déroulés d'une manière lamentable, dans la mesure où tous les groupes n'ont pas pu discuter et évaluer ensemble l'amendement qui nous a été servi par une majorité de gauche: PS, sp.a, cdH, CD&V, Ecolo-Groen!.

Si nous avons pu débattre correctement en commission, nous ne serions pas en train de demander ici l'avis du Conseil d'État. Il y a un problème de sécurité juridique en matière d'égalité de traitement. Tous les groupes ont pu s'exprimer sur l'opportunité d'une telle mesure, mais pas sur sa légalité, ni sur les impératifs de sécurité juridique.

Mme Laruelle était présente à Tour & Taxis: elle pourra témoigner du fait que des femmes chefs d'entreprise sont opposées à cette mesure. Utiliser un argument de genre fausse la réflexion universelle que doit suivre la Chambre dans ce dossier. (*Applaudissements sur les bancs du MR, de l'Open Vld et de la N-VA*)

16.08 Sonja Becq (CD&V): Libre à chacun de demander l'avis du Conseil d'État, mais cette démarche aurait pu être accomplie lors des réunions de la commission, ce qui n'a jamais été fait.

Des quotas existent déjà pour la SNCB-Holding et pour Infrabel. Certains soulèvent à présent le débat constitutionnel alors qu'à l'époque il n'y avait manifestement aucun problème.

Il s'agit là d'une manœuvre dilatoire, bien plus que d'une préoccupation d'ordre constitutionnel. À en croire les opposants au projet, les femmes ne veulent pas servir d'alibi, rôle que me semble-t-il certains veulent faire jouer au Conseil d'État. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V, cdH, PS, sp.a et Ecolo-Groen!*)

16.09 Bruno Tuybens (sp.a): À présent que nous sommes certains qu'il s'agit d'une manœuvre dilatoire, nous pouvons considérer cette demande comme une occasion manquée pour beaucoup de femmes. Cette initiative ne m'a pas surpris.

Si M. De Croo se livre à des manœuvres dilatoires avec le MR et la N-VA, il ne doit pas seulement s'entendre sur ce qu'ils feront mais aussi sur la manière dont ils l'expliqueront. Avec son visage de premier communiant, il est en train de prétendre qu'ils demandent l'avis pour des préoccupations d'ordre constitutionnel alors que les autres reconnaissent aisément qu'ils le font pour retarder les choses.

Les conservateurs de droite montrent leur véritable visage FEBiste. Pour eux, nos multinationales n'ont pas à se justifier.

Contrairement à la N-VA, nous voulons l'égalité des chances pour les femmes et il est temps dès lors de songer à des quotas dans les fonctions d'exécution, les conseils de direction, afin que ceux-ci soient le reflet de notre société. (*Applaudissements sur les bancs du sp.a, du PS, du CD&V, du cdH et d'Ecolo-Groen!*)

16.10 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): J'en suis bouche bée: Il n'est pas très fair play après une défaite de faire table de rase de tout le travail accompli et de demander ce que l'on demande normalement au début des travaux: l'avis du Conseil d'État. Il n'y a que les mauvais perdants qui agissent de la sorte.

On choisirait une autre voie s'il ne s'agissait pas d'une manœuvre dilatoire. On mènerait la discussion sur le fond pour ensuite demander l'avis du Conseil d'État, entre l'examen du texte par la Chambre et le Sénat.

16.11 Barbara Pas (VB): Je me rallie à MM. De Croo et Jambon et à Mme Marghem: cette discussion ne revêt pas uniquement un caractère constitutionnel. L'amendement déposé récemment établit une distinction entre différents types d'entreprises. Les propositions initiales, auxquelles nous étions déjà opposés, en ont été rendues plus complexes encore. Ce Parlement a déjà adopté suffisamment de lois qui ont dû être réparées par la suite.

En commission, nous nous sommes opposés aux quotas que nous considérons comme dénigrants pour les femmes. Les pouvoirs publics doivent certes garantir l'égalité des chances, mais l'initiative à l'examen constitue un pas plus loin.

Mme Rutten s'est exprimée sans l'aval de son parti. Lors de la discussion des propositions, on n'a eu de cesse d'invoquer la correction politique pour justifier que la composition des conseils d'administrations doit

refléter celle de la société, mais si la proposition à l'examen était adoptée aujourd'hui, elle constituerait l'énième proposition imposée sans majorité du côté flamand. Peut-être notre collègue Rutten pourrait-elle envisager l'instauration de quotas pour les Flamands.

Pour ma part, et je suis suivie en cela pour l'intégralité de mon groupe, je ne soutiens pas Mme Rutten, mais son parti. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)*

16.12 Joseph George (cdH): Je m'étonne de la crise tardive de sécurité juridique de M. De Croo! En commission, cette problématique n'a jamais été évoquée, et l'on attend la séance plénière pour le faire! Et ceux qui invoquent l'argument juridique rejoignent ceux qui étaient opposés à la proposition de loi. Voilà une drôle de confusion des genres!

Madame Marghem, je ne partage pas vos propos. Vous n'avez pas présidé la commission, sauf sa dernière réunion. Six ou sept propositions ont été déposées, et nous avons échangé nos points de vue. Il est lamentable qu'un parlementaire vienne soutenir que la commission n'a pas travaillé.

Certains voudraient encore que l'État appartienne aux hommes! Je croyais qu'on avait tourné la page du XXI^e siècle, mais ce n'est pas encore le cas pour tous...

Je soutiendrai la proposition et j'espère qu'une majorité se dégagera en ce sens. J'espère que nous arriverons au bout du parcours législatif. Si nous n'avons pas de gouvernement de plein exercice, il y a un Parlement, qui entend exploiter toutes ses compétences.

La proposition d'aujourd'hui est dilatoire et j'espère qu'une majorité ne se dégagera pas en sa faveur. *(Applaudissements sur les bancs du PS, du sp.a et de cdH)*

Faits personnels

16.13 Marie-Christine Marghem (MR): Les attaques personnelles sont les réponses des faibles! Monsieur George, je présidais cette commission le jour où vous êtes arrivé avec un amendement qui changeait la donne. Lors du travail préalable, chaque groupe a pu donner son avis sur l'opportunité de la mesure mais pas sur sa légalité.

Vous présentez les faits de façon tronquée. C'est inadmissible! Votre manœuvre n'est pas honnête et doit, aujourd'hui, nous amener à ce débat.

(Rumeurs)

16.14 Joseph George (cdH): La vérité a ses droits! On pourra constater dans le rapport que la dernière proposition fédère les propositions précédentes. En outre, le jour du vote, certains se sont retirés de la commission!

(Brouhaha)

16.15 Bruno Tuybens (sp.a): Les représentants de l'Open Vld et du Vlaams Belang ont déjà utilisé aujourd'hui en séance plénière un temps de parole au moins deux fois supérieur à celui utilisé au cours des huit réunions de commission. Et je ne vise pas Mme Pas personnellement mais bien un représentant de son parti.

16.16 Barbara Pas (VB): En tant que membre effectif de la commission chargée des problèmes de droit commercial et économique, je me sens néanmoins visée. J'ai manqué les réunions de la commission pendant six semaines, correspondant à mon congé de maternité. Celui de la ministre sp.a flamande, Mme Freya Van den Bossche, fut plus long.

Les incidents sont clos.

Discussion générale (Continuation)

Le **président**: Nous allons nous prononcer sur la demande d'avis au Conseil d'État. Je vais faire procéder au comptage électronique.

Il est procédé au comptage électronique.

Soixante-cinq membres soutiennent la demande.

La proposition de loi sera envoyée au Conseil d'État pour avis.

17 **Projet de loi ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin 2011 (1280/1-3)**

Conformément à l'article 116 du Règlement, le projet de loi fait l'objet d'une discussion générale limitée en séance plénière.

Discussion générale limitée

17.01 **Hendrik Bogaert**, rapporteur: Le projet de loi ouvrant des crédits provisoires pour avril, mai et juin a été examiné au sein de la commission des Finances et du Budget.

Le vice-premier ministre et ministre du Budget, M. Vanhengel, a fait observer que des crédits provisoires avaient déjà été ouverts pour les mois de janvier, février et mars 2011 par le biais de la loi de financement du 22 décembre 2010. Le projet de budget n'a pas encore été déposé à la Chambre. Pour des raisons de continuité, il est proposé d'étendre le système des crédits provisoires aux mois d'avril, mai et juin 2011. Le vice-premier ministre demande quatre douzièmes pour les allocations de base pour les traitements. Le douzième supplémentaire servira à payer le pécule de vacances en mai et à couvrir l'inflation.

Président: Ben Weyts.

Le secrétaire d'État au Budget, M. Melchior Wathelet, attire l'attention sur une série de dérogations importantes, à savoir: l'augmentation des dépenses en raison de circonstances exceptionnelles; des mécanismes légaux d'indexation; des effets de volume; des dépenses anticipées. Ainsi, un crédit de 1,3 million d'euros est alloué à Belgocontrol. Certains crédits ont dû être anticipés pour des raisons légales et contractuelles. Par ailleurs, plusieurs organisations internationales appliquent des critères d'amortissement très stricts pour le versement de contributions. En ce qui concerne le solde, d'autres dérogations se situent dans la ligne de celles qui ont été accordées dans le cadre de la première série de crédits provisoires. Il s'agit des mécanismes légaux d'indexation – à l'exclusion des traitements – des dotations aux entreprises publiques et des dotations aux organismes de la sécurité sociale.

En ce qui concerne les transferts aux personnes, le secrétaire d'État, M. Wathelet, a expliqué que l'indexation ainsi que l'estimation favorable du nombre de bénéficiaires disponibles seraient prises en considération. Les dotations de Fedasil et les crédits pour la politique d'asile et de migration ont également été adaptés.

Au cours du débat, plusieurs collègues ont demandé à quel moment le gouvernement envisageait de présenter un projet de budget pour 2011.

M. Guy Vanhengel a indiqué que la Commission européenne oblige les États membres à soumettre une nouvelle trajectoire de stabilité pour la période 2011-2015 d'ici à la mi-avril 2011, ce qui requiert un budget pour 2011 à part entière. Si le dispositif des crédits provisoires est prorogé, il estime qu'au vu des estimations budgétaires, l'équilibre budgétaire pourra être atteint en 2015. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a décidé de déposer un projet de budget à la Chambre qui se conformera toutefois aux limites imposées par le régime des affaires courantes.

Le projet de budget 2011 sera élaboré sur la base des chiffres récents du comité de surveillance et du Conseil supérieur des Finances. Le gouvernement se concertera à ce sujet avec les autorités centrales, de manière à pouvoir soumettre la nouvelle trajectoire pluriannuelle à la Commission européenne dans les délais prescrits.

Dans sa réplique, M. Bogaert a souligné que dans le régime des crédits provisoires, les dépenses étaient automatiquement revues à la baisse. Il craint que l'adoption du budget 2011 n'incite les ministres à effectuer davantage de dépenses compensatoires au cours du second semestre.

Selon le ministre, il faut relativiser l'impact des crédits provisoires étant donné qu'une partie des économies sera compensée par un saut d'index anticipé et des effets de volume.

En réponse à une remarque de M. Goyvaerts, le ministre Vanhengel a indiqué que les moyens budgétaires nécessaires seraient réservés pour l'organisation éventuelle d'élections en 2011.

En réponse à une question de M. Bogaerts, il a précisé que dans son budget, la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas tenu compte d'une éventuelle augmentation des moyens financiers propres qui pourrait résulter d'une future réforme de l'État. La Région inscrit au contraire un montant de 54 millions d'euros auquel elle pense avoir droit dans le cadre de la discussion sur la répartition des soldes relatifs aux programmes en faveur de l'emploi.

En réponse aux questions sur Belgocontrol, le ministre a répondu que les avances prévues doivent permettre de faire face à d'éventuels problèmes de liquidités. Les mouvements aériens ont fortement augmenté et les difficultés financières de Belgocontrol sont dues au fait que l'entreprise publique ne reçoit aucune contribution financière pour les services qu'elle fournit aux aéroports régionaux. M. Goyvaerts se réjouit que le ministre admette qu'il faut conclure d'urgence un nouvel accord de coopération.

Mme Wouters observe que dans la première tranche de douzièmes provisoires, les crédits de personnel ont été indexés de 2 % et qu'il a été tenu compte à l'époque d'une réduction de 0,7 %. Dans la deuxième tranche de douzièmes provisoires, on ne retrouve plus aucune trace de l'indexation ni de la réduction de 0,7 %. Le ministre répond que le principe d'une réduction des crédits de personnel de 0,7 % est maintenu. Les montants figurant dans le projet de loi tiennent également compte de l'indexation des salaires.

Le projet de loi a été adopté par 8 voix contre 1 et 5 abstentions.

Le **président**: M. Bogaert s'exprime à présent en son nom propre.

17.02 Hendrik Bogaert (CD&V): Avec un déficit de 4,1 % du PIB, la situation budgétaire du pays s'avère meilleure que prévu. De ce fait, un déficit de 3,6 % s'annonce pour 2011. Nous devons cette amélioration spectaculaire du résultat à l'efficacité de la politique anticrise du gouvernement. Les mesures relatives à la TVA dans le secteur de la construction, que la N-VA a décrites comme irréflechies et inutiles, constituent une mesure de pointe à cet égard. Par ailleurs, nous avons pu éviter à plus de 50 000 citoyens de se retrouver au chômage, grâce au chômage temporaire pour les employés. La pertinence sociale et l'effet psychologique de cette mesure sont très importants. Le report de paiement pour les entreprises a constitué une autre mesure couronnée de succès.

Contrairement à la France, par exemple, qui a pris des mesures qui grèvent encore lourdement son budget, nous avons pris des mesures qui rapportent des liquidités dont les recettes sont automatiquement reversées au budget. Nous sommes l'un des seuls pays à avoir parfaitement répondu aux attentes de la Commission européenne et nous avons pris des mesures réversibles de l'ordre d'un milliard d'euros. Il s'agissait, dans notre économie ouverte, d'une stratégie intelligente qui a permis de faire littéralement rentrer de l'argent.

Pouvons-nous nous satisfaire de la situation? Certes non. L'un des risques majeurs est que nous nous contentions d'une position médiane. Historiquement, notre pays appartient à l'axe de la prospérité et nous ne pouvons pas nous contenter d'une moyenne européenne. Notre enseignement – de classe mondiale –, notre capacité de travail colossale, notre situation géographique doivent générer de meilleurs résultats. Il nous faut ambitionner le top 3 européen. Pour cela, il faudra passer par d'importantes réformes structurelles, tant sur le plan communautaire que sur d'autres plans. Nous devons remédier aux importants déséquilibres de notre économie. Les transferts entre régions devront disparaître grâce à l'amélioration de la situation dans toutes les régions. Des mesures doivent être prises sur le plan de la politique de l'emploi et de la politique de la fin de carrière – nous n'atteindrons jamais le top 3 si nous travaillons quatre ans de moins que dans les pays voisins. Ce n'est qu'en prenant ces mesures que nous nous hisserons au top 3 et que nous pourrons soutenir la zone euro. *(Applaudissements sur les bancs du CD&V et du PS)*

17.03 Hagen Goyvaerts (VB): Nous sommes déjà amenés pour la deuxième fois à adopter des douzièmes provisoires. La fois précédente, au mois de décembre, nous avons adopté les crédits provisoires pour les trois premiers mois de 2011. Finalement, je pourrais reprendre telle quelle mon intervention d'il y a quelques mois étant donné que rien n'a changé de puis lors. Nous ne disposons toujours pas d'un budget digne de ce nom ni d'un programme politique. Nous sommes toujours dirigés par un gouvernement en affaires terminales. Contrairement à la situation qui prévalait en 2008, lorsque M. Verhofstadt est resté premier ministre en affaires également terminales jusqu'à ce que M. Leterme soit hissé à ce poste, nous n'avons actuellement même plus la moindre perspective de nouveau gouvernement.

Nous devons patienter jusqu'à ce qu'il soit possible de s'attaquer au budget, à la dette publique et au financement des pensions, de mener une politique socio-économique, de réduire la pression fiscale et d'opérer enfin un virage à 180° dans la politique en matière d'asile.

En attendant, la vie de ce gouvernement-conciergerie est un long fleuve tranquille. L'équipe de Leterme profite d'un rebond de l'économie pour ramener allègrement le déficit public à 3,6 % du pib. Mais la situation actuelle est tout à fait anormale. Je préférerais mener dans cet hémicycle un débat digne de ce nom sur un budget et des mesures politiques, sur des mesures structurelles qui permettraient de réduire le déficit budgétaire et de comprimer la dette de l'État. Les mesures structurelles du budget 2010 se chiffrent à 0,0 %. Je pense que ce sera la même chose en 2011. L'assainissement structurel des finances publiques est au point mort. Nous sommes loin du compte.

Quid si les dépenses publiques augmentent davantage que la croissance économique? Au cours des dix dernières années, elles ont augmenté deux fois plus vite que le revenu national. Le Conseil supérieur des Finances estime qu'avec la croissance actuelle des dépenses et une économie dont le rythme de croissance est inférieur de 0,5 % aux 2 % escomptés, le budget dévissera en 2015 vers un déficit de 7 %.

De nombreuses mesures structurelles doivent donc encore être prises pour sortir ces finances publiques de la tourmente.

Le 14 décembre 2010, le ministre des Finances a déclaré qu'une économie de 4 milliards d'euros devait être réalisée dans le cadre du budget 2011 mais qu'un tel effort était réalisable. Alors que le budget était concocté par un gouvernement en affaires courantes, il devait l'être avec le soutien du parlement. Ces déclarations n'ont pas encore été concrétisées.

Mon groupe dépose un amendement pour supprimer la dotation du prince Laurent, ce qui représentera une économie de 77 000 euros dans les douzièmes provisoires. Je suis curieux de connaître le vote du CD&V et de la N-VA.

Mon groupe n'adoptera pas les douzièmes provisoires. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)*

17.04 Veerle Wouters (N-VA): Cette deuxième tranche de douzièmes provisoires est évidemment nécessaire pour pouvoir continuer à travailler jusqu'à l'adoption du budget 2011 au sein de cette Chambre. J'ai toutefois de nombreuses remarques à formuler concernant ce projet de loi.

Les crédits provisoires sont calculés sur la base du dernier budget approuvé pour une durée maximale de quatre mois et ne peuvent être affectés à de nouvelles dépenses ne figurant pas dans le dernier budget. Le gouvernement ne respecte pas cette dernière condition.

Les douzièmes provisoires incluent des crédits pour le service de médiation pour les voyageurs ferroviaires, qui figuraient initialement dans le budget 2010, mais pas dans la version approuvée. Nous sommes heureux que ce service de médiation voie enfin le jour mais nous constatons qu'il est divisé en un service de médiation et une autorité de défense des utilisateurs du rail sans aucune justification. Il n'existe pas de base légale à cet effet. Cet aspect mérite un débat plus approfondi et doit entrer en ligne de compte dans le cadre du budget effectif pour 2011.

La législation n'est pas davantage respectée dans le cadre de la création d'un registre électronique des entreprises de transport par route. Un budget de 2 millions d'euros est inscrit à cet effet et il est fait mention

d'incidences budgétaires pour la période 2012-2015. En commission, le ministre s'est référé à un règlement européen qui sera directement applicable en droit belge à partir du 4 décembre 2011. Ce règlement datant cependant déjà de 2009, le gouvernement a eu suffisamment de temps pour adapter le budget en fonction de ces dispositions. Ces dernières n'ont pas leur place dans ces douzièmes provisoires et méritent un débat dans le cadre d'une discussion budgétaire.

L'enveloppe supplémentaire de 259 000 euros ajoutée aux crédits de personnel des organes de gestion du SPF Intérieur ne fait l'objet d'aucune justification. Le secrétaire d'État a indiqué en commission que ce montant serait affecté à l'engagement de personnel supplémentaire par l'Office des Étrangers. Dans le budget, ce montant n'est cependant pas mentionné dans le tableau consacré à l'Office. Ces moyens supplémentaires seraient-ils dès lors tout de même affectés à d'autres politiques que celle en matière d'asile et de migration?

Le ministre du Budget n'a pas davantage jugé nécessaire de justifier les exceptions relatives aux crédits de son cabinet. Lors de la discussion du mois de décembre sur la loi de finances, il a indiqué que ces fonds seraient utilisés pour assurer le financement des indemnités de préavis des membres du personnel de la cellule stratégique du Commissaire du gouvernement chargé de l'audit interne. Ces indemnités n'ont-elles toujours pas été liquidées?

J'ai posé une question en commission sur l'indexation des crédits de personnel et l'économie des crédits de cabinet. Dans la première tranche des douzièmes provisoires, trois douzièmes du crédit de 2010 ont été réservés pour les crédits de personnel. Par ailleurs, on a également tenu compte d'une indexation de 2 % et d'une économie de 0,7 %. Dans la deuxième tranche des douzièmes provisoires, quatre douzièmes sont réservés pour le crédit de personnel, tout en tenant compte du pécule de vacances. Il n'y a toutefois plus de trace de l'indexation ou de l'économie. Par ailleurs, l'économie de 5 millions d'euros décidée par le Conseil des ministres le 16 octobre 2009 n'est plus répercutée dans les crédits des cellules stratégiques. Pourquoi l'est-elle dans la première tranche et plus dans la deuxième?

En commission, le secrétaire d'État a souligné que l'indexation et les économies ont assurément été prises en compte mais il n'a pas pu indiquer comment elles ont été intégrées aux tableaux. J'ai reçu entre-temps une réponse complémentaire du ministre du Budget qui explique que le pécule de vacances ne représente pas un montant mensuel complet et laisse donc une marge suffisante pour une indexation. Cette réponse n'est pas convaincante car cette indexation n'aurait dans ce cas pas davantage été nécessaire dans la première tranche, dans laquelle on a tenu compte de la prime de fin d'année, qui ne figure pas dans les trois premiers mois de l'année.

De plus, le ministre n'a pas répondu à ma question concernant l'économie de 5 millions d'euros réalisée sur les crédits de cabinet. Pourquoi dans la première et non dans la deuxième tranche de douzièmes provisoires?

J'ai en outre une observation à formuler au sujet des tableaux. Dans chaque programme prévu pour le SPF Défense, il y a une rubrique crédits non nécessaires. Les crédits de ce type apparaissent également dans le budget de la police fédérale et du SPF Finances. Aux Finances, ils sont même inscrits comme de simples divers. Pourquoi tous ces crédits non nécessaires ne sont-ils pas répartis entre les différents articles budgétaires et allocations de base, comme dans d'autres SPF?

En commission, le secrétaire d'État a répondu que la répartition par programme est une obligation légale. De quelle obligation légale s'agit-il? Pourquoi cette obligation imposerait-elle qu'une répartition par allocation de base n'est pas requise? Il me semble nécessaire que le ministre du Budget relève quelque peu le niveau de contrôle. Le fait que l'on ne répartisse pas ces montants empêche la Cour des comptes de s'acquitter de sa tâche convenablement.

Le gouvernement donne l'impression de s'acquitter de cette tâche comme s'il s'agissait d'une besogne routinière. Mais cette besogne est devenue une corvée qu'il a bâclée et expédiée. J'espère qu'il confectionnera le budget 2011 plus scrupuleusement et avec plus de sérieux.

17.05 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Nous avons déjà répondu à la question sur le service de médiation de la SNCB en commission.

Le registre électronique a été établi en exécution d'un règlement européen. Il est exact que nous l'avons établi tardivement mais est-ce une raison pour attendre cette transposition encore plus longtemps?

Je puis assurer Mme Wouters que ces crédits resteront à l'Office des Étrangers, conformément à une décision parfaitement claire du Conseil des ministres.

L'indexation et la réduction de 0,7 % des crédits font partie intégrante de la politique générale qui est également mise en oeuvre dans le cadre du budget. La différence dans les chiffres est due au pécule de vacances, comme cela a déjà été précisé dans la lettre adressée à la Commission européenne.

Il y a également une répartition différente de l'allocation de base, en application du système Fedcom.

Pour ce qui est de la cellule stratégique, nous suivons la même ligne que pour les 0,7 % et l'indexation. Le projet de budget 2011, qui sera déposé dans quelques jours au Parlement, prévoit également un effort supplémentaire des cellules stratégiques. J'oppose un démenti formel à ceux qui prétendent qu'aucun effort n'est fourni à ce niveau.

17.06 **Guy Vanhengel**, ministre (*en néerlandais*): Il conviendrait tout de même de se pencher avec un peu plus d'attention sur l'importance des douzièmes provisoires, tels que demandés pour la seconde fois au Parlement. Le fait que nous soyons obligés une nouvelle fois de demander des douzièmes provisoires est étroitement lié à la nécessité d'assurer la continuité de l'administration et à la situation d'affaires courantes dans laquelle nous nous trouvons. Il s'agit donc d'assurer la continuité de l'administration, le gouvernement doit tenir la boutique et les services fédéraux doivent pouvoir continuer à faire leur travail.

Président: André Flahaut.

La manière dont ont été mis en oeuvre les premiers douzièmes provisoires démontre que le gouvernement en affaires courantes reste dans les limites de ses compétences. J'appelle dès lors tous ceux qui veulent le bien de ce pays à adopter cette nouvelle série de douzièmes provisoires. Il s'agit d'éviter la paralysie du pays.

Lors de la séance marathon qui a précédé l'approbation du premier budget 2010, nous avons entendu beaucoup de discours extrêmement pessimistes quant à l'avenir du pays. Les chiffres les plus récents de l'Institut des comptes nationaux démontrent heureusement que le gouvernement sortant est en mesure de présenter un excellent bulletin budgétaire.

En ce qui concerne le solde à financer, nous espérons clôturer les années 2010 et 2011 avec un déficit de respectivement 4,8 % et 4,1 %. Les chiffres de l'Institut des comptes nationaux publiés aujourd'hui indiquent que 2010 sera clôturé avec 4,1 %. Nous avons donc pris un an d'avance sur les objectifs du pacte de stabilité introduit auprès de l'Europe. Du côté tant des recettes que des dépenses, une politique budgétaire stricte est donc mise en oeuvre.

Le budget 2011 ne comporte pas davantage d'initiatives nouvelles, ni du côté des recettes, ni de celui des dépenses. Le gouvernement respecte parfaitement le concept des affaires courantes. Pour en arriver d'abord à un équilibre et, plus tard, à un excédent, le budget 2012 doit pouvoir intervenir de manière structurelle, ce qui requiert en tout état de cause un gouvernement de plein exercice. Ce gouvernement doit donc être mis en selle dans les meilleurs délais.

17.07 **Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je souhaiterais encore fournir une précision en ce qui concerne les cellules stratégiques. Les efforts qu'elles ont fournis en 2010 sont également imposés en 2011. Nous avons demandé un effort similaire en ce qui concerne la dotation du Parlement, mais cette proposition n'a pas été approuvée. Cela peut peut-être encore changer lors du vote sur le budget 2011.

17.08 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Je me rallie aux propos qui viennent d'être tenus par le secrétaire d'État, M. Wathelet, et par le ministre Vanhengel. La N-VA a été associée en permanence au travail budgétaire en commission. Elle a pu mettre ses propositions sur la table, amender les douzièmes provisoires, indiquer où il fallait réduire les coûts et où les recettes pouvaient éventuellement être étendues. Elle a omis de le faire, dénonce aujourd'hui la négligence avec laquelle les douzièmes provisoires ont été confectionnés et annonce

une abstention lors du vote. C'est un peu court! J'attends dès lors de la N-VA qu'elle formule des propositions en ce qui concerne le plan d'économies. Si la négligence constitue son seul contre-argument, il s'agit d'un argument fallacieux. La N-VA doit prendre ses responsabilités et approuver ces douzièmes provisoires.

En ce qui concerne la politique budgétaire globale – que j'ai toujours considérée d'un œil très critique, je ne peux que constater en toute objectivité que le résultat dépasse toutefois les attentes les plus optimistes. Franchement, j'avais attendu un commentaire quelque peu plus objectif de la part de la N-VA en la matière.

Le **président**: La discussion générale limitée est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1280/1)

Le projet de loi compte 29 articles.

Amendement déposé:

Art. 2

- 1 - *Gerolf Annemans cs (1280/3)*

La discussion des articles est close. Le vote sur l'amendement et l'article réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

18 **Projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets (1257/1-5)**

Discussion générale

18.01 **Nathalie Muylle**, rapporteuse: La commission a consacré sa réunion du 15 mars 2011 à la discussion du projet de loi. Celui-ci définit les sanctions pour les infractions à une série de règlements européens qui relèvent de la compétence fédérale en matière de transit des déchets. Par ailleurs, le projet de loi transpose en droit belge une série d'articles de la directive 9998/2008 du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008. Enfin, il instaure un système d'amendes administratives pour permettre une application plus rapide et plus efficace de la loi. La nouvelle loi définit aussi les compétences des fonctionnaires autorisés pour les contrôles de transit de déchets.

Le ministre Magnette a expliqué la répartition des compétences en la matière; il a souligné qu'une actualisation est nécessaire pour pouvoir mener une politique cohérente.

M. Bert Wollants a souligné que les Régions doivent être associées à ces travaux. Outre le transit, le projet semble aussi mentionner le transport de déchets, ce qui constitue une compétence régionale. Les pouvoirs de contrôle sont formulés de manière trop générale, à son estime. Ce projet de loi modifie la loi du 9 juillet 1984. Conformément à celle-ci, le Roi peut prendre, par la voie d'un arrêté royal et dans certains cas, des mesures portant abrogation ou modification des dispositions légales. Il doit alors porter ces règles à la connaissance du Parlement avant leur publication au *Moniteur belge*. M. Wollants s'est demandé si cette faculté est conforme au droit communautaire et s'il ne convient pas d'informer davantage le Parlement sur la nouvelle loi avant sa publication. De plus, ce n'est plus l'employeur qui est civilement responsable, mais le notifiant. Ce changement modifie la logique de la loi.

Mmes Snoy et Muylle ont constaté que le Conseil d'État a formulé une observation sur l'obligation du juge de procéder à la qualification de l'infraction selon la répartition des compétences. L'harmonisation des sanctions pourrait intervenir par le biais d'un accord de coopération. Toutes deux se demandent ce qu'il en est.

Pour Mme Muylle, les observations légistiques soulevées par le Conseil d'État requièrent aussi de l'attention; elle a demandé au ministre de se charger de cet aspect.

M. Bonte a regretté qu'il n'a pas été tenu compte des observations du Conseil d'État.

Le ministre a répondu que les Régions avaient été consultées sur les points où cela s'avérerait nécessaire. Le ministre ne s'oppose pas à des améliorations d'ordre légistique.

Lors de la discussion des articles, un certain nombre d'observations ont été formulées et des amendements ont été présentés.

Par un amendement à l'article 5, M. Wollants entend supprimer les dispositions relatives au transport de déchets dans la mesure où il y aurait alors une double législation, à la fois au niveau régional et au niveau fédéral. L'amendement est rejeté par 9 voix contre 4 et une abstention. Mme Snoy présente un amendement prorogeant la durée de conservation du registre des déchets dangereux. Il est adopté par 8 voix pour et 5 abstentions.

M. Wollants présente un amendement à l'article 8 visant à supprimer l'article 13 de la loi de 1984 dans la mesure où il est superflu. Il est rejeté par 8 voix contre 3 et 3 abstentions.

Par un amendement à l'article 10, M. Wollants entend mieux définir les compétences en matière de contrôle des fonctionnaires, de manière à uniformiser lesdits contrôles. L'amendement est rejeté par 8 voix contre 3 et 3 abstentions.

L'ensemble du projet de loi ainsi amendé est adopté par 10 voix et 4 abstentions. (*Applaudissements*)

18.02 Bert Wollants (N-VA): Le transit de déchets signifie que les déchets proviennent de l'étranger, passent par la Belgique et retournent à l'étranger. Toutes les autres formes de transport de déchets relèvent de la compétence des Régions. La répartition des compétences est complexe en la matière. Comme exemple type de transport de transit, il y a les appareils électriques hors d'usage d'Allemagne qui passent par le port d'Anvers pour finir au Ghana. Le sujet a été évoqué dans un reportage de R. Vranckx.

Nous devons veiller à ce que les inspections et les sanctions éventuelles soient améliorées. Sur la base de mon expérience pratique dans le secteur par le passé, j'ai déposé quelques amendements constructifs. Ils ont malheureusement été rejetés.

Dans l'intérêt des contrôles, les droits de contrôle doivent être adaptés au travail dans la pratique. En 2008, la Région flamande a réalisé cet exercice à la satisfaction de tous. À la suite du reportage de M. Rudi Vranckx, une résolution a d'ailleurs été adoptée pour inviter les autorités fédérales à mettre à disposition les moyens nécessaires à des contrôles efficaces.

Il faut veiller à ce que les contrôleurs puissent également utiliser du matériel photo pour réaliser les constats. Cet ajout a été instauré spécifiquement en Flandre parce que des problèmes avaient été constatés. Nous voulons également que le transporteur et l'accompagnateur de transports puissent être associés aux contrôles. Quelques contrôles sont en effet réalisés sur les transports ADR. Il est également important que les personnes formées à cet effet, comme les accompagnateurs et les transporteurs, puissent être orientées par les contrôleurs.

La loi dispose que les sites de transbordement de déchets ne sont pas contrôlés après 20 h 00. On sait donc avec précision quand les opérations malhonnêtes sont organisées.

La loi actuelle dispose que l'employeur est responsable pour les tâches de son personnel. Ce projet de loi stipule que seul le notifiant est responsable pour les actes de son personnel et dès lors pas le transporteur, ni la société de transport ni le destinataire. Ceci ne correspond nullement à la pratique.

Le ministre a estimé devoir inscrire dans la loi que le transit de déchets doit se faire sans provoquer de nuisances sonores. Mais comment effectuer un transport sans provoquer de nuisances sonores? Le ministre dit qu'il s'agit non pas de transport, mais de transit. Essayez donc de distinguer l'un de l'autre.

Toutes les demandes formulées dans mes amendements ont été adoptées précédemment au Parlement flamand, mais ont été rejetées ici, en commission. J'espère que l'on fera quand même preuve d'un peu de

constance, pour que nous puissions enfin mettre en œuvre une meilleure politique en la matière.
(*Applaudissement sur les bancs de la N-VA*)

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (1257/4)

Le projet de loi compte 15 articles.

Amendement déposé:

Art. 10

6 – Bert Wollants cs

La discussion des articles est close. Le vote sur l'amendement et l'article réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 Proposition de résolution relative à la politique de rémunération des établissements financiers soutenus par le pouvoir fédéral (1316/1-6)

Proposition déposée par:

Bruno Tuybens, Herman De Croo, Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke, Karel Uyttersprot, Caroline Gennez, Leen Dierick, Josy Arens, Philippe Goffin, Olivier Henry

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1316/6)

19.01 **Guy Coëme**, rapporteur: Dans la mesure où la Chambre a décidé de s'emparer de ce dossier dans l'urgence, nous en avons discuté en commission des Finances cette semaine. Le rapport a été établi mais il n'a pas pu être distribué, par manque de temps.

La proposition de résolution reprend une résolution déjà adoptée par le Parlement flamand. Il s'agit de demander au gouvernement fédéral de veiller à ce que le *top management* des entreprises soutenues depuis la crise financière ne reçoive pas de bonus excessifs tant que l'aide publique n'a pas été remboursée.

Par le biais de ses représentants dans les établissements financiers concernés, le gouvernement devra faire en sorte que les administrateurs non exécutifs ne puissent pas percevoir de rémunération liée aux actions.

Lors de la discussion, M. Henry a déposé un amendement n°1 pour affiner la proposition de résolution et définir la notion de bonus excessif, limitant la rémunération variable à 30 % de la rémunération fixe. La rémunération variable devra être conditionnée à la réalisation d'objectifs de responsabilisation sociale et environnementale. L'amendement interdit la distribution de bonus lorsque l'établissement procède à des licenciements collectifs.

Pour ma part, j'estime que le contenu de la proposition de résolution est relativement vague. Quelle utilité présente-t-elle pour le gouvernement? Qu'entend-on exactement par le fait que les bonus ne peuvent être excessifs?

Le ministre des Finances a répondu que dans l'intervalle, deux des trois établissements ayant reçu une aide publique – Dexia et BNP Paribas Fortis – ont déjà fixé leur politique de rétribution pour 2010. Le gouvernement n'a pas attendu pour prendre des mesures. En matière de gouvernance d'entreprise, la Belgique applique le code le plus strict au niveau européen.

L'État veille aussi à ce que la rétribution des managers de ses établissements financiers ne soit pas plus élevée que celle des managers des entreprises publiques dont l'État est actionnaire majoritaire. Il était risqué de limiter la rémunération variable à un pourcentage de la rémunération fixe sans limiter cette dernière. Le fédéral imposera aux établissements financiers les mêmes exigences que celles du gouvernement flamand. Pour les sanctions, le ministre observe que les boni sont déjà imposés à 70 % et qu'il ne serait pas très pertinent de les imposer davantage. La proposition de résolution s'inscrit dans le fil des initiatives du gouvernement à l'égard des banques.

M. Tuybens estime qu'il ne s'agit pas seulement de la rémunération variable mais également du salaire fixe et du rapport entre les deux. Il suggère d'inviter les administrateurs publics des établissements financiers devant la commission, pour qu'ils expliquent comment ils appliquent les consignes du gouvernement. Le ministre propose que la commission entende aussi les administrateurs délégués des banques concernées, au sujet des conséquences d'une limitation des salaires des dirigeants.

Dans le débat, M. Karel Uyttersprot estime que la proposition de résolution envoyait un signal clair aux institutions financières. La proposition de résolution a été cosignée par presque tous les groupes politiques.

Votre serviteur a constaté avec satisfaction que le gouvernement avait chargé les administrateurs publics des banques de veiller à ce que les bonus ne soient pas exorbitants. Comme deux banques déjà sur trois se sont exprimées pour 2010, je trouvais que cette résolution était quelque peu superflue.

Mme Almaci renvoie aux auditions de la commission spéciale chargée d'examiner la crise financière et bancaire, où les administrateurs délégués des banques avaient déclaré qu'une rémunération élevée se justifiait par les qualités exceptionnelles dont ils doivent disposer. Les administrateurs et les managers ne changeront de comportement que si le Code de gouvernance était rendu contraignant.

M. Arens soutient la proposition, mais M. Verherstraeten estime que le texte devrait être explicité, car il peut laisser entendre que des bonus excessifs seraient acceptables quand l'aide publique aurait été remboursée. M. Tuybens propose de clarifier le texte et, à cet effet, dépose l'amendement n° 2.

L'amendement n° 1 fut rejeté par 9 voix contre 5; l'amendement n° 2 fut adopté à l'unanimité et la proposition de résolution modifiée, également adoptée à l'unanimité.

Je remercie les services qui ont accompli un remarquable travail dans des conditions difficiles.
(*Applaudissements*)

J'interviens maintenant au nom de mon groupe.

Le monde financier est décidément virtuel. Nous avons découvert le gouffre entre les finances et l'économie, le virtuel et le réel, les sous de quelques-uns et les difficultés des autres. En outre, la crise financière entraîne une crise économique et sociale, provoquant des fermetures d'entreprises et de nombreuses pertes d'emploi.

Les leçons de la crise n'ont pas été apprises. Quand on voit ce que les *top managers* enregistrent comme bonus ou rémunérations variables, il y a de quoi être interloqué.

En outre, ces rémunérations sont parfois accordées au détriment des travailleurs de l'entreprise et créent un malaise alors que les salaires de ces travailleurs sont bridés par le patronat.

On a affaire à des chiffres saisissants: le salaire annuel 2009 du patron de Dexia – que le gouvernement a sauvé – est d'un million d'euros et il a 400 000 euros de bonus, à BNP Fortis, on flirte avec les mêmes chiffres. Le PS souhaite réguler cette matière dans la clarté.

Nous ne nous opposons pas à cette résolution mais elle peut apparaître tardive et un peu superflue car le gouvernement aurait déjà demandé une modération en cette matière.

Nous avons déposé un amendement pour aller plus loin: la rémunération variable serait limitée à 30 % de la rémunération fixe, ce qui permet à l'entreprise de consolider ses résultats et réinvestir. Notre amendement

prévoit aussi que la rémunération variable soit conditionnée à la réalisation d'objectifs de responsabilisation sociale et environnementale, et que ces avantages sont interdits en cas de licenciement collectif durant l'année concernée.

Notre amendement a été rejeté par une majorité en commission. C'est la démocratie, mais ce vote traduit une faible volonté de faire changer les choses.

Il est choquant de voir des établissements aidés par l'État s'octroyer des rémunérations et bonus exorbitants. Mais les rémunérations et bonus des patrons d'entreprises cotées en bourse sont aussi choquants. Il faut limiter les rémunérations et l'octroi de bonus pour l'ensemble de ces entreprises.

Pour nous, la rémunération variable doit être une partie acceptable de la rémunération fixe.

La rémunération fixe devrait aussi se baser sur des critères précis liés à des résultats et à des investissements.

De plus, nous demandons de publier l'écart de salaire entre le *top management* et le salaire médian des salariés. En 2009, le patron d'InBev a eu 7 millions, 3 millions pour celui de Delhaize, 2,4 millions pour celui de Belgacom. Ces rémunérations sont-elles raisonnables? Y a-t-il encore une logique économique?

19.02 Herman De Croo (Open Vld): Vous avez raison de vous demander ce que l'on entend par bonus excessif.

Cela dit, quand un joueur d'Anderlecht reçoit un salaire double de celui du président de la Chambre, le qualificatif "excessif" s'applique t-il?

19.03 Guy Coëme (PS): Comparaison n'est pas raison! Certes, le football professionnel à ce niveau est devenu une question de "fric", mais il existe des comparaisons plus judicieuses.

Ceci dit, pour entrer dans votre jeu, savez-vous que dans une grande entreprise de distribution, le patron gagne 123 fois plus qu'une caissière?

Dans un groupe brassicole bien connu, un jeune cadre gagne 110 fois moins que l'administrateur délégué. Où est la justice distributive? Jadis, des patrons tels J.P. Morgan ou Henry Ford, préconisaient respectivement une échelle de salaire de 1 à 20 et de 1 à 40 au sein d'une même entreprise. On peine à comprendre le ratio actuel.

Le groupe PS déposera une proposition de loi pour mettre fin à ces abus et remettre un peu de logique économique et sociale et, peut-être, un peu de morale aussi dans un milieu qui dérape de nouveau.

Ni les États, qui ont contribué fortement à redresser, voire à sauver certaines de ces entreprises, ni les contribuables, ni les citoyens ne peuvent laisser faire sans réagir avec fermeté. (*Applaudissements*)

19.04 Karel Uyttersprot (N-VA): La N-VA soutiendra cette résolution. Nous sommes, nous aussi, opposés aux bonus exorbitants mais il faut aussi être conscients que 99,99 % de nos entreprises ignorent de tels bonus. Nous n'avons pas approuvé l'amendement de M. Henry parce que nous estimons que l'État n'a pas à trop se mêler de ce qui se passe dans les grandes entreprises.

Par cette résolution, nous demandons aux représentants de l'assemblée générale et des conseils d'administration des institutions financières qui reçoivent une aide publique d'insister pour que leurs managers et leurs administrateurs exécutifs soient correctement rémunérés. Par ailleurs, nous demandons qu'à la suite du Corporate Governance Code, les administrateurs non exécutifs ne perçoivent pas de rémunérations liées aux résultats ou aux actions. Selon ce même code, les rémunérations des top managers doivent être publiées dans les rapports annuels.

Cette résolution donne un bon signal. L'autorité flamande a entre temps chargé ses représentants de mettre en oeuvre une résolution similaire.

19.05 Leen Dierick (CD&V): La semaine dernière, j'avais demandé, avec M. Tuybens, au ministre de donner un signal clair indiquant que l'autorité fédérale était opposée au versement de bonus exorbitants dans les institutions financières ayant bénéficié d'une aide de l'État. Le ministre y a répondu en détail mais nous préférons quand même un signal fort. C'est pourquoi nous avons approuvé cette résolution. Grâce au CD&V, cette résolution a aussi été modifiée sur un seul mot, afin que de tels bonus exorbitants ne puissent pas non plus être octroyés à après le remboursement de l'aide publique.

Par cette résolution, nous donnons déjà un signal clair, mais si nous souhaitons véritablement agir au niveau des bonus excessifs, nous devons légiférer. À cet effet, nous devons pouvoir prendre tout notre temps, mener un débat approfondi et en définitive, examiner minutieusement l'ensemble de la politique de rémunération.

Bien que nous soyons opposés aux bonus excessifs, nous n'avons rien contre les bonus en soi. S'il y a suffisamment de transparence, s'il existe un lien avec des objectifs à long terme et s'ils n'incitent pas aux excès, les bonus peuvent se justifier.

Nous attendons avec impatience le débat en commission et nous espérons que les propositions de loi et les auditions seront inscrites à l'ordre du jour.

19.06 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Aujourd'hui, on en revient de nouveau au "*business as usual*". Alors que dans le cadre de l'AIP, il est question d'une marge pour une augmentation salariale de 0,3 %, des top managers s'octroient de nouveau des rémunérations exubérantes. Il y a de quoi avoir la nausée!

En 2009, les rémunérations des top managers des entreprises du BEL 20 ont augmenté de 23 %. Les vingt tops managers du BEL 20 amassent ensemble l'équivalent du salaire de 1 500 travailleurs. Et cela après de nombreuses restructurations douloureuses et des pertes d'emplois massives, provoquées par un groupe de gros acteurs qui avaient précédemment déjà amassé des bonus considérables. Je veux bien croire aux codes de gouvernance d'entreprise et à la règle *comply or explain* mais celle-ci est souvent restée lettre morte par le passé. Selon une étude menée par un ancien directeur de banque aux Pays-Bas, ces importantes rémunérations ne sont pas proportionnelles aux bons résultats obtenus et ne déterminent pas si quelqu'un reste dans l'entreprise ou la quitte.

Je me réjouis de l'adoption de cette résolution. Je me réjouis par ailleurs aussi du fait que M. Reynders ait menacé la semaine dernière d'imposer une taxe supplémentaire aux banques qui octroient des bonus excessifs. Il ne faut pas en rester à cette résolution, il faut également formuler des propositions concrètes. Nous redéposons dès lors notre proposition de loi de 2008, visant à lutter contre les rémunérations excessives et les *parachutes*. Il faut également mettre un terme à l'extrême arrogance dont font preuve de nos jours de nombreux *top managers* modernes. Un *top manager* doit assumer ses énormes responsabilités.

19.07 Muriel Gerken (Ecolo-Groen!): Cette résolution a une portée symbolique et représente une majorité importante de ce parlement. Cela signifie qu'enfin, nous pourrions travailler correctement sur les rémunérations des administrateurs et managers des banques mais aussi des entreprises cotées en bourse.

Nous avons déjà travaillé sur ces matières mais nous n'avons pas été suivis dans nos propositions. Maintenant il y a un accord au sein de ce parlement pour approfondir ce dossier et le travailler concrètement. D'ici un mois, les priorités seront identifiées en commission et les groupes demanderont la mise à l'ordre du jour de propositions.

Par ailleurs, je pense que, s'il est important de voter cette proposition de résolution dans le cadre d'une procédure d'urgence, c'est parce que le moment est symbolique. C'est en effet le moment où l'on décide de l'octroi de ces primes, de ces bonus, de ces rémunérations. Cela amplifie le message envoyé par le gouvernement aux administrateurs des banques dont nous sommes actionnaires.

Il faut également parler de cette arrogance des directions et administrateurs des banques qui, en dépit de l'aide apportée par l'État et les citoyens, reprennent les mêmes attitudes et comportements, avec non-distribution des bénéfices. Cela est tout à fait inacceptable.

Nous soutiendrons cette résolution.

19.08 Herman De Croo (Open Vld): Je ne suis pas un fervent partisan des résolutions. Le Parlement doit surtout s'occuper de ses missions de contrôle et de son travail législatif. J'ai toutefois cosigné la présente résolution. Le Règlement de la Chambre demande au gouvernement de prendre en compte par le biais du budget les résolutions qui ont été adoptées. Il y a donc tout de même une certaine force contraignante et une résolution n'est ainsi pas un acte totalement gratuit.

Toute résolution présente des faiblesses. Ainsi, je ne vois très bien comment définir exactement la notion "excessifs" figurant dans la résolution mais il n'en demeure pas moins que nous donnons ainsi un signal aux établissements leur indiquant qu'ils doivent être prudents avec l'argent du contribuable. Notre groupe adoptera dès lors cette résolution. (*Applaudissements*)

19.09 Bruno Tuybens (sp.a): Cette résolution plaide pour de la retenue. Il faut éviter d'accorder des bonus excessifs. Jeudi dernier, nous avons demandé au ministre des Finances quelles étaient les instructions données aux administrateurs publics dans le secteur bancaire et comment ces instructions étaient suivies. Le ministre a parlé d'instructions orales. Nous demandons que ces administrateurs publics puissent venir expliquer en commission s'ils ont reçu des instructions, sous quelle forme et comment elles ont été suivies. Il n'est en effet pas possible de définir exactement la notion "excessifs" mais des explications des administrateurs publics en commission pourraient certainement éclairer notre lanterne.

L'autorégulation autoproclamée des entreprises est une illusion. Je suis dès lors d'accord avec ceux qui plaident pour la définition de ce que la société attend des entreprises sur ce plan. Je regrette que le nouveau président de la FEB ait raté l'occasion de se démarquer de la culture de parachutes dorés en vogue dans certaines banques et entreprises.

Nous sommes en train d'examiner une proposition de loi relative à l'interdiction des indemnités liées aux actions et aux prestations pour les administrateurs non exécutifs, comme demandé dans le code de *corporate governance* et dans la recommandation de la Commission européenne. Après avoir entendu le plaidoyer de Mme Dierick, j'espère que son groupe soutiendra cette proposition. (*Applaudissements*)

19.10 Didier Reynders, ministre (*en français*): Merci aux groupes qui ont introduit cette proposition qui vient conforter ce que le gouvernement a demandé aux responsables des principales banques.

Éviter des bonus ou des rémunérations variables excessives, c'est un élément mais je crois qu'il était important que l'on aille plus loin. (*Brouhaha*)

Cette résolution recourt à une terminologie difficile à expliciter dans le débat et auprès de nos représentants. Le gouvernement a souhaité aller plus loin en demandant d'appliquer à ces entreprises les codes les plus stricts en la matière.

Concernant cette politique de rémunération, il serait très utile que le débat ait lieu de manière tout à fait transparente avec les commissions en charge au niveau parlementaire. Je comprends la demande de M. Tuybens d'entendre les administrateurs publics. En effet, des présidents de comités de rémunération siègent au sein de ces institutions, et l'on peut citer MM. Dehaene et Daems.

Ces entreprises bancaires sont toutefois restées largement en dessous des rémunérations octroyées dans certaines autres entreprises plus fortement publiques. Il convient d'observer la situation de manière générale.

Je me réjouis du soutien qui sera accordé à la démarche. J'espère que nous aurons l'occasion d'entendre les présidents des comités de rémunération et que nous pourrons débattre avec eux et entre nous de la meilleure politique de rémunération à mettre en œuvre. (*Applaudissements*)

Le **président**: La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition aura lieu ultérieurement.

20 Prise en considération de propositions

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie les propositions aux commissions compétentes conformément au règlement.

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Je vous propose également de prendre en considération:

- la proposition de résolution de Mmes Thérèse Snoy et d'Oppuers, Eva Brems et Muriel Gerkens et M. Wouter De Vriendt concernant la hausse des prix des denrées alimentaires (n° 1321/1).

Renvoi à la commission des Relations extérieures;

- la proposition de loi de M. Georges Gilkinet, Mme Meyrem Almaci, MM. Olivier Deleuze et Stefaan Van Hecke et Mmes Muriel Gerkens et Zoé Genot modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à combattre les abus en matière de prix de transfert (n° 1330/1);

- la proposition de loi de M. Georges Gilkinet, Mmes Muriel Gerkens et Meyrem Almaci et M. Stefaan Van Hecke visant à créer un registre des contrats d'assurance épargne et à faciliter la perception du précompte mobilier sur les contrats d'assurance épargne conclus avec des établissements bancaires situés à l'étranger (n° 1331/1).

Renvoi à la commission des Finances et du Budget;

- la proposition de loi de M. Jean Marie Dedecker modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, en vue d'instaurer une exception à l'interdiction de fumer pour les débits de boissons dont la superficie n'excède pas 75 mètres carré (n° 1338/1).

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société;

- la proposition de loi de M. Stefaan Van Hecke, Mme Muriel Gerkens, MM. Kristof Calvo et Georges Gilkinet et Mmes Meyrem Almaci et Zoé Genot visant à lutter contre les parachutes dorés et les rémunérations excessives (n° 1336/1).

Renvoi à la commission chargée des problèmes de Droit commercial et économique.

Pas d'observation? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Demande d'urgence

20.01 Jean Marie Dedecker (LDD): Je demande l'urgence pour ma proposition de loi 1338 relative à l'interdiction de fumer. La Cour constitutionnelle a statué. Nous nous trouvons actuellement en situation de vide juridique jusqu'au 1^{er} juillet 2011. Le secteur doit obtenir des garanties. L'ancienne loi entrera en effet en vigueur le 30 juin 2011, ce qui n'est pas envisageable selon moi. J'en appelle au bon sens de chacun.

La demande d'urgence est rejetée par assis et levé.

Votes nominatifs

21 Amendement et article réservé du projet de loi ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin 2011 (1280/1-3)

Vote sur l'amendement n° 1 de M. Gerolf Annemans cs à l'article 2. (1280/3)

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	37	Oui
Nee	91	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 2 est adopté.

21.01 Yvan Mayeur (PS): J'ai voté non.

22 Ensemble du projet de loi ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin 2011 (1280/1)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	78	Oui
Nee	12	Non
Onthoudingen	39	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

23 Amendements et articles réservés du projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets (1257/1-5)

Vote sur l'amendement n° 6 de M. Bert Wollants à l'article 10. (1257/5)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	38	Oui
Nee	79	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	129	Total

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 10 est adopté.

24 Ensemble du projet de loi modifiant la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets (1257/4)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	104	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	26	Abstentions
Totaal	130	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

25 Proposition de résolution relative à la politique de rémunération des établissements financiers soutenus par le pouvoir fédéral (1316/6)

<i>(Stemming/vote 6)</i>			
Ja	131		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	0	Abstentions	
Totaal	131		Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

26 Adoption de l'ordre du jour

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

Le **président**: Je demande aux chefs de groupe de me faire part dès à présent des interventions qu'ils prévoient dans le débat de mercredi prochain sur le rapport de la commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église.

La séance est levée à 19 h 18. Prochaine séance le mercredi 6 avril 2011 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

De **voorzitter**: Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: Yves Leterme

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Georges Gilkinet, Elio Di Rupo
OVSE: Els Demol

Federale regering

Vincent Van Quickenborne, minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen: buitenslands

01 Agenda

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 30 maart 2011 stel ik u voor op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag het voorstel van resolutie van de heren Bruno Tuybens en Herman De Croo, mevrouw Muriel Gerken, de heren Stefaan Van Hecke en Karel Uyttersprot, de dames Caroline Gennez en Leen Dierick en de heren Josy Arens, Philippe Goffin en Olivier Henry betreffende het vergoedingsbeleid van financiële instellingen die worden gesteund door de federale overheid (nrs 1316/1 tot 6) in te schrijven.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Vragen

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sarah Smeyers aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de onenigheid binnen de regering met betrekking tot de instructienota over regularisaties" (nr. P0185)

- de heer **Filip De Man** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de onenigheid binnen de regering met betrekking tot de instructienota over regularisaties" (nr. P0186)
- de heer **Bart Somers** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de instructienota over regularisaties" (nr. P0187)

02.01 Sarah Smeyers (N-VA): Meer dan een maand geleden heb ik de eerste minister ondervraagd over de nota van staatssecretaris Wathelet aan de Dienst Vreemdelingenzaken. Die nota legt uit hoe regularisatiedossiers waarin sprake is van schending van de openbare orde en van fraude bij het vergaren van bepaalde documenten, moeten worden behandeld.

De eerste minister toonde toen weinig interesse voor de nota, maar ik wil toch de aandacht vestigen op het gegeven dat volgens de nota feiten als mensenhandel, moord en terrorisme, pedofilie en verkrachting, geen aanleiding geven tot uitsluiting van regularisatie op voorwaarde dat de straf langer dan vijf jaar geleden is uitgezeten.

Op basis van het Alexiusakkoord en op basis van deze nota zijn er 24.199 mensen geregulariseerd en daar kunnen dus mensen die dergelijke feiten hebben gepleegd, tussen zitten.

Cijfers kan niemand geven, dus we kunnen alleen naar aantallen gissen.

Regularisatie is een gunst en geen recht. De premier kan zich dus niet achter rechtspraak verstoppen.

Was de premier of zijn kabinet op de hoogte van het bestaan van de nota? Werd de inhoud ervan in de regering besproken? Zal hij ingaan op de vraag van de N-VA, van CD&V en Open Vld, om die nota in te trekken en dergelijke regularisatiedossiers te herbekijken?

02.02 Filip De Man (VB): In de commissie voor de Binnenlandse Zaken vernamen we een kras nieuwtje van de staatssecretaris. Hij deelde mee dat in het verleden wel eens terroristen werden geregulariseerd, maar dat dat dankzij zijn nota niet meer kan. Wie daar vroeger verantwoordelijk voor was, heeft hij er niet bijgezegd.

De eerste minister is verantwoordelijk voor de coördinatie van alle problemen inzake immigratie en asiel. Is hij op de hoogte van de instructienota van staatssecretaris Wathelet? Is die besproken in de regering? Vindt hij niet dat een aantal criminele feiten aanleiding moet geven om illegale vreemdelingen uit te sluiten van een verblijfsvergunning? Zal de premier de staatssecretaris terugfluiten en hem zijn huiswerk laten overdoen?

02.03 Bart Somers (Open Vld): Een regularisatiebeslissing is altijd een individuele administratieve beslissing die onderworpen is aan de beginselen van behoorlijk bestuur. Zij moet onder meer goed gemotiveerd zijn en de feiten die in zo'n beslissing voorkomen, moeten correct zijn.

De nota van 27 november 2009 voor de dienst Humanitaire Regularisaties reikt evaluatie-elementen aan voor misdrijven tegen de openbare orde en fraude die in individuele dossiers kunnen opduiken. Volgens die nota leiden lidmaatschap van een terroristische organisatie of misdrijven tegen de menselijkheid tot uitsluiting. Als er sprake is van moord, pedofilie of georganiseerde mensenhandel is er uitsluiting, tenzij er vijf jaar ligt tussen het uitzitten van de straf en de aanvraag tot regularisatie. De mogelijkheid tot regularisatie blijft dan open.

De nota is ongelukkig. De individuele motiveringsplicht blijft gelden, maar de nota geeft desalniettemin het totaal verkeerde signaal dat mensen die dergelijke feiten hebben gepleegd, in ons land zicht op regularisatie hebben. Ik neem aan dat dat absoluut niet zo is.

Kan het kernkabinet de nota nog eens goed bekijken en haar eventueel intrekken?

02.04 Eerste minister Yves Leterme (Nederlands): Het bevoegdheidsbesluit van september 2009 verleent aan staatssecretaris Wathelet de bevoegdheid voor het migratie- en asielbeleid, inclusief de voogdij over de Dienst Vreemdelingenzaken. Het komt hem dus toe machtigingen van verblijf te verlenen bij toepassing van artikel 9bis van de vreemdelingenwet en hierover te oordelen binnen zijn discretionaire bevoegdheid.

De nota zorgt er ook voor dat er minder verbrekingen zijn door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen van beslissingen over regularisatie.

De regering vindt dat alle kandidaten voor regularisatie met een strafrechtelijk verleden op een rechtszekere manier aan een bijzondere beoordeling moeten worden onderworpen. Dat was ook de bedoeling van de instructienota, zoals staatssecretaris Wathélet in de commissie heeft uitgelegd.

Ik volg de suggestie van de heer Somers om de zaak in het kernkabinet nog eens tegen het licht te houden.

02.05 Sarah Smeyers (N-VA): Ik ben blij dat de premier van gedachte is veranderd. Een duwtje van een andere partij dan de N-VA helpt blijkbaar.

Er is geen draagvlak voor regularisatie, zeker niet voor de regularisatie van criminelen. Ik hoop dat ook zal worden bekeken over hoeveel dossiers het gaat en dat deze dossiers herbekeken zullen worden.

02.06 Filip De Man (VB): Ik ben tevreden dat de nota wordt herbekeken, ze is absoluut onaanvaardbaar.

Blijft wel het feit dat onder het beleid van de premier al 60.000 illegalen zijn geregulariseerd en dat er nog eens 40.000 in de pijnpijn zitten. Ik hoop dat daar ook iets aan wordt gedaan.

02.07 Bart Somers (Open Vld): Ik heb nooit getwijfeld aan de juiste intenties van de regering. De nota is eigenlijk totaal overbodig. Ze kan immers niet in de plaats treden van een individuele motivatie, ze nodigt de ambtenaren alleen maar uit om in twee gevallen goed te motiveren. Dan rijst natuurlijk de vraag wat men dan doet in de andere gevallen. Daarom zou er beter een algemene instructie komen die zegt dat feiten van openbare orde altijd zeer ernstig moeten worden genomen.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer **Patrick Dewael** aan de eerste minister, belast met de **Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de problematiek van de lopende zaken"** (nr. P0188)
- de heer **Gerolf Annemans** aan de eerste minister, belast met de **Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de problematiek van de lopende zaken"** (nr. P0189)

03.01 Patrick Dewael (Open Vld): Het ziet er niet naar uit dat de situatie van lopende zaken snel voorbij zal zijn. De verkiezingsoverwinnaars in Vlaanderen en Wallonië blijven elkaar de zwartepiet toespelen. Gezien het klaarblijkelijke onvermogen om een regering te vormen, begrijp ik dat de premier zegt dat de regering in afwachting doet wat ze moet doen. Als men dat probeert te bemoeilijken, dan begint dat verdacht veel op een verrottingsstrategie te lijken.

Lopende zaken zijn natuurlijk niet eindeloos rekbaar. Wat de heer Reynders daarover heeft gezegd, is quatsch. In het licht van het Europese semester, waar we voor erg ingrijpende sociaaleconomische hervormingen staan, zou ik graag weten wat de regering zal doen om Europa een onderbouwd antwoord, met maatregelen, te geven? Hoe zal de premier het Parlement daarbij betrekken?

03.02 Gerolf Annemans (VB): De EU-rapportage is verplicht en zal er dus komen. De vraag is hoe de premier dat zal doen. Hij probeert er hier in de Kamer onderuit te komen met een klein debatje in het adviescomité voor Europese Aangelegenheden. Hij wil dit snel onder de mat vegen.

De premier zit dan ook gewrongen. Ofwel stelt hij een deftige meerjarenbegroting op. Daar horen dan ook maatregelen bij, waardoor hij zich buiten de beperkingen van de lopende zaken moet begeven. Ofwel beperkt hij zich tot tabellen met prognoses, maar dan is het natuurlijk geen echte meerjarenbegroting, wat niet zal volstaan voor Europa. Waar ligt voor de premier de limiet van de lopende zaken?

Is hij bereid de meerjarenbegroting afhankelijk te maken van een parlementaire goedkeuring?

03.03 Eerste minister Yves Leterme (Nederlands): Het Parlement kan zelf beslissen hoe het zijn werkzaamheden organiseert en welke besprekingen er worden gevoerd. Zo heeft het Parlement ook op

21 maart onze inzet in het kader van VN-resolutie 1973 goedgekeurd.

Toen de regering vorig jaar viel, heb ik met een aantal collega's afgesproken dat wij er alles aan zouden doen om een scenario zoals in de jaren 80 te vermijden. Toen was er ook sprake van een combinatie van institutionele spanningen en economische uitdagingen. Gebrek aan daadkracht heeft toen tot een ontsporing van de begroting geleid, waarvoor we nu nog de prijs betalen.

Wij hebben gezorgd voor een goede circulaire en hebben een monitoringcomité opgericht om de begrotingsuitvoering zorgvuldig op te volgen. Deze aanpak werpt vruchten af. Over ongeveer een uur zal het Instituut voor de Nationale Rekeningen een nieuwe raming maken van het vorderingensaldo van ons land, geconsolideerd op het jaar 2010. Daaruit zal blijken dat ons land 2010 heeft afgesloten met 4,1 vorderingssaldo in plaats van de gevraagde 4,8 of 4,6. Daardoor zullen wij het tekort in 2011 zeker kunnen beperken tot 3,6 of zelfs minder. Dat is het belangrijkste. Wat telt voor de belastingbetalers, voor alle gezinnen en ondernemingen in ons land, is dat wij de toekomst vrijwaren, in moeilijke politieke omstandigheden.

Naar jaarlijkse gewoonte zullen wij een meerjarenbegroting indienen bij Europa. Daarnaast zullen wij ook het nationaal hervormingsprogramma, conform de EU 2020-strategie, aan de Europese Commissie bezorgen en zullen wij de conclusies van de *annual growth survey* omzetten in de eerste contouren van een budgetair beleid voor 2012.

Een nieuwe regering kan de standpunten in deze documenten onmiddellijk herzien. Wij zijn toch niet het enige land waar de enige regering de andere vervangt – al maakt de duur ons wel wat speciaal. Ook Portugal en Finland hebben momenteel een regering van lopende zaken en ook zij zullen de Europese verplichtingen nakomen.

Ik heb aangeboden om volgende week dinsdag of woensdag een debat te houden in het Federaal Adviescomité voor Europese Aangelegenheden. Als de Kamer dat anders wil organiseren, staat dat haar natuurlijk vrij.

Er is al bijzonder veel voorbereidend werk gebeurd sinds januari 2010, bovendien zijn tweederde tot driekwart van de beleidshefbomen die van belang zijn voor de vijf cruciale doelstellingen van EU 2020, in handen van de Gemeenschappen en Gewesten. Als het federale Parlement dus een inbreng wil hebben, wat ik zou verwelkomen, moet dat wel gebeuren met respect voor de bevoegdheidsverdeling.

03.04 Patrick Dewael (Open Vld): Het is inderdaad belangrijk dat er een Parlement is met volheid van bevoegdheden. De komende weken en maanden moet het Parlement een belangrijke rol spelen. Dankzij een resolutie kan ons land nu zijn verantwoordelijkheid nemen in de Libische crisis.

Ik vraag de premier om ook met de meerjarenbegroting die Europa vraagt, eerst naar het Parlement te komen, dan kunnen de verschillende fracties hun verantwoordelijkheid nemen. Als een communautair akkoord dan toch tijd nodig heeft, zou het misdadig zijn om de sociaaleconomische kansen ondertussen te verkwanselen. Wij moeten de timing van Europa respecteren. Als de regering eerst met haar antwoorden naar het Parlement komt, dan zullen we zien wie de verantwoordelijke fracties zijn.

03.05 Gerolf Annemans (VB): De premier heeft zonet verklaard dat hij niets zal doen. Hij zal geen regeringsverklaring in het Parlement afleggen. Hij wijst er enkel op dat het Parlement vrij is om te doen wat het wil. Hij verklaart bovendien ook dat de volgende regering andere cijfers bij Europa mag indienen, dus hij erkent dat de meerjarenbegroting op basis van politieke criteria wordt opgesteld.

Ons bezwaar is dat dit gebeurt namens 30 van de 88 verkozen Vlamingen. Onze fractie zal de N-VA op haar wenken bedienen en wij dienen een voorstel van resolutie in over de goedkeuring van de meerjarenbegroting. Dan kan het Parlement daarover stemmen en zullen we zien wie er tot de meerderheid behoort en wie niet. Het zal in elk geval duidelijk worden dat het fabeltje van een Letermie die op de winkel let dan afgelopen zal zijn.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer Gerolf Annemans aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de dotatie van prins Laurent en zijn reis naar Congo" (nr. P0190)
- de heer Peter Luykx aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de dotatie van prins Laurent en zijn reis naar Congo" (nr. P0191)
- mevrouw Catherine Fonck aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de dotatie van prins Laurent en zijn reis naar Congo" (nr. P0192)
- mevrouw Eva Brems aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de dotatie van prins Laurent en zijn reis naar Congo" (nr. P0198)
- de heer Renaat Landuyt aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de dotatie van prins Laurent en zijn reis naar Congo" (nr. P0193)
- de heer Jean Marie Dedecker aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de dotatie van prins Laurent en zijn reis naar Congo" (nr. P0194)
- mevrouw Nathalie Muylle aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de dotatie van prins Laurent en zijn reis naar Congo" (nr. P0195)

04.01 Gerolf Annemans (VB): Wat hebben die Coburgs eigenlijk met Congo? Prins Laurent is met zijn bezoek aan Congo ver over de schreef gegaan. De koninklijke familie heeft daar natuurlijk grote zakelijke belangen. Al meer dan twee eeuwen lang verbergen ze dat en zeggen ze dat ze naar Congo gaan in naam van de wetenschap. Prins Laurent bracht niet enkel een verboden bezoek aan Congo dat niet door de regering gedekt werd, maar liegt daar nu ook al twee dagen over. Nu blijkt dat hij daar met de nodige egards ontvangen is, tot en met een ontmoeting met de zoon van president Kabila.

De minister van Buitenlandse Zaken heeft gezegd dat prins Laurent zal moeten kiezen. Ofwel zorgt hij zelf voor zijn inkomen en doet hij wat hij wil, ofwel krijgt hij een dotatie, maar dan moet hij de toelating van de regering hebben voor al zijn activiteiten. Vermits hij zonder toelating naar Congo is gegaan, moeten we die dotatie nu afnemen. Zal in de begroting rekening gehouden worden met het intrekken van de dotatie van prins Laurent?

04.02 Peter Luykx (N-VA): Door zijn bezoek aan Congo tegen alle adviezen in zet prins Laurent twee gevoelige thema's op de agenda, namelijk Congo en de dotaties. Congo is een heel gevoelig dossier, zeker nu de verkiezingen er voor de deur staan. Een bezoek van een lid van ons koningshuis wordt er beschouwd als een politiek statement. Blijkbaar kon prins Laurent de lokroep niet weerstaan.

Prins Laurent krijgt een dotatie van 26.000 euro per maand. Onze fractie heeft een wetsvoorstel ingediend om die dotatie af te nemen en te hervormen. Wij zullen daarmee de prins uit zijn lijden verlossen en van hem een gewone burger maken, zodat hij kan doen wat hij wil.

Klopt het dat prins Laurent Kabila ontmoet heeft? Was de premier op de hoogte van het draaiboek van deze reis? Heeft de ambassade ondanks het verbod om te gaan, toch meegeholpen aan deze reis?

04.03 Catherine Fonck (cdH): In de media werd bericht over de reis van prins Laurent naar Congo.

Welke officiële informatie is er hierover bekend? Heeft u uw veto geplaatst op deze reis of op de reisdata, en zo ja, waarom? Welke ministers heeft prins Laurent in Congo ontmoet? Werd hij vergezeld door onze ambassadeur? Welke houding zal u hieromtrent aannemen?

04.04 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Prins Laurent heeft half maart een officieus staatsbezoek gebracht aan Congo. Er is een groot contrast met het bezoek van de koning vorig jaar, dat gesteund werd door de regering. Nu had de regering uitdrukkelijk aan de prins gevraagd om niet te gaan. Nu wordt zelfs gezegd dat hij president Kabila ontmoet zou hebben. Het doel van zijn reis doet in feite niet ter zake, want het is onvermijdelijk dat een zoon van de koning in het buitenland als een vertegenwoordiger van ons land wordt beschouwd.

Was de premier op de hoogte van het bezoek aan president Kabila? Welke inspanningen heeft hij ondernomen na zijn brief met negatief advies om te verhinderen dat de prins gezagsdragers zou ontmoeten?

Er zijn twee reacties mogelijk. Responsabiliseren of privatiseren. Als we een dotatie geven, mogen wij in ruil

vragen dat het buitenlands beleid niet wordt doorkruist. Wij moeten dus aan een dotatie voorwaarden koppelen en vragen dat buitenlandse reizen altijd vooraf goedgekeurd worden door de regering. Anders moeten we de dotatie beperken tot de directe troonopvolger en de andere leden van de koninklijke familie als private personen beschouwen en dit zo communiceren in onze internationale relaties. Wat is het standpunt van de premier?

04.05 Renaat Landuyt (sp.a): Druppelsgewijs vergaren wij meer informatie over deze reis. De premier gaf al commentaar op televisie, terwijl nu blijkt dat er tijdens dit privébezoek ook contacten met de Congolese president gelegd zijn. Wat weet de premier nog dat wij niet weten? Wat zijn de gevolgen voor prins Laurent?

Ik ben het eens met de minister van Buitenlandse Zaken. Wij geven een dotatie aan de prins omdat hij ons land moet vertegenwoordigen. Nu blijkt deze reden om hem een dotatie te geven weggevallen te zijn. Waarom moeten we ze dan nog betalen?

04.06 Jean Marie Dedecker (LDD): Prins Laurent is de bestbetaalde werkloze van het land. Hij ontvangt maandelijks netto 26.000 euro. Tien jaar geleden werd om twee redenen beslist dat hij recht heeft op een dotatie. De eerste reden was zwijggeld. Hij had de regering-Dehaene immers geblameerd. Een tweede reden was dat hij absoluut géén werk mocht zoeken, opdat hij niet opnieuw in opspraak zou komen.

In die tien jaar heeft de prins het nogal bont gemaakt. De schulden van zijn hondenasiel werden door de belastingbetaler betaald, de bouwwerken aan zijn villa heeft hij naar de zeemacht doorgestuurd, hij verzamelde nogal wat onroerend goed dankzij subsidies via allerhande vzw's. Als hij op reis gaat, dan betaalt hij zijn tickets niet. Ongeveer een maand geleden heeft de premier hier nog gedreigd dat het toen "de laatste keer moest zijn"! Het gaat dus allang om veel meer dan alleen deze Kabila-reis, die hij maakte tegen het advies van de premier in.

Wanneer stoppen wij deze Guust Flater? Wanneer nemen wij zijn prinselijke dotatie af? Is prins Laurent al dan niet bij president Kabila geweest?

04.07 Nathalie Muylle (CD&V): Prins Laurent is naar Congo geweest en ontmoette daar blijkbaar op informele wijze diverse belangrijke politieke spelers. Hij heeft het negatief advies van de eerste minister en van de minister van Buitenlandse Zaken genegeerd. CD&V is hierover zeer verontwaardigd. Wij willen dan ook de juiste toedracht van de feiten kennen evenals het standpunt van de regering.

04.08 Eerste minister Yves Leterme (*Nederlands*): Prins Laurent heeft van 15 tot 22 maart een reis gemaakt naar de Democratische Republiek Congo. Ik vernam zijn reisplannen pas op zondagavond 13 maart. Ik overlegde met de minister van Buitenlandse Zaken, die op 14 maart een lang telefonisch gesprek voerde met de prins. Tijdens dat gesprek heeft de minister de verbazing van de regering vertolkt over het feit dat er over de geplande reis niet het minste voorafgaand overleg was geweest met hem of zijn diensten. De prins werd er in het verleden al op gewezen dat hij verplicht is zijn reisplannen en contacten in het buitenland systematisch mee te delen.

Ik heb dan de prins op maandag 14 maart zelf aan de telefoon gehad om hem te verzoeken deze reis uit te stellen, aangezien ze niet met onze diensten en klaarblijkelijk ook niet met het Paleis was voorbereid. Ik heb dezelfde dag dat standpunt per brief bevestigd. Kopie van deze brief ligt ter beschikking bij de Kamervoorzitter. Ik heb vervolgens het kernkabinet op de hoogte gebracht.

De prins heeft geoordeeld dit uitdrukkelijk verzoek niet te moeten opvolgen. Hij heeft mij ook geen uitleg verschaft of informatie gegeven met betrekking tot het programma dat hij zou volgen of de personen die hij zou ontmoeten.

De prins is naar de DRC gereisd in het kader van zijn interesse voor duurzame ontwikkeling.

Hij heeft in verband daarmee een aantal projecten en installaties bezocht in de omgeving van Kinshasa en in de provincies Bas-Congo en Katanga. Hij heeft ook een kort bezoek gebracht aan Angola.

De prins werd ontvangen door verschillende Congolese functionarissen, waaronder de minister van het Plan, de heer Kamitatu, de gouverneur van de provincie Katanga, de vice-gouverneur van de provincie Bas-Congo

en generaal Olenga, de eigenaar van een boerderij in de omgeving van Kinshasa. De prins bevestigde mij gisterenavond dat ook president Kabila hem heeft begroet maar dat er geen enkel gesprek of daad van politieke aard heeft plaatsgevonden. De Belgische ambassade noch het consulaat-generaal in Lubumbashi was betrokken bij deze reis. Zij waren ook niet op de hoogte gebracht door de diensten van de prins.

Het standpunt van de regering is duidelijk. Er is geen grondwettelijke of wettelijke bepaling met betrekking tot de zogenaamde dekking van de handelingen van de prins. Het statuut van koninklijk prins legt prins Laurent uiteraard wel bepaalde verplichtingen op, net zoals het hem bepaalde rechten toekent, uit hoofde van de wet tot vaststelling van een dotatie, die eind 2001 in dit Parlement is goedgekeurd. Zo is de prins verplicht tot terughoudendheid, voorzichtigheid en overleg wanneer hij daden stelt of verplaatsingen onderneemt met een mogelijke politieke dimensie. In dit concrete geval was het precies dat totale gebrek aan overleg dat mij ertoe heeft gebracht hem te verzoeken zijn reis uit te stellen. Dat had absoluut niets te maken met de betrekkingen tussen ons land en de DRC, maar louter met het feit dat elke reis – ook een privé-reis – van een publiek persoon zoals de prins moet worden voorbereid via contacten met onze diensten die instaan voor de coherentie van het buitenlands beleid.

Prins Laurent moet en moest zich daarvan bewust zijn, temeer daar hij van zijn gastheren privileges en faciliteiten heeft aanvaard die verband houden met zijn status en hij contacten heeft gehad met politieke verantwoordelijken, zelfs al waren die contacten louter informeel. De prins heeft dus een beoordelingsfout gemaakt. Hij heeft verzaakt aan zijn verplichtingen door de reis toch te laten doorgaan, ondanks het formele negatieve advies van de regering en van het Paleis.

Ik zal de prins de komende dagen aan zijn verplichtingen herinneren.

De prins moet zich bewust zijn van het noodzakelijke cruciale evenwicht tussen zijn rechten en zijn plichten. Het antwoord op de vraag of zijn dotatie moet worden ingetrokken ligt precies in dat evenwicht. Ik twijfel er niet aan dat de prins mijn bemerkingen ter harte zal nemen en een keuze zal maken: dat evenwicht respecteren of afstand doen van zijn rechten.

Ik sta uiteraard ter beschikking van het Parlement om verslag uit te brengen over het gesprek dat ik daarover binnenkort zal hebben met de prins.

Op mijn initiatief heeft de Senaat overigens een reeks aanbevelingen besproken betreffende de dotaties aan de koninklijke familie voor het moment dat er een nieuw staatshoofd komt. Ik sta achter de geplande herziening van het systeem die dan moet worden doorgevoerd.

(Frans) In de loop van de komende dagen zal ik een gesprek hebben met prins Laurent. Hij moet zich ervan bewust zijn dat er een evenwicht moet bestaan tussen zijn rechten en zijn plichten. Ik twijfel er niet aan dat de prins open zal staan voor mijn opmerkingen en dat hij een keuze zal maken tussen het in acht nemen van dat evenwicht en het afzien van zijn rechten.

Ik sta ter beschikking van de Kamer om verslag uit te brengen over mijn onderhoud met de prins. *(Applaus)*

04.09 Gerolf Annemans (VB): Wat een dubbelzinnigheid! Minister Vanackere verklaart dat het debat over de dotatie opnieuw geopend is, maar de premier zegt slechts 'als de prins zijn leven niet betert...' Nauwelijks twee weken geleden beloofde hij hier de prins te herinneren aan zijn rechten en plichten. Blijkbaar tevergeefs. Nu vraagt de premier opnieuw dat wij zijn standpunt zouden volgen. Wat ons betreft: neen dus! De geschiedenis van Congo bewijst dat die mensen maar één taal kennen en dat is die van het geld, van de couponnetjes van de aandelen van Umicore. Ik stel dan ook voor dat de Kamer straks ons amendement goedkeurt zodat de dotatie van prins Laurent wordt afgeschaft. Wij zullen dan aan de uitslag van de stemming wel zien wie hier de daad bij het woord voegt.

04.10 Peter Luykx (N-VA): De premier dreigt er opnieuw mee bij de volgende blunder het zakgeld van prins Laurent af te pakken. Daar gaan wij niet mee akkoord. De N-VA heeft een wetsvoorstel ingediend waardoor alleen de Koning en zijn opvolger nog dotaties krijgen. Alles wat het Koningshuis krijgt, komt op de civiele lijst en zal besproken worden in het Parlement. Zo zullen we niet alleen de prins uit zijn lijden verlossen, maar dit soort incidenten ook definitief achter ons laten.

04.11 Catherine Fonck (cdH): De reis van prins Laurent was niet gedekt door de regering. Dat is niet ideaal. We kunnen zo niet voort, met een regeling waarin er een dotatie wordt toegekend waar niets tegenover staat. Het verslag van de Senaat moet met onmiddellijke ingang worden toegepast.

In Congo moet de beroering die deze zaak veroorzaakt heeft, wel de wenkbrauwen doen optrekken. Dit kan onze bilaterale betrekkingen schaden.

04.12 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Het is duidelijk dat wij hier met een risicofactor zitten, die wij onder controle moeten krijgen. Dat is ook voor het Parlement van belang, want de regering legt hier verantwoording af over het buitenlands beleid. Als dat wordt doorkruist door een factor waarop de regering klaarblijkelijk geen vat heeft, dan zit er een gat in het controlesysteem.

Zelfs als wij beslissen om de dotatie af te schaffen, is het probleem niet opgelost. Er is responsabilisering nodig. In een monarchie is er immers een heel nauwe band tussen een familie en een instelling. Zelfs als prins Laurent zijn bezoek zou hebben afgelegd als privébezoek, dan nog vrees ik schade aan het buitenlands beleid, ook zonder dotatie.

Er blijven heel wat vragen die eigenlijk alleen prins Laurent kan beantwoorden. Ik stel voor dat de commissie voor de Buitenlandse Zaken een beleefde brief stuurt aan prins Laurent om hem uit te nodigen om eens met ons in gesprek te gaan over zijn reis naar Congo en over eventuele andere plannen die hij nog heeft. *(Hilariteit en rumoer)*

04.13 Renaat Landuyt (sp.a): Wat bedoelt de premier met "contact hebben met de minister van het Plan" en het feit dat de president hem heeft "begroet"? Is dat dan iets zonder woorden? Het evenwicht tussen rechten en plichten is hier inderdaad duidelijk overschreden. Ik weet echter niet of de conclusie dat hij de keuzes moet maken de juiste is. We weten immers hoe moeilijk hij keuzes maakt. Kan de premier zelf bij een verstoord evenwicht niet de stap zetten om niet meer uit te betalen?

04.14 Jean Marie Dedecker (LDD): Sedert jaren komt prins Laurent geregeld in het nieuws met incidenten die verband houden met gesjoemel met geld en overheidssubsidies. Telkens is het antwoord van de premier – de klassieke tjevenstreek – dat hij in geval van een volgend incident zijn geld zal afpakken. Wanneer is de maat eigenlijk eens vol? Wij zullen het amendement goedkeuren van de heer Annemans en zeker het wetsvoorstel van de N-VA om die dotatie af te schaffen. Men kan ons niet blijven voor de gek houden. Die man is een werkloosheidsuitkering van 312.000 euro netto per jaar onwaardig.

04.15 Nathalie Muylle (CD&V): Het kan niet langer dat prins Laurent het voorwerp blijft uitmaken van een politieke discussie. Wanneer leden van de koninklijke familie een dotatie krijgen van het Parlement worden zij verondersteld een zekere deontologie te aanvaarden bij de initiatieven die ze nemen. Wanneer de regering de prins adviseert om bepaalde initiatieven niet te nemen, dan heeft prins Laurent zich daaraan te houden. Ofwel kiest prins Laurent ervoor om vrijwillig afstand te doen van zijn dotatie, ofwel om alle verantwoordelijkheden die hij bij die dotatie gekregen heeft, ook te aanvaarden. Dit moet deze week duidelijk zijn uit de contacten die de premier met hem zal hebben. Als hij dit niet aanvaardt, zal onze fractie elk wetgevend initiatief steunen, of zelf een initiatief nemen, om zijn dotaties op te heffen.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karin Temmerman aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de stopzetting van de asielopvang in hotels op 31 maart" (nr. P0196)
- mevrouw Sarah Smeyers aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de stopzetting van de asielopvang in hotels op 31 maart" (nr. P0197)

05.01 Karin Temmerman (sp.a): Asielmanager Peter De Roo en staatssecretaris Courard verklaren dat we opnieuw afstemmen op een asielcrisis. Begin december 2010 verklaarde de premier dat hij de asielcrisis onder controle had. Er waren immers bijkomende opvangplaatsen, er was extra personeel aangeworven en, *last but not least*, de hotelopvang zou definitief worden afgebouwd, want vanaf 1 april 2011 zou er geen geld meer zijn om nog in hotelopvang te voorzien.

Vandaag 31 maart gaan de aanvragen nog steeds in stijgende lijn, alle opvangplaatsen zijn opnieuw zo goed als volledig bezet en ondanks aanwervingen duurt de procedure nog steeds vijftien à zestien maanden. Bovendien verblijven nog steeds 350 asielzoekers in hotels, waarvan 150 minderjarigen zonder begeleiding.

Wanneer wordt de hotelopvang eindelijk stopgezet? Hoe verloopt de financiering ervan vanaf 1 april 2011? Wanneer neemt de premier eindelijk eens zijn coördinerende taak op het vlak van asiel en migratie op?

05.02 Sarah Smeyers (N-VA): Een nieuwe opvangcrisis is een feit, amper drie maanden na de vorige. Toen verklaarde de premier terecht dat ons land af moest van zijn imago een Eldorado te zijn voor economische vluchtelingen. Toen werden er, om de opvangcrisis te bezweren, 2.500 extra plaatsen gecreëerd. Dit moest ook het belangrijkste aanzuigeffect – de hotelopvang – stopzetten. Die extra plaatsen zijn echter niet gebruikt om de hotelopvang een halt toe te roepen, maar om de nieuwe instroom van asielzoekers op te vangen. Zo heeft men nagelaten om de dwangsommen, aanzuigeffect nummer 2, te omzeilen.

Vandaag 31 maart lopen de contracten met de hotels en ook de budgetten voor hotelopvang af. Volgens staatssecretaris Courard zitten er nog steeds 400 mensen in die hotels, waarvan 160 niet-begeleide minderjarigen. Hij ziet eindelijk geen heil meer in extra opvangplaatsen en hij wil dat de asielprocedure, die nu vijftien maanden duurt, gereduceerd wordt tot 6,5 maanden.

De premier is de coördinator van het asiel- en migratiebeleid. Vandaar dus dat ik mij tot hem richt met deze vragen. Zal de hotelopvang stoppen? Mogen er inderdaad geen bijkomende opvangplaatsen meer worden gecreëerd? Zal de premier zorgen voor een snellere asielprocedure en een effectief terugkeerbeleid?

05.03 Eerste minister Yves Leterme (Nederlands): Ik begrijp dat mevrouw Smeyers eigenlijk graag heeft dat het probleem erger wordt. Dat is een soort van handelsfonds voor haarzelf en haar partij. (*Protest van N-VA*)

De maximale bezetting in de hotels bedroeg op een bepaald moment 1.209 personen. Door de regeringsinspanningen is dit teruggelopen tot 371 personen op datum van eergisteren, waarvan 171 niet-begeleide buitenlandse minderjarigen. De inspanningen om de hotelopvang tegen eind maart af te ronden, worden onverminderd voortgezet. Er liggen verschillende denksporen op tafel met specifieke oplossingen voor de opvang van de niet-begeleide minderjarigen. Er wordt voortdurend gezocht naar mogelijkheden om de structurele capaciteit voor niet-begeleide minderjarigen te verhogen en momenteel worden ongeveer 200 opvangplaatsen van de federale opvangcentra omgevormd voor de opvang van minderjarigen.

De regering heeft eind november 2010 een plan goedgekeurd. De schakels van dat plan blijven onze leidraad: de instroom beperken, de opvang gemoduleerd aanpassen, onder meer met noodtransitopvang, de asielprocedures versnellen en de uitwijzing verbeteren.

In enkele maanden tijd hebben we samen met het Rode Kruis bijzondere vooruitgang geboekt in het voorzien van meer opvang. Er zijn bijkomende plaatsen in kazernes gecreëerd. De meer dan 100 aanwervingen in de asielinstanties moeten resultaat afwerpen.

Op het vlak van instroom werden de voorbije dagen nog inspanningen geleverd met een ontradingscampagne in Kosovo. Niettemin is het duidelijk dat de verhoging van het aantal aanvragen sinds enkele maanden niet kon worden voorzien op basis van de cijfers van het commissariaat-generaal. Het beleid zal daarom prioritair inzetten op het beheersen van de instroom, met actieve communicatie en het versterken van het terugwijzingsbeleid.

Ik heb de bevoegde staatssecretarissen reeds enige tijd geleden gevraagd naar hun concrete voorstellen. Die voorstellen worden over enkele dagen aan de regering voorgelegd.

05.04 Karin Temmerman (sp.a): De premier heeft alweer niet geantwoord op de vragen. Wat zal er gebeuren met de 150 minderjarigen die niet begeleid zijn en die nu nog op hotel zitten? Het gaat hier niet over profileren, het gaat hier over mensen. Vanaf 1 april 2011 is er geen financiering meer. Het is ook nog niet duidelijk hoe de premier zijn coördinerende rol ziet.

05.05 Sarah Smeyers (N-VA): Als het de premier stoort dat ik hier vragen over stel: ik voer gewoon mijn parlementair werk uit. N-VA heeft een voorstel ingediend om de asielprocedure te verstrengen, te versnellen

en om de opvangwet te verstrengen. Dit is helaas weggestemd maar door andere partijen die hopelijk mee aan de kar zullen trekken bij andere verstrengingen.

Zoals mevrouw Temmerman zegt, de premier is de verantwoordelijke coördinator van het asiel- en migratiebeleid. Beperken van instroom, versnellen van doorstroom en realiseren van uitstroom gaan hand in hand en moeten allemaal samen worden aangepakt. *(De premier draait de rug naar de spreker. Rumoer en luid protest van N-VA en van mevrouw Temmerman)* De constructieve houding van de premier was blijkbaar maar van korte duur.

Gelukkig ziet men eindelijk in dat het bijkomend creëren van plaatsen, die noodopvang in hotels, nu echt onmiddellijk moet stoppen. Dit creëert enkel een aanzuigeffect en leidt tot onmenselijke situaties, zeker voor de minderjarigen. De premier heeft zelf al meermaals bevestigd dat het asielbeleid heeft gefaald. Ik hoop dat hij niet alleen werkt maakt van de lopende zaken, maar ook van de mislopende zaken.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Laurent Louis aan de minister van Justitie over "de toekomst van het Executief van de Moslims van België en de openbare financiering van de erediensten" (nr. P0200)

06.01 Laurent Louis (onafh.): De voorbije jaren kwam het Executief van de Moslims van België vaker in het nieuws wegens zijn problemen met het gerecht dan voor zijn verwezenlijkingen. De juridische schandalen gaan gepaard met interne spanningen, betwisting van de representativiteit van het Executief en vermoedens van buitenlandse inmenging. Het Executief van de Moslims van België is onze officiële gesprekspartner, maar dat nogal ondoorzichtige orgaan wordt door een deel van de moslims niet erkend. Toch ontvangt het Executief nog altijd een subsidie. Sinds 2008 ontving het bijna een half miljoen euro. Vindt u niet dat we moeten weten hoe die middelen worden gebruikt? Zal het voorgestelde vernieuwingsplan een betere werking van het Executief garanderen?

Meer algemeen gesproken, kost de financiering van de erediensten bijna 600 miljoen euro per jaar. Dat is een fors bedrag voor een aangelegenheid die tot de privésfeer behoort. Ons land moet streven naar een feitelijke scheiding tussen Kerk en Staat, die inhoudt dat de openbare financiering van de erediensten wordt afgeschaft. Zal die noodzakelijke evolutie binnen afzienbare tijd een feit zijn? Het aldus bespaarde geld zou dan gebruikt kunnen worden om in de werkelijke behoeften van de bevolking te voorzien.

06.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Ik verontschuldig mij bij de drie collega's die mij eergisteren dezelfde vraag hebben gesteld; ik zal derhalve herhalen wat ik al heb gezegd en dat zal ook voor de volgende vragen zo zijn.

De **voorzitter**: Volgens het Reglement mag u eenvoudigweg verwijzen naar het antwoord dat al werd gegeven.

06.03 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Ik zal bondig antwoorden.

Wij hebben meermaals geprobeerd om een nieuw Executief te vormen dat een gesprekspartner zou kunnen zijn voor de minister van Justitie. Die pogingen zijn mislukt. Wij vragen het Executief al jaren om een coherent en unaniem voorstel.

Vanavond nog zal ik de verantwoordelijken van het Executief ontmoeten om het daarover te hebben. Als zij niet tot een akkoord komen, zal ik een voorstel doen om het probleem op te lossen. In voorkomend geval zal ik wetgevende maatregelen nemen.

06.04 Laurent Louis (onafh.): Ik kijk uit naar de uitkomst van de vergadering van vanavond. U hebt evenwel niet geantwoord op de meer algemene vraag over het afschaffen van de openbare financiering van de erediensten. In voorkomend geval zal ik een voorstel indienen voor een herziening van de Grondwet in dat verband.

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "het terugsturen van de Roemeense zusjes" (nr. P0201)

- de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "het terugsturen van de Roemeense zusjes" (nr. P0202)

07.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Het chaotische verhaal rond de repatriëring van de drie Roemeense zusjes blijft ons in de ban houden. Vreemd genoeg blijkt de moeder niet op de hoogte te zijn van die repatriëring, terwijl deze net werd uitgevoerd met het oog op het belang van de moeder. De minister reageerde door te verklaren dat er geen contact tussen moeder en kinderen zal zijn, zolang de situatie met de vader niet is uitgeklaard.

Ik vind de kwestie toch wat bevreemdend. Justitie heeft dankzij de verklaringen van de drie misbruikte zusjes een belangrijke pedofielenbende kunnen oprollen, maar nu zij ons ondubbelzinnig om bescherming vragen, sturen we hen terug.

De minister argumenteert dat de wil van de moeder primeert. Kan hij de feiten verduidelijken? Is er nog sprake van gevaar? Waarom die opvallende ijver in deze zaak, zeker als we dit vergelijken met de moeizame uitwijzing van uitgeprocedeerde asielzoekers of met de bijzonder povere resultaten om gedetineerden hun straf te laten uitzitten in hun land van herkomst?

07.02 Renaat Landuyt (sp.a): Was het doel in deze zaak om alles te laten verlopen volgens de regels of om de kinderen te beschermen? Heeft de minister al het mogelijke gedaan om hen te helpen? Kunnen wij leven met de gedachte dat we kinderen in de steek laten omdat de uitzetting nu eenmaal is geschied volgens de regels? Moeten wij er niet veeleer naar streven die kinderen volgens de regels te helpen?

07.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dit is helaas een lang en droevig verhaal geworden. Om soortgelijke situaties te vermijden heb ik de gerechtelijke instanties gevraagd om na te gaan hoe misbruikte kinderen in België terechtkomen en via welke technieken ze hier worden gehouden. Het is alleszins een zaak die om een grondig onderzoek vraagt.

Er zijn absoluut zeer veel diensten die dit dossier zeer ernstig hebben behartigd. Een van de kinderen maakte melding van een problematische opvoedingssituatie, waarop alle bevoegde instanties van het jeugdbeschermingsrecht in actie zijn getreden en de kwestie ook werd besproken met het Kinderrechtencommissariaat, UNICEF, heel wat andere diensten en de instellingen waar ze intussen waren ondergebracht. Uit dit alles bleek dat de beste oplossing er uiteindelijk in bestond om in te gaan op de vraag van de moeder en van het land van herkomst om de meisjes te repatriëren. Alle diensten hebben hierbij hun beschermende rol op een correcte manier gespeeld.

Maandag vraag ik de Roemeense minister van Justitie om een bevestiging en een nauwe opvolging van de afspraken met Roemenië over een correcte werking van de Roemeense jeugdbescherming en de gespecialiseerde diensten waar de kinderen worden opgevangen, en of men precies weet waar de vader terecht komt.

07.04 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Volgens de minister hebben onze diensten na een nauwgezette opvolging besloten tot een repatriëring naar de moeder, maar moeten we de situatie ter plekke wel blijven opvolgen tot die volledig duidelijk is. Waarom werden de kinderen dan toch al gerepatriëerd? Van de meer dan 200 Roemenen die hier vorig jaar waren gedetineerd en die hier ook vaak ten onrechte verblijven, kunnen we er nauwelijks vijf à zes hun straf laten uitzitten in hun eigen land, maar dit kan dan weer wel. Ik heb het er moeilijk mee dat we werken met twee maten en twee gewichten.

07.05 Renaat Landuyt (sp.a): De minister en alle diensten hebben de verkeerde prioriteit. Eerst kijkt men naar verblijfsrecht en dan naar de bescherming van minderjarigen tegen seksueel misbruik. Het zou omgekeerd moeten zijn. We zijn o zo stoer om slachtoffers buiten te zetten maar o zo zwak om daders buiten te zetten.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Justitie over "het uitblijven van de aanwijzing van magistraten" (nr. P0203)

08.01 Katrin Jadin (MR): De Adviesraad van de magistratuur en de Hoge Raad voor de Justitie hekelen het besparingsbeleid waartoe de toepassing van omzendbrief 154 leidt en het feit dat u er systematisch voor zorgt dat de plaatsen van magistraten die met pensioen vertrekken gedurende twee maanden onbezet blijven, waardoor er kan worden bespaard op de wedden.

Dat die functies twee maanden of langer vacant blijven, heeft echter belangrijke gevolgen. Die magistraten worden immers vervangen door andere magistraten die in functie zijn, wat tot toenemende vertragingen leidt bij de behandeling van de dossiers.

Door de benoeming van de magistraten uit te stellen verhindert de uitvoerende macht dat de wettelijke formatie van de zittende magistratuur en van het openbaar ministerie wordt ingevuld. De toegepaste maatregelen staan haaks op de bedoeling van de wetgever om vertrek en indiensttreding zo goed mogelijk op elkaar af te stemmen.

Hebt u een idee van de te verwachten besparingen? Is er geen sprake van een wanverhouding tussen de gerealiseerde besparingen en de nadelen die aan deze maatregel verbonden zijn?

08.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Die maatregel heb ik genomen in het licht van de besparingen die nodig zijn bij Justitie, en waarvoor ik de verantwoordelijkheid opneem. Wij hebben ervoor gekozen niet aan de formatie te raken. Een lichte vertraging bij de bekendmaking heeft budgettaire gevolgen.

Als alle magistraten hun vervroegde vertrek tijdig zouden aankondigen, zou het ook veel gemakkelijker zijn om vacatures tijdig bekend te maken.

Een goede korpschef moet zo een situatie kunnen opvangen. Enkel bij de kleine rechtbanken kunnen er echt problemen rijzen. Wij moeten het nodige doen opdat de continuïteit van de activiteiten van die rechtbanken niet in het gedrang komt.

08.03 Katrin Jadin (MR): Tal van magistraten hebben me erop gewezen dat hun werkomstandigheden erop achteruitgaan doordat gepensioneerde collega's niet tijdig worden vervangen. De toegepaste maatregelen staan haaks op de wil van de wetgever. Men moet ervoor zorgen dat er zoveel mogelijk kan worden geanticipeerd op de pensioneringen en men moet de pensioneringen en de nieuwe aanstellingen zoveel mogelijk laten samenvallen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Mathias De Clercq aan de vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, over "de evaluatie van het Generatiepact" (nr. P0199)

09.01 Mathias De Clercq (Open Vld): In de herfst zal de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid in samenspraak met de sociale partners het Generatiepact evalueren. Ik heb begrepen dat de minister de instanties heeft aangespoord om dat proces uiterlijk eind deze zomer af te ronden.

De premier heeft te kennen gegeven dat de voorwaarden voor brugpensionering zullen worden aangescherpt. Tegelijkertijd is ons land op Europees vlak het engagement aangegaan om tegen 2020 een werkgelegenheidsgraad te realiseren van 73,2 procent wat neerkomt 48.000 nieuwe jobs per jaar. Een ontmoediging van het brugpensioen past daar zeker in.

Welke concrete instructies heeft de minister de Hoge Raad en de sociale partners meegegeven? Deelt de minister de mening van de premier dat de voorwaarden voor vervroegde uittreding in het algemeen, en voor brugpensioen in het bijzonder, strenger zullen moeten worden? Aan welke inspanningen denkt de minister om ons Europees engagement te kunnen nakomen?

09.02 Minister Joëlle Milquet (Nederlands): Ik heb maandag de NAR per brief verzocht om de nodige voorbereidingen te treffen om tegen oktober 2011 de evaluatie van het Generatiepact te kunnen houden in

samenwerking met de Hoge Raad voor de Werkgelegenheid. Ik kan natuurlijk niet op de evaluatie vooruitlopen. Ze zal een belangrijke basis voor hervormingen zijn.

België moet tegen eind april zijn nationaal hervormingsprogramma bij de Europese Unie indienen. Het wordt nu voorbereid.

Dat hervormingsprogramma bevat de doelstellingen inzake de werkgelegenheidsgraad voor 2012. De regionale en federale ministers van Werk willen op mijn voorstel tegen 2020 een doelstelling van 73,2 procent behalen. Dat zou een verhoging van 5.000 banen per jaar betekenen. Om dit doel te bereiken zijn volgende ingrijpende maatregelen nodig. De deelname van de doelgroepen, ook de ouderen, moet worden verhoogd. De vorming van de werknemers moet worden verbeterd. De fiscale en parafiscale druk op arbeid moet worden verminderd. De werkzoekenden moeten beter worden begeleid.

09.03 Mathias De Clercq (Open Vld): Een en ander bewijst de dringende noodzaak aan een alomvattend sociaaleconomisch beleid en dus aan dringende regeringsonderhandelingen over het sociaaleconomische programma. Het blijven navelstaren op de communautaire aspecten alleen zet geen zoden aan de dijk. Uiteraard moet er een uitgebreid communautair akkoord komen, maar de huidige impasse mag het sociaaleconomische niet op de achtergrond duwen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Steven Vandeput aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "het uitblijven van een akkoord over de arbeidsomstandigheden bij NMBS Logistics" (nr. P0204)

10.01 Steven Vandeput (N-VA): Het transport van goederen over het spoor is allang een ernstige *cash drain* voor de Belgische spoorwegmaatschappij. Nochtans zag de toekomst er met de oprichting van het zelfstandige filiaal NMBS Logistics goed uit. De kapitaalstructuur was in orde, de overdracht van investeringsgoederen was bijna rond en er was een herstructureringsplan met bijhorend sociaal plan. Europa had de oprichting goedgekeurd. Tegen 2013 zou NMBS Logistics break-even kunnen draaien.

Vandaag ziet het er weer minder rooskleurig uit omdat de markt sputtert en omdat de vakbonden het nodig achten om dwars te gaan liggen over de overdracht van de hoofding boven het arbeidscontract van NMBS-Holding naar NMBS Logistics. Nochtans worden de contracten gewoon overgenomen.

De personeelskosten vormen voor NMBS Logistics een ernstig concurrentienadeel. Daarom werd door Europa een bedrag van 115 miljoen euro aan overheidssteun goedgekeurd voor de volgende tien jaar.

Kan de minister meer duidelijkheid geven over het tijdspad voor de overbrenging van het personeel naar NMBS Logistics? Wat doet de minister om ervoor te zorgen dat die timing wordt geëerbiedigd?

10.02 Minister Inge Vervotte (*Nederlands*): Ik heb in de commissie al gedurende een half uur alle details uit dit dossier toegelicht.

Op 26 november 2010 heeft ACV Transcom als enige het protocol van sociaal akkoord voor de herstructurering van B-Cargo goedgekeurd. Het sociaal overleg gebeurt in een werkgroep binnen het nationaal paritair comité. Op 29 maart werd daar een akkoord gesloten over de voorwaarden voor het contractuele personeel. Op de volgende vergadering wordt onderhandeld over de arbeidsvoorwaarden van het statutaire personeel dat vrijwillig overstapt naar NMBS Logistics.

De onderhandelingen lopen, alle partijen willen zo snel mogelijk een akkoord. Het akkoord zelf is voor mij belangrijker dan de tijdspanne waarbinnen het wordt gesloten. De Europese Commissie is op de hoogte van alle stappen in het sociaal overleg. Alle maatregelen voor de oprichting van het nieuwe filiaal zijn genomen.

Dit is inderdaad een moeilijk dossier. Dit is de operatie van de laatste kans. Ik vind het belangrijk dat een vakbond bereid is mee te werken. Het is moeilijk voor de sociale partners om tot een akkoord te komen. Na de overstap zal immers nog een herstructurering plaatsvinden. Maar de bereidheid is er en de principes zijn goedgekeurd.

10.03 Steven Vandeput (N-VA): Ik hoop dat ook de vakbonden beseffen dat dit de laatste kans is. Het goederenvervoer en het internationale reizigersvervoer zijn al vrijgemaakt, binnenkort volgt het gewone reizigersvervoer. Het wordt tijd dat ook de vakbonden binnenstappen in de 21^{ste} eeuw.

Het incident is gesloten.

11 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Valérie Déom** aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de verhuizing van het vormingsstation Ronet naar Antwerpen" (nr. P0205)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de verhuizing van het vormingsstation Ronet naar Antwerpen" (nr. P0214)

11.01 Valérie Déom (PS): De NMBS zou van plan zijn de site van Ronet (Salzannes) onaangekondigd – d.i. zonder overleg – te sluiten of de activiteiten ervan naar Antwerpen te verplaatsen. Op deze site in de provincie Namen worden goederenwagons gerangeerd. Treinen uit Gent, Antwerpen en Zeebrugge worden hier opnieuw samengesteld voor ze naar diverse Zuid-Europese bestemmingen vertrekken.

In het kader van de hervorming van B-Cargo was er al sprake van een herziening van de activiteiten; er zou een twintigtal banen geschrapt worden. Nu zouden er honderd banen op de tocht staan.

Bevestigt u dat de NMBS beslist zou hebben om deze site te delokaliseren? Waarom, en volgens welk tijdspad zou dat gebeuren? Welke toekomst ziet u voor de site van Ronet en de werknemers van die site?

11.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Er heerst bezorgdheid bij twee vakorganisaties over de toekomst van de NMBS-site te Ronet (Namen). Er zou sprake zijn van een delokalisering van de activiteiten van deze site. Dat zou ook milieuproblemen kunnen meebrengen wat de verdeling van de rangeeractiviteiten van de NMBS in België betreft.

Kunt u ons verzekeren dat het hele grondgebied zal worden bestreken, rekening houdend met de verspreiding van de economische activiteiten over het hele land? Wat kan u ons meedelen in verband met het statuut van de werknemers? Welk tijdspad zal u volgen?

Op ecologisch vlak gaat mijn bezorgdheid uit naar het goederenvervoer: onze spoorwegmaatschappij moet kunnen blijven concurreren met het vrachtvervoer over de weg, want dat komt de mobiliteit en het milieu ten goede.

11.03 Minister Inge Vervotte (Frans): Momenteel worden er drie soorten activiteiten in Ronet uitgeoefend: gecombineerd vervoer, niet-geconcentreerd vervoer en de besturing van goederentreinen. NMBS Logistics doet er alles aan om in een sterk competitieve omgeving zijn marktpositie te verdedigen.

In deze context wil NMBS Logistics het aantal aangeboden producten verminderen om de kosten te drukken. Als tegenprestatie zal het aanbod op de belangrijke verbindingen verhoogd worden. Dit nieuw concept zal gevolgen hebben voor Ronet, omdat dit station niet beschikt over een intermodale terminal, waar containers van de ene wagon op de andere kunnen worden overgeladen.

Er werden nog geen beslissingen genomen met betrekking tot de activiteiten in het station. Die beslissingen zouden tegen het najaar van 2011 ten uitvoer worden gebracht. In de komende dagen zullen NMBS Logistics en de vakbonden bijeenkomen. Er zal dus sociaal overleg worden gepleegd.

11.04 Valérie Déom (PS): Ik begrijp dat men moet rekening houden met de competitieve omgeving en de noodzaak om de kosten te drukken, maar het zijn altijd dezelfde die het gelag moeten betalen. Als het project gerealiseerd wordt, zou er door de delokalisering een nieuw onevenwicht ontstaan in de verdeling van de activiteiten tussen het noorden en het zuiden des lands. Er zal sociaal overleg plaatsvinden, maar er was geen voorafgaand sociaal overleg. Van een overheidsbedrijf dat het goede voorbeeld zou moeten geven, zou men toch iets anders verwachten.

11.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Uw antwoord stelt me niet gerust wat de voortzetting van de activiteiten op die site betreft. We tasten in het duister. U wijst erop dat de site slecht is uitgerust, maar

waarom vertrekt men niet van het uitgangspunt dat het goederenvervoer per spoor de toekomst is en investeert men niet om voor de nodige infrastructuur te zorgen?

Het is absoluut noodzakelijk in dit toekomstgerichte transport te investeren en de middelen over het grondgebied te spreiden. Ik vraag u dus dit dossier niet over te laten aan technici, maar het heft in eigen hand te nemen.

Het incident is gesloten.

12 Samengevoegde vragen van

- de heer Joseph George aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de benoeming van de directeur-generaal van het FANC" (nr. P0206)

- de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de benoeming van de directeur-generaal van het FANC" (nr P0207)

12.01 Joseph George (cdH): Het mandaat van de huidige directeur van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) loopt af in augustus. Er doen verscheidene scenario's de ronde. Volgens een ervan zou de huidige directeur zichzelf kunnen opvolgen.

De nucleaire veiligheid is een specifiek domein. Er zijn niet veel experts, en het is vooral zaak competente mensen te zoeken. Zal u het mandaat van de huidige directeur-generaal verlengen? Zullen er bijkomende vereisten worden opgelegd, om de onafhankelijkheid van het Agentschap te garanderen? Is nuttige ervaring in de sector niet de doorslaggevende vereiste om deze functie te kunnen vervullen, ook al begrijpen we dat er garanties moeten zijn op het stuk van onafhankelijkheid?

12.02 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Inzake nucleaire veiligheid is er een sleutelrol weggelegd voor het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC). Die rol zal in de toekomst nog belangrijker worden, gelet op onze verouderde centrales, het megalomane MYRRHA-project en de stresstests.

Net nu moet er een nieuwe directeur-generaal bij het FANC benoemd worden. In de pers lees ik over intern geruzie en druk van Electrabel. Op de shortlist met vier kandidaten staan vooral gewezen directeurs van kerncentrales en medewerkers van Electrabel. Er zou druk worden uitgeoefend om de voorzitter van het Nucleair Forum te benoemen.

Kan de minister meer uitleg geven over de benoeming en over de selectieprocedure?

12.03 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het mandaat van de huidige directeur-generaal van het FANC, de heer Willy De Roovere, loopt af op 1 september 2011. De voorbereiding voor de selectie van een nieuwe directeur-generaal is aan de gang. Het is echter niet gebruikelijk om tot een dergelijke benoeming over te gaan in een periode van lopende zaken.

Ik verwacht derhalve van de raad van bestuur van het Agentschap een voorstel voor de aanstelling van een directeur ad interim.

(Nederlands) De raad van bestuur van het FANC heeft na een overheidsopdracht een bureau aangeduid dat een shortlist met kandidaten moet opstellen. De shortlist moest bestaan uit twee Franstalige en twee Nederlandstalige kandidaten die voldoen aan het profiel. De functiebeschrijving en het profiel werden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 6 oktober 2010 en op diverse websites, ook die van het FANC zelf.

Het bureau moest nagaan of de kandidaten over de nodige managementcapaciteiten beschikken en een rapport opstellen met een motivering over de shortlist en een doorlichting van de competenties van de kandidaten. Het bureau lichtte de shortlist toe op de vergadering van de raad van bestuur van het FANC. Vier kandidaten werden uitgenodigd voor een gesprek. Op 24 februari heeft de raad van bestuur een niet-bindend advies geformuleerd aan de regering.

(Frans) Ik sta voluit achter de gevolgde procedure. Het is essentieel de best gekwalificeerde, de meest bekwame en de meest onafhankelijke kandidaat te benoemen.

De huidige directeur van het Agentschap komt ook uit de nucleaire industrie. Hij was directeur van de kerncentrale van Doel. Zijn onafhankelijkheid noch die van het Agentschap werden ter discussie gesteld. Ik zal me er niet aan bezondigen personen bepaalde bedoelingen toe te schrijven.

12.04 Joseph George (cdH): Uit de keuze van de minister en van de raad van bestuur blijkt inderdaad dat wordt gekozen voor bekwaamheid. De onafhankelijkheid moet door die persoon worden belichaamd, in de uitoefening van zijn functie.

12.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Niet de selectieprocedure, maar de kandidaten zijn het probleem. De minister wijst op de competenties van de kandidaten, maar dat kan ons niet overtuigen dat iemand die de voorbije jaren een misleidende campagne over nucleaire energie gevoerd heeft met het Nucleair Forum in de toekomst het FANC op een geloofwaardige en onafhankelijke manier kan leiden.

De regeringscommissaris is al enkele maanden afwezig op de raad van bestuur van het FANC, omdat ze ondertussen benoemd is als bestuurder bij de Nationale instelling voor radioactief afval en verrijkte splijtstoffen (NIRAS). De minister zou toch moeten toegeven dat de nucleaire veiligheid niet de hoogste prioriteit van de regering is.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Christiane Vienne aan de staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "het seminar over een nieuwe EBA" (nr. P0208)

13.01 Christiane Vienne (PS): Vandaag werd er een studiedag gehouden met als thema regularisatie en consolidatie. Ik had die studiedag graag bijgewoond, maar ik vraag me toch af in hoeverre een studiedag over dat thema vandaag relevant is, daar we al verscheidene essentiële stappen hebben gedaan op het stuk van bankcontrole.

Waarom wordt er over een eventuele nieuwe EBA gesproken? Is het opportuun om die boodschap vandaag over te brengen aan degenen die weten via welke kanalen ze hun geld naar het buitenland kunnen sluizen?

13.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Frans): De wet heeft een permanent regularisatiemechanisme ingesteld. Het aantal dossiers is gestegen van 500 of 600 tot meer dan 1.500 in 2010. Het bedrag is verviervoudigd! Het lijkt mij dan ook gerechtvaardigd dat er wordt nagedacht over de wijze waarop de vigerende wettelijke regeling kan worden verbeterd. De deskundigen hebben voorstellen ingediend en daarin wijzen zij erop dat een aantal bepalingen nog problemen opleveren. Een aantal onder hen hebben zelfs een nieuwe regularisatieoperatie voorgesteld.

De **voorzitter**: Wij zullen met belangstelling kennisnemen van het verslag van het colloquium.

13.03 Christiane Vienne (PS): Mijn partij is geen groot voorstander van geschenken aan grote sjoemelaars. Ik zou heel graag kennis nemen van de notulen van de studiedag.

De **voorzitter**: We zullen de staatssecretaris vragen elk van de leden een kopie van de notulen van het colloquium te bezorgen.

Het incident is gesloten.

14 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Jacqueline Galant aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de stijging van het aantal asielaanvragen" (nr. P0209)

- mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de stijging van het aantal asielaanvragen" (nr. P0210)

- de heer Peter Logghe aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor

Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de aanpak van de nieuwe asielcrisis" (nr. P0211)

- mevrouw **Karin Temmerman** aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de aanpak van de nieuwe asielcrisis" (nr. P0212)

14.01 Jacqueline Galant (MR): De cijfers van staatssecretaris Courard duiden op een toename van het aantal asielaanvragen met dertig procent. U gewaagt echter van een daling. Wie heeft er nu gelijk?

14.02 Nahima Lanjri (CD&V): Enkele maanden geleden nam de regering een aantal beslissingen om aan de opvangcrisis het hoofd te bieden. De asielinstanties werden versterkt en er werden meer opvangplaatsen gecreëerd, waardoor er een snellere behandeling van de aanvragen kwam en dus minder lange procedures.

Vorige week trok de commissaris-generaal voor de vluchtelingen aan de alarmbel wegens een nieuwe verhoogde instroom. Kan de staatssecretaris ons daarover cijfers meedelen en de situatie vergelijken met vroeger? Uit welke landen komen die asielzoekers? Als het om de Balkan gaat, worden dan de ontradingscampagnes volgehouden tot er effectief resultaat wordt geboekt? Hoe groot is de achterstand bij het CGVS, de DVZ en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen?

De commissaris-generaal vreest dat de nieuwe instroom de inhaaloperatie ondermijnt, dat de achterstand niet zal kunnen worden weggewerkt ondanks het extra personeel en dat de procedures weer langer dreigen te worden. Welke maatregelen worden getroffen om dat te voorkomen? Wat wordt er gedaan om de achterstand toch weg te werken?

14.03 Peter Logghe (VB): De opvangcentra zitten boordevol en nog steeds verblijven honderden asielzoekers op hotel. Dat laatste zou nochtans op 31 maart, dus vandaag, definitief achter de rug moeten zijn. Er komt nu een nieuwe migratiestroom op gang. Staatssecretaris Courard zei dat België de echte asielzoekers zal helpen, maar de vraag die eigenlijk moet worden gesteld is of België door een correct en efficiënt uitwijzingsbeleid ervoor zal zorgen dat de instroom afneemt.

Klopt het dat de staatssecretaris een nieuw spreidingsbeleid overweegt? Welke concrete maatregelen zal hij nemen voor een efficiënt uitwijzingsbeleid? Hoeveel hotelbedden zullen nodig zijn en hoe zal die factuur worden betaald?

14.04 Karin Temmerman (sp.a): Ik ben alvast blij dat de staatssecretaris aandachtig luistert naar mijn vraag, in tegenstelling tot de premier daarstraks.

We stevenen volgens staatssecretaris Courard opnieuw op een asielcrisis af. Er is een structureel probleem omdat het aantal aanvragen opnieuw stijgt, alle opvangplaatsen opnieuw volzet zijn, wij er niet in slagen de behandelingstermijnen in te korten en er geen adequaat uitwijzingsbeleid is.

Hoe zal de behandelingstermijn drastisch worden verkort? Zal de staatssecretaris iets doen aan de uitstroom en de vrijwillige terugkeer bevorderen?

14.05 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): Als we de cijfers voor de maand januari 2011 vergelijken met de cijfers voor januari 2010, stellen we een toename van het aantal asielzoekers vast met 28,9 procent, maar als we februari 2011 vergelijken met februari 2010, zien we een daling met 5,8 procent.

(Nederlands) Volgens Eurostat stijgt het aantal asielzoekers in vele landen: in Duitsland is er een stijging met 49 procent en in Frankrijk met 13 procent. In België is er een toename met 16 procent in vergelijking met 2010. In januari was er een grote stijging, in februari een lichte daling. Voor maart beschikken we nog niet over de cijfers.

Het aantal verwijderingen stijgt: in januari en februari 2011 waren er meer dan in dezelfde maanden in 2010.

Wij moeten nog efficiënter werken via de ontradings- en preventiecampagnes en door een snellere en selectieve afhandeling van de dossiers. In Kosovo weet men ondertussen dat er hier geen plaats is voor economische vluchtelingen. Die dossiers worden ondertussen op twee maanden afgerond en het moet nog

korter.

Ten slotte is er een beter verwijderingsbeleid nodig. Er zijn veel contacten met Justitie om de verwijderingen vanuit de gevangenissen sneller en efficiënter te organiseren, en met de politie om gedwongen terugkeer te begeleiden. Om de mensen sneller en op een efficiënte wijze te kunnen verwijderen uit de opvangcentra, vroegen wij cijfers en namen aan Fedasil.

Er is echter een duidelijk verband tussen opvang en asielbeleid. In Kosovo wist niemand waar België ligt, maar men was wel op de hoogte van de dwangsommen waartoe de Staat werd veroordeeld en van de hotelkamers. Dat Belgische imago moet daar nu worden gecorrigeerd. Dat gebeurt het best via preventie, een snelle afhandeling van de aanvragen en een resolute verwijdering. Als wij daar niet in slagen, zal de instroom blijven toenemen.

14.06 Jacqueline Galant (MR): Ik vind het nogal kras dat u geen cijfers kan geven voor de maand maart, terwijl ik die vanmorgen wel kon krijgen. Zo zijn er in de week van 21 tot 25 maart 613 aanvragen ingediend.

U ontkent dat er in februari van dit jaar 30 procent meer asielaanvragen werden ingediend dan in februari 2010. U bezondigt zich aan jezuïtisme en schuift de zwartepiet altijd naar anderen door. Ik zal de volgende regering vragen deze materie aan één enkele minister toe te vertrouwen, zodat hij of zij over de hele procedure gaat, van begin tot einde. (*Applaus bij de N-VA*)

De **voorzitter**: Ik neem daar nota van.

14.07 Jacqueline Galant (MR): De heer Courard tracht te voorkomen dat de regering dwangsommen moet betalen en dat asielzoekers op straat belanden.

14.08 Nahima Lanjri (CD&V): We moeten inderdaad de instroom beperken, de ontradingscampagnes voortzetten, de termijnen inkorten en de uitstroom verbeteren. In ons land is de behandelingstermijn, met vijftien maanden, nog steeds te lang. De korte behandelingstermijn voor Europeanen bedraagt nog steeds twee maanden. Een prioritaire behandeling van die dossiers kan de termijn terugdringen tot vijftien dagen. Zo kan een ontradingsbeleid worden gerealiseerd en zal er onmiddellijk opvangcapaciteit vrijkomen.

14.09 Peter Logghe (VB): De staatssecretaris heeft op geen enkele van mijn vragen geantwoord: niets over het spreidingsplan, niets over de hotelkamers. Voor zo een non-antwoord kan ik hem dan ook niet bedanken. Hij voert een non-beleid op kosten van de belastingbetaler.

14.10 Karin Temmerman (sp.a): We moeten tegelijk mikken op de instroom, de opvang en de uitstroom. De staatssecretaris krijgt de zaken er inderdaad niet snel genoeg door. De coördinatie en de communicatie moeten dringend verbeteren.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de projectgroep sociale economie" (nr. P0213)

15.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Sociale economie is grotendeels een regionale bevoegdheid. Enkel de vereffening van het Kringloofonds en een subsidiepot van 2 miljoen euro voor projecten van sociale economie zijn nog een federale bevoegdheid. Van de 2 miljoen euro subsidies voor die projecten gaat er 765.000 euro naar Vlaanderen, 969.000 euro naar Wallonië en 282.000 euro naar Brussel: dat is respectievelijk 35, 50 en 15 procent. Dat lijkt mij de wereld op zijn kop. Hoe kwam de staatssecretaris tot deze verdeling? Wat waren de criteria en wie heeft deze bepaald?

15.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Er wordt voorzien in 2 miljoen euro voor de ondersteuning van de sociale economie. Vandaag wordt de eerste projectoproep gelanceerd. Die wordt op 19 april afgesloten. Er is in een eerste fase in een budget van 1 miljoen voorzien, de rest van het bedrag is voor het volgende semester.

Het aantal dossiers bedraagt voor Vlaanderen 38, voor de Duitstalige Gemeenschap 3, voor Brussel 27 en voor Wallonië 62. Dat is de verklaring.

Er zijn twee prioriteiten bij de toekenning: het steunen van innoverende initiatieven die de koopkracht verhogen en de buurtdiensten. Die selectiecriteria werden ontwikkeld in samenspraak met de sectoren.

15.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Dit is toch geen antwoord! Ik heb gevraagd hoe men tot die verdeling van de subsidies is gekomen. De regio's zijn niet eens betrokken geweest bij het overleg. Dit neigt naar het doorsluizen van verdoken subsidies naar projecten die de staatssecretaris na aan het hart liggen.

Het incident is gesloten.

Ontwerpen en voorstellen

16 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen, teneinde te garanderen dat vrouwen zitting hebben in de beslissingsorganen van de autonome overheidsbedrijven en de genoteerde vennootschappen (211/1-5)

- **Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen wat de vervrouwelijking van de raad van bestuur van beursgenoteerde vennootschappen betreft (381/1-2)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (649/1-2)**
- **Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (686/1-2)**
- **Wetsvoorstel ter bevordering van de evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van economische overheidsbedrijven en van vennootschappen die een publiek beroep op het spaarwezen hebben gedaan (694/1-3)**

Voorstellen ingediend door:

- 211: Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom
- 381: Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir
- 649: Joseph George, Catherine Fonck
- 686: Muriel Gerken, Eva Brems
- 694: Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze vijf wetsvoorstellen te wijden. (*Instemming*)

16.01 Herman De Croo (Open Vld): Ik wil de voorzitter vragen om artikel 98 van het Reglement toe te passen.

De **voorzitter**: U heeft iets te vieren, want vandaag bent u exact 43 jaar parlementslid. (*Applaus op alle banken*)

16.02 Herman De Croo (Open Vld): Bedankt. Ongeveer de helft van de collega's van deze Kamer was nog niet geboren toen ik hier mijn eed heb afgelegd. En misschien is de helft al weg voor ik hier wegga. (*Gelach*)

Ernstig nu. Wij wensen dat de Raad van State zich met bekwame spoed zou buigen over wetsvoorstel 211/005. Wij moeten met 30 zijn om die discussie te kunnen voeren.

De **voorzitter**: Wanneer een lid voorstelt dat de voorzitter de Raad van State zou raadplegen, moeten dertig leden dit verzoek steunen.

Meer dan 30 leden steunen het verzoek van de heer De Croo.

16.03 Herman De Croo (Open Vld): Ik kan een paar argumenten aandragen voor ons verzoek.

Dit is belangrijke wetgeving. Dat blijkt niet alleen uit de motivering van de voorstellen, maar ook uit de behandeling in de commissie. Wanneer men wil dat een voorstel wet wordt, moet die nieuwe wetgeving echter duurzaam zijn. Wij hebben daar enkele vragen bij. Als we niet aandachtig zijn kan de wet al snel in het gedrang komen door een procedure bij het Grondwettelijk Hof. Daarom verzoeken wij de voorzitter om de Raad van State om advies te vragen over deze reeks wetsvoorstellen.

De Raad van State zou de kwestie van de gelijke behandeling kunnen onderzoeken tussen de economische overheidsbedrijven die onder de wet van 21 maart 1991 vallen. Er zijn immers uiteenlopende quota voor Belgacom, bpost, Belgocontrol, NMBS-Holding, NMBS en Infrabel. Een ander aandachtspunt zou de gelijke behandeling tussen de beursgenoteerde ondernemingen kunnen zijn.

De **voorzitter**: U heeft recht op vijf minuten spreektijd. Daarna – tenzij ik anders beslis – mag elke fractie een spreker voordragen, die twee tot vijf minuten spreektijd heeft.

16.04 Herman De Croo (Open Vld): Het wetsontwerp bevat een verschillende regeling voor beursgenoteerde ondernemingen met meer dan 50 procent aandelen op de beurs en andere die er minder hebben. Het hele mechanisme doet bij ons toch enkele vragen rijzen. En wat als het beurspercentage wordt gewijzigd van klassieke privaatrechterlijke beursgenoteerde bedrijven? Om al deze redenen vragen wij een toetsing door de Raad van State. Dit zou het fundament van deze wetgeving verstevigen. *(Applaus bij Open Vld, MR, VB en de N-VA)*

16.05 Jan Jambon (N-VA): Een ervaren spreker als de heer De Croo heeft prima aangegeven waarom een advies van de Raad van State noodzakelijk is. Een onderscheid maken tussen verschillende bedrijven, waardoor de wetgeving onnodig ingewikkeld wordt, rechtvaardigt volgens mij deze vraag om advies.

Wij zullen de vraag om advies steunen. *(Applaus)*

16.06 Valérie Déom (PS): We kenden al de klare taal van de N-VA. De liberalen hadden echter de moeite kunnen doen om in de commissie de argumenten uiteen te zetten die ze vandaag aanvoeren met betrekking tot de rechtszekerheid! Dit voorstel werd al in 2006 besproken en nu zijn we er drie maanden mee bezig geweest: het advies van de Raad van State had vroeger gevraagd kunnen worden en dan hadden we tijd gewonnen!

Net vandaag werd in Tour & Taxis de Belgische tak van het Europese netwerk van ambassadrices voor het ondernemerschap officieel gelanceerd. Een geluk dat die dames deze plenaire vergadering, waarop we hen wilden uitnodigen, uiteindelijk niet bijwonen. Ze zouden met verbijstering hebben vastgesteld dat het conservatisme nog zeer levendig is in ons land.

Dit is een regelrecht uitstelmanoeuvre! *(Applaus bij PS, sp.a en Ecolo-Groen!)*

16.07 Marie-Christine Marghem (MR): De omstandigheden waarin deze commissie, waarvan ik voorzitter ben, heeft moeten werken, waren beneden alle peil, omdat het amendement, dat ons werd opgedrongen door een linkse meerderheid die bestond uit PS, sp.a, cdH, CD&V en Ecolo-Groen!, niet door alle fracties kon worden besproken en geëvalueerd.

Indien we daarover in de commissie correct hadden kunnen debatteren, zouden we hier niet het advies van de Raad van State vragen. Er is een probleem op het stuk van rechtszekerheid met betrekking tot de gelijke behandeling. Alle fracties hebben zich kunnen uitspreken over de opportuniteit van een dergelijke maatregel, maar niet over de wettelijkheid ervan, en evenmin over de vereisten inzake rechtszekerheid.

Minister Laruelle was aanwezig in Tour & Taxis. Ze kan bevestigen dat vrouwelijke CEO's zich tegen de maatregel verzetten. Als men de genderdimensie als argument gebruikt, doet dat afbreuk aan de totaalvisie die de Kamer moet hebben, en die erin bestaat dat alle aspecten moeten worden overschouwd. *(Applaus bij de MR, Open-Vld en de N-VA)*

16.08 Sonja Becq (CD&V): Het is het goed recht van iedereen om een advies aan de Raad van State te vragen, maar men had dat op elk moment tijdens de commissievergaderingen kunnen doen. Men heeft het

nooit gedaan.

Voor de NMBS-Holding en voor Infrabel bestaan er al quota. Nu komt men met de constitutionele discussie, toen was er blijkbaar geen probleem.

Het gaat hier dus om een verdragingsmanoeuvre, veel meer dan om constitutionele bezorgdheid. Vrouwen willen volgens de tegenstanders geen excuustruus zijn. Volgens mij wordt de Raad van State wel gebruikt als excuustruus. (*Applaus bij CD&V, cdH, PS, sp.a en Ecolo-Groen!*)

16.09 Bruno Tuybens (sp.a): Nu het vaststaat dat het om een verdragingsmanoeuvre gaat, kunnen we dit voorval vooral beschouwen als een gemiste kans voor veel vrouwen. Het initiatief heeft me niet verrast.

Als de heer De Croo verdragingsmanoeuvres afsprekt met de MR en de N-VA, dan moet hij niet alleen afspreken hoe ze het doen, maar ook hoe ze het uitleggen. Hij staat hier met een eerstecommunicantengezichtje te beweren dat ze het advies vragen uit constitutionele bezorgdheid, de anderen geven echter grif toe dat ze het doen om de zaak te vertragen.

De rechts-conservatieven tonen hun ware VBO-gelaat. Multinationals zijn onze samenleving volgens hen geen verantwoording verschuldigd.

In tegenstelling tot de N-VA willen wij gelijke kansen voor vrouwen en het is dan ook tijd dat er ook over quota wordt nagedacht in uitvoerende functies, in directieraden, zodat die een afspiegeling van onze samenleving vormen. (*Applaus bij sp.a, PS, CD&V, cdH en Ecolo-Groen!*)

16.10 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Mijn mond valt open. Het is niet sportief om na een nederlaag al het geleverde werk van tafel te vegen en te vragen wat men normaal aan het begin van werkzaamheden vraagt: het advies van de Raad van State. Wie dit doet, is een slechte verliezer.

Als het niet om een verdragingsmanoeuvre zou gaan, dan zou men een andere weg bewandelen. Dan zou men de inhoudelijke discussie voeren en daarna het advies van de Raad van State vragen, tussen de werkzaamheden van de Kamer en de Senaat in.

16.11 Barbara Pas (VB): Ik volg de heren De Croo en Jambon en mevrouw Marghem: dit is niet enkel een constitutionele discussie. Het recente amendement maakt een onderscheid tussen verschillende soorten ondernemingen. De oorspronkelijke voorstellen, waarvan we al geen voorstander waren, worden hierdoor ingewikkeld en complex. We hebben al genoeg wetten gehad die nadien gerepareerd moesten worden.

We hebben ons in de commissie tegen denigrerende quota voor vrouwen verzet. De overheid moet gelijke kansen waarborgen, maar dit is een stap verder.

Mevrouw Rutten heeft voor haar beurt gesproken. Tijdens de bespreking van de voorstellen had men het in naam van de politieke correctheid voortdurend over een correcte afspiegeling van de maatschappij, maar als dit wetsvoorstel vandaag wordt goedgekeurd, is dat het zoveelste voorstel dat er wordt doorgedruwd zonder een meerderheid aan Vlaamse kant. Misschien moet collega Rutten maar eens denken aan quota voor Vlamingen.

Ikzelf en mijn voltallige fractie staan niet achter mevrouw Rutten, maar wel achter haar partij. (*Applaus bij VB*)

16.12 Joseph George (cdH): Het verwondert me dat de heer De Croo nu ineens met de rechtszekerheid komt aandraven! In de commissie werd dit probleem nooit aangekaart en men wacht daarmee tot de plenaire vergadering! Zij die het juridische argument inroepen en zij die van meet af aan tegen het voorstel gekant waren, lijken elkaar te hebben gevonden. Dit is zowaar een wonderlijk allegaartje.

Mevrouw Marghem, ik ben het niet met u eens. U hebt enkel de laatste commissievergadering voorgezeten. Er werden zes of zeven voorstellen ingediend, en daarover ontspon zich een gedachtewisseling. Ik vind het beneden alle peil dat een parlementslid hier komt vertellen dat de commissie niet heeft gewerkt.

Sommigen zouden willen dat de Staat nog steeds een mannenzaak was! Ik dacht dat we de 21^{ste} eeuw waren

binnengestapt, maar voor sommigen is dat blijkbaar nog niet het geval...

Ik zal dit voorstel steunen en hoop dat hiervoor een meerderheid kan worden gevonden. Ik hoop dat deze wetgevende procedure haar beslag kan krijgen. We hebben dan wel geen regering met volheid van bevoegdheden, maar we hebben wel een Parlement, dat zijn mogelijkheden ten volle wil benutten.

Met het voorstel van de heer De Croo wil men dit wetsvoorstel alleen maar op de lange baan schuiven en ik hoop dat er geen meerderheid voor kan worden gevonden. (*Applaus op de banken van PS, sp.a en cdH*)

Persoonlijke feiten

16.13 Marie-Christine Marghem (MR): Een persoonlijke aanval is een zwaktebod! Mijnheer George, ik was voorzitter van deze commissie op de dag waarop u bent komen aanzetten met een amendement waardoor de kaarten helemaal anders kwamen te liggen. Tijdens de voorbereidende werkzaamheden heeft elke fractie haar advies mogen geven over de opportuniteit van de maatregel, niet over de wettelijkheid ervan.

U verdraait de feiten. Dat is onaanvaardbaar! Dit is achterbaks en daardoor zijn wij nu verplicht om dit debat hier te voeren.

(*Geroezemoes*)

16.14 Joseph George (cdH): De waarheid mag gezegd worden! Men zal in het verslag kunnen vaststellen dat het laatste voorstel een synthese is van de vorige. Bovendien hebben sommigen zich op de dag van de stemming uit de commissie teruggetrokken!

(*Rumoer*)

16.15 Bruno Tuybens (sp.a): In deze plenaire vergadering hebben vertegenwoordigers van Open Vld en Vlaams Belang al minstens tweemaal zoveel spreektijd gebruikt als in de acht commissievergaderingen. En dan doel ik niet op collega Pas persoonlijk, maar wel op een vertegenwoordiger van haar partij.

16.16 Barbara Pas (VB): Als vast lid van de commissie voor de problemen inzake Handels- en Economisch Recht voel ik mij wel degelijk aangesproken. In de commissie ben ik zes weken afwezig geweest wegens bevallingsverlof, wat toch net iets minder was dan Vlaams sp.a-minister Freya Van den Bossche.

De incidenten zijn gesloten.

Algemene bespreking (Voortzetting)

De **voorzitter**: We zullen ons uitspreken over het verzoek om advies van de Raad van State. Ik zal laten overgaan tot een elektronische telling van de stemmen.

Er wordt elektronisch geteld.

65 leden steunen het verzoek om advies van de Raad van State.

Het wetsvoorstel zal voor advies naar de Raad van State worden verzonden.

17 Wetsontwerp tot opening van voorlopige kredieten voor de maanden april, mei en juni 2011 (1280/1-3)

Overeenkomstig artikel 116 van het Reglement wordt, in plenaire vergadering, een beperkte algemene bespreking gehouden.

Beperkte algemene bespreking

17.01 Hendrik Bogaert, rapporteur: In de commissie voor de Financiën en de Begroting werd op 15 maart het wetsontwerp tot opening van voorlopige kredieten voor april, mei en juni besproken.

Vice-eersteminister en minister van Begroting Vanhengel merkte op dat via de financiewet van 22 december 2010 voorlopige kredieten werden geopend voor januari, februari en maart 2011. Het begrotingsontwerp is nog niet ingediend bij de Kamer. Om redenen van continuïteit wordt voorgesteld om het systeem van de voorlopige kredieten uit te breiden tot april, mei en juni 2011. De vice-eersteminister vraagt vier twaalfden voor de basisallocaties voor de bezoldigingen. Het bijkomende twaalfde dient voor de betaling van het vakantiegeld in mei en voor de dekking van de inflatie.

Voorzitter: Ben Weyts.

De staatssecretaris voor de Begroting, Melchior Wathelet, wijst op een aantal belangrijke afwijkende bepalingen, namelijk de verhoging van de uitgaven door uitzonderlijke omstandigheden, specifieke wettelijke indexeringsmechanismen, volume-effecten en vervroegde uitgaven. Zo is er een krediet van 1,3 miljoen euro aan Belgocontrol. Sommige kredieten dienden te worden vervroegd om wettelijke of contractuele redenen. Verder hanteren verschillende internationale organisaties strikte aflossingsschema's voor de betaling van bijdragen. Wat het saldo betreft, liggen de andere afwijkingen in de lijn van diegene die waren toegekend in het raam van de eerste reeks voorlopige kredieten. Het gaat dan om de wettelijke indexeringsmechanismen, behalve de lonen, de dotaties aan de overheidsbedrijven en de dotaties aan de instellingen van sociale zekerheid.

Staatssecretaris Wathelet legde uit dat voor de overdracht aan personen rekening wordt gehouden zowel met de indexering als met de beschikbare gunstige raming van het aantal begunstigden. Ook werden de dotatie voor Fedasil en de kredieten voor het asiel- en migratiebeleid aangepast.

In de bespreking vroeg een aantal collega's wanneer de regering een ontwerpbegroting voor 2011 denkt in te dienen.

De heer Guy Vanhengel gaf aan dat de Europese Commissie de EU-lidstaten verplicht om tegen half april 2011 een nieuw stabiliteitstraject voor te leggen voor 2011-2015, wat een volwaardige begroting voor 2011 vereist. Als de regeling met voorlopige kredieten wordt verlengd, kan volgens hem geen begrotingsevenwicht worden bereikt in 2015, gezien de geraamde begrotingsbedragen. Daarom besloot de regering een ontwerpbegroting in te dienen in de Kamer, die echter rekening zal houden met de grenzen van de lopende zaken.

De ontwerpbegroting 2011 zal worden uitgewerkt op basis van recente cijfers van het monitoringcomité en van de Hoge Raad van Financiën. De regering zal hierover overleggen met de decentrale overheden, zodat het nieuwe meerjarentraject tijdig kan worden voorgelegd aan de Europese Commissie.

In zijn repliek stipte de heer Bogaert aan dat de uitgaven automatisch worden teruggeschroefd wanneer men werkt met voorlopige kredieten. Volgens hem bestaat dan het gevaar dat de goedkeuring van de begroting 2011 de ministers ertoe zal aanzetten om tijdens de tweede jaarhelft meer compenserende uitgaven te doen.

Volgens de minister moet de impact van de voorlopige kredieten worden gerelativeerd, aangezien een deel van de besparingen wordt gecompenseerd door een vervroegde indexsprong en volume-effecten.

In antwoord op een opmerking van de heer Goyvaerts antwoordde minister Vanhengel dat de nodige begrotingsmiddelen worden gereserveerd om desgevallend verkiezingen te organiseren in 2011.

In antwoord op een vraag van de heer Bogaert antwoordde hij dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in zijn begroting geen rekening heeft gehouden met een eventuele verhoging van de eigen financiële middelen die uit een toekomstige staatshervorming zouden kunnen voortvloeien. Het Gewest schrijft daarentegen een bedrag in van 54 miljoen euro waarop het recht denkt te hebben in het kader van de bespreking over de verdeling van de saldi met betrekking tot de tewerkstellingsprogramma's.

Op de vragen over Belgocontrol antwoordde de minister dat de voorschotten waarin is voorzien, bedoeld zijn om in te spelen op eventuele liquiditeitsproblemen. Het luchtverkeer is fors toegenomen en de financiële moeilijkheden van Belgocontrol zijn te wijten aan het feit dat het overheidsbedrijf geen enkele financiële bijdrage krijgt voor de diensten die het presteert voor de regionale luchthavens. De heer Goyvaerts is blij dat

de minister de dringende noodzaak erkent van een nieuwe samenwerkingsovereenkomst.

Mevrouw Wouters merkt op dat de personeelskredieten in de eerste schijf van voorlopige twaalfden werden geïndexeerd met 2 procent en dat toen rekening werd gehouden met een vermindering van 0,7 procent. In de tweede schijf is van de indexering en van een vermindering van 0,7 procent geen spoor meer. De minister antwoordt dat het principe van een verlaging van de personeelskredieten met 0,7 procent wordt gehandhaafd. De cijfers in het wetsontwerp houden ook rekening met de indexering van de lonen.

Het wetsontwerp werd aangenomen met 8 stemmen tegen 1 en 5 onthoudingen.

De **voorzitter**: De heer Bogaert spreekt nu in eigen naam.

17.02 Hendrik Bogaert (CD&V): De begrotingstoestand van ons land blijkt met een tekort van 4,1 procent van het bbp beter dan verwacht. Daardoor komt voor 2011 het tekort van 3,6 procent in zicht. Dit spectaculair betere resultaat is te danken aan het efficiënte anticrisisbeleid van de regering. De btw-maatregelen voor de bouwsector, door de N-VA roekeloos en onnodig genoemd, vormen daar een spitsmaatregel van. Daarnaast konden wij dankzij de tijdelijke werkloosheid voor bedienden meer dan 50.000 mensen de werkloosheid besparen. De maatschappelijke relevantie en het psychologische effect daarvan zijn erg belangrijk. Een andere succesvolle maatregel was het uitstel van betaling voor bedrijven.

In tegenstelling tot bijvoorbeeld Frankrijk, dat maatregelen heeft genomen die nog steeds zwaar op de begroting wegen, hebben wij cash- of liquiditeitsmaatregelen genomen. De opbrengsten daarvan keren automatisch terug in de begroting. Als een van de enige landen hebben wij perfect uitgevoerd wat de Europese Commissie vroeg en hebben wij voor 1 miljard euro omkeerbare maatregelen genomen. In onze open economie was dat een intelligente strategie waardoor het geld als het ware is binnengerold.

Mogen wij nu tevreden zijn? Nee, natuurlijk niet. Een van de grootste gevaren is dat wij tevreden zouden zijn met een gemiddelde positie. Historisch behoort ons land tot de Europese welvaartsas, wij mogen ons niet tevredenstellen met een Europees gemiddelde. Ons onderwijs – dat van wereldklasse is – onze enorme werkkraft, onze geografische ligging moeten leiden tot betere resultaten. De Europese top 3 moet onze ambitie zijn. Daarvoor zijn belangrijke structuurhervormingen nodig, zowel communautair als op andere vlakken. De belangrijke onevenwichten in onze economie moeten worden weggewerkt. De transfers tussen de regio's moeten verdwijnen doordat het in alle regio's beter gaat. Er moeten maatregelen komen op het vlak van het arbeidsmarktbeleid en het eindeloopbaanbeleid – we worden nooit een top 3-land als we vier jaar minder lang werken dan in de buurlanden. Pas als we deze maatregelen nemen, halen wij de top 3 en kunnen we de eurozone ondersteunen. *(Applaus bij CD&V en PS)*

17.03 Hagen Goyvaerts (VB): We staan hier nu al voor de tweede keer om voorlopige twaalfden goed te keuren. De vorige keer, in december, keurden we de voorlopige kredieten voor de eerste drie maanden van 2011 goed. Eigenlijk zou ik mijn toespraak van toen gewoon kunnen hernemen, want er is sindsdien niets gebeurd. Er is geen volwaardige begroting, er is geen beleidsprogramma. Nog steeds worden wij geleid door een regering van aflopende zaken. In tegenstelling tot in 2008, toen Verhofstadt premier van aflopende zaken bleef tot Letorme in het zadel kon worden geholpen, hebben wij vandaag zelfs geen enkel perspectief op een nieuwe regering.

Wij moeten wachten. Wachten tot de begroting, de staatsschuld en de financiering van de pensioenen kunnen worden aangepakt, tot er een sociaaleconomisch beleid kan worden gevoerd, tot er iets wordt gedaan aan de fiscale druk, tot er eindelijk een ommezwaai komt in het asielbeleid.

Ondertussen rijdt deze conciërgeregering een vlak parcours. Dankzij de heropleving van de economie kan zij al fluitend het overheidstekort terugdringen tot 3,6 procent van het bbp. Maar dit is geen normale toestand. Liever zou ik hier een volwaardig debat voeren over een begroting en over beleidsmaatregelen, over structurele maatregelen om het begrotingstekort te verbeteren en de staatsschuld terug te dringen. De structurele maatregelen van de begroting van 2010 bedragen 0,0 procent. Hetzelfde verwacht ik voor 2011. De structurele gezondmaking van de overheidsfinanciën gaat geen meter vooruit. De eindmeet ligt ver voor ons.

Wat als de overheidsuitgaven sterker gaan stijgen dan de economische groei? De voorbije tien jaar zijn de

overheidsuitgaven dubbel zo snel gestegen als het nationale inkomen. Volgens de Hoge Raad van Financiën zal met de huidige uitgavengroei en een economie die 0,5 procent trager groeit dan de vooropgestelde 2 procent, de begroting in 2015 afglijden naar een tekort van 7 procent.

Er is dus nog heel wat werk om die overheidsfinanciën op een structurele manier in rustiger vaarwater te brengen.

Op 14 december 2010 verklaarde de minister van Financiën dat in de begroting voor 2011 4 miljard euro bespaard zou moeten worden, maar dat zoiets een haalbare inspanning was. Als de begroting door een regering van lopende zaken zou worden opgesteld, dan moest die dat doen met parlementaire steun. Die uitspraken worden niet waargemaakt.

Mijn fractie dient een amendement in om de dotatie van prins Laurent te schrappen, wat een besparing van 77.000 euro oplevert in de voorlopige twaalfden. Ik kijk uit naar het stemgedrag van CD&V en N-VA.

Mijn fractie zal de voorlopige twaalfden niet goedkeuren. (*Applaus bij VB*)

17.04 **Veerle Wouters** (N-VA): Deze tweede schijf van voorlopige twaalfden is natuurlijk nodig om verder te kunnen werken tot de begroting 2011 hier wordt goedgekeurd. Ik heb echter heel wat opmerkingen bij dit wetsontwerp.

Voorlopige kredieten worden berekend op basis van de laatst goedgekeurde begroting voor een termijn van maximum vier maanden en mogen niet aangewend worden voor nieuwe uitgaven die niet in de laatste begroting stonden. De regering houdt zich niet aan die laatste voorwaarde.

In de voorlopige twaalfden staan kredieten voor de ombudsdienst voor treinreizigers, die oorspronkelijk wel in de begroting van 2010 stonden, maar niet in de goedgekeurde begroting. Wij zijn verheugd dat deze ombudsdienst er eindelijk komt, maar wij stellen vast dat ze wordt opgesplitst in een ombudsdienst en een handhavingdienst zonder enige verantwoording. Daarvoor is geen wettelijke basis. Dit verdient een breder debat en hoort thuis in de eigenlijke begroting voor 2011.

Ook bij de oprichting van een elektronisch register van wegvervoeronderneming wordt de wetgeving niet gerespecteerd. Er wordt hiervoor een budget van 2 miljoen euro ingeschreven, waarbij vermeld wordt dat er budgettaire implicaties zullen zijn voor de periode 2012-2015. In de commissie verwees de minister naar een Europese verordening die vanaf 4 december 2011 rechtstreeks van toepassing zal zijn in het Belgisch recht. Die verordening dateert echter van 2009. De regering heeft voldoende tijd gehad om die in de begroting in te schrijven. Ook dit hoort niet thuis in de voorlopige twaalfden en verdient een debat in het kader van een begrotingsbespreking.

De personeelskredieten van de beheersorganen van de FOD Binnenlandse Zaken krijgen 259.000 euro extra zonder dat dit bedrag verantwoord wordt. In de commissie gaf de staatssecretaris aan dat dit bedrag wordt uitgetrokken om bijkomend personeel voor DVZ aan te werven. In de begroting staat dit bedrag echter los van de DVZ. Zullen deze bijkomende middelen toch nog voor iets anders gebruikt worden dan voor asiel en migratie?

De minister van Begroting vond het ook niet noodzakelijk om de uitzonderingen voor zijn kabinetskredieten te verantwoorden. Bij de bespreking van de Financiewet in december gaf hij aan dat dit geld gebruikt zou worden voor de opzegvergoedingen van de personeelsleden van de beleidscel van de regeringscommissaris belast met de interne audit. Zijn die opzegvergoedingen dan nog altijd niet vereffend?

In de commissie stelde ik een vraag over de indexering van de personeelskredieten en de besparing van de kabinetskredieten. In de eerste schijf van de voorlopige twaalfden werd voor de personeelskredieten drie twaalfden van het krediet van 2010 uitgetrokken. Daarenboven werd ook rekening gehouden met een indexering van 2 procent en een besparing van 0,7 procent. In de tweede schijf van de voorlopige twaalfden wordt vier twaalfden uitgetrokken voor het personeelskrediet, waarbij rekening gehouden wordt met het vakantiegeld. Er is echter geen spoor meer van de indexering of de besparing. Ook de besparing van 5 miljoen euro, waarover de ministerraad op 16 oktober 2009 besliste, wordt niet langer doorgerekend in de kredieten van de beleidscellen. Waarom wel in de eerste schijf en niet langer in de tweede schijf?

In de commissie wees de staatssecretaris er op dat er wel degelijk rekening gehouden wordt met de indexering en de besparingen, maar kon hij niet aangeven hoe dat in de tabellen verwerkt werd. Ondertussen kreeg ik een aanvullend antwoord, waarin de minister van Begroting verklaart dat het vakantiegeld geen volledig maandbedrag vertegenwoordigt, waardoor er voldoende ruimte is voor een indexering. Dat is geen overtuigend antwoord, want dan was die indexering ook niet nodig in de eerste schijf, waarin toch ook rekening gehouden werd met de eindejaarspremie, die er niet is in de eerste drie maanden van het jaar.

Bovendien is dit geen antwoord op mijn vraag over de besparing van 5 miljoen euro op kabinetskredieten. Waarom wel in de eerste en niet in de tweede schijf voorlopige twaalfden?

Ik heb ook een opmerking over de tabellen. In elk programma voor de FOD Landsverdediging staat een vermelding voor onnodige kredieten. Ook in de begroting van de federale politie en de FOD Financiën komen dergelijke zaken voor. Bij Financiën worden die zaken zelfs als gewone diversen ingeschreven. Waarom wordt een en ander niet over de verschillende basisallocaties en begrotingsartikelen uitgesplitst, zoals bij andere FOD's?

In de commissie antwoordde de staatssecretaris dat de opsplitsing per programma wettelijk verplicht is. Over welke wettelijke verplichting gaat het? Waarom zou deze verplichting opleggen dat er geen opsplitsing per basisallocatie nodig is? Het lijkt mij noodzakelijk dat de minister van Begroting de controle enigszins verhoogt. Door deze bedragen niet op te splitsen, kan het Rekenhof zijn werk niet naar behoren doen.

Dit lijkt voor de regering op een routineklus, maar het is een slordige haastklus geworden. Ik hoop dat ze voor de begroting 2011 met meer precisie en serieuzer zal werken.

17.05 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Wij hebben in de commissie al geantwoord op de vraag over de ombudsdienst van de NMBS.

Het elektronisch register is de uitvoering van een Europese verordening. Het klopt dat we daar laat mee zijn, maar dat is nog geen reden om nog langer te wachten met die omzetting.

Ik kan mevrouw Wouters verzekeren dat de kredieten bij de DVZ zullen blijven, zoals de ministerraad duidelijk beslist heeft.

De indexatie en de 0,7 procent-vermindering van de kredieten maken deel uit van het algemeen beleid dat ook uitgevoerd wordt in de begroting. Het verschil in de cijfers is te wijten aan het vakantiegeld, zoals al werd verduidelijkt in de brief aan de Europese Commissie.

Er is ook een verschillende verdeling van de basisallocatie in uitvoering van het Fedcom-systeem.

Wat betreft de beleidscel volgen we dezelfde lijn als voor de 0,7 procent en de indexatie. Ook volgens de begroting 2011, die over enkele dagen zal worden ingediend in het Parlement, zullen de beleidscellen een bijkomende inspanning doen. Beweren dat zij geen inspanningen doen, moet ik ten stelligste tegenspreken.

17.06 Minister **Guy Vanhengel** (*Nederlands*): Wij moeten toch even stilstaan bij het belang van de voorlopige twaalfden, zoals die nu voor een tweede keer aan het Parlement worden gevraagd. Dat wij opnieuw voorlopige twaalfden vragen, heeft alles te maken met de noodzaak van continuïteit van het bestuur en met de toestand van lopende zaken. De continuïteit van het bestuur moet verzekerd worden, de regering moet verder op de winkel passen, de federale diensten moeten hun werk kunnen blijven doen.

Voorzitter: André Flahaut.

De uitvoering van de eerste reeks voorlopige twaalfden bewijst dat de regering van lopende zaken perfect binnen de grenzen van haar rol blijft. Daarom roep ik iedereen die het goed meent met het land, op om ook deze reeks goed te keuren, anders valt de werking van het land stil.

Tijdens de marathonzitting die aan de goedkeuring van de aanvankelijke begroting 2010 voorafging, hoorden we hier heel wat onheilspellende vooruitzichten en pessimisme voor de toekomst. De meest recente cijfers

van het Instituut voor de Nationale Rekeningen bewijzen gelukkig dat de uittredende regering een heel keuring begrotingsrapport kan voorleggen.

Op het vlak van het te financieren saldo hadden wij ons voorgenomen om het jaar 2010 te beëindigen met een tekort van 4,8 procent en het jaar 2011 met 4,1 procent. De cijfers van het Instituut voor de Nationale Rekeningen die vandaag werden gepubliceerd, tonen aan dat 2010 zal worden afgesloten met 4,1 procent. Wij nemen dus een jaar voorsprong op de doelstellingen van het stabiliteitspact dat bij Europa werd ingediend. Zowel aan de inkomsten- als aan de uitgavenzijde wordt dus een strikt begrotingsbeleid gevoerd.

Ook de begroting 2011 bevat geen nieuwe initiatieven, noch aan de kant van de inkomsten, noch aan de kant van de uitgaven. De regering respecteert perfect het concept van de lopende zaken. Om eerst tot een evenwicht en later tot een overschot te komen, moet de begroting 2012 structureel kunnen ingrijpen en daarvoor is alleszins een regering met volheid van bevoegdheden nodig. Die regering moet er nu zo snel mogelijk komen.

17.07 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ik wens nog iets toe te voegen over de beleidscellen. De inspanningen die zij in 2010 leverden, worden ook in 2011 opgelegd. Wij vroegen een gelijkaardige inspanning betreffende de dotatie van het Parlement, maar dat werd niet goedgekeurd. Dat kan misschien nog veranderen bij de stemming over de begroting van 2011.

17.08 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Ik beaam wat staatssecretaris Wathelet en minister Vanhengel net hebben gezegd. De N-VA was voortdurend betrokken bij het begrotingswerk in de commissie. Zij kon haar voorstellen op tafel leggen, de voorlopige twaalfden amenderen, aangeven waar we moesten snijden in de kosten en waar de inkomsten eventueel konden worden uitgebreid. Zij liet na dit te doen, klaagt nu aan dat de voorlopige twaalfden 'slordig' zijn opgesteld en kondigt een onthouding aan bij de stemming. Dat is toch kort door de bocht! Ik verwacht dan ook van de N-VA dat ze voorstellen doet inzake een kostenbesparingsplan. Als haar enige tegenargument slordigheid is, dan is dat een vals argument. De N-VA moet haar verantwoordelijkheid opnemen en deze voorlopige twaalfden goedkeuren.

Ten aanzien van het globale begrotingsbeleid – waarvoor ik altijd heel kritisch ben geweest – kan ik alleen maar objectief vaststellen dat het resultaat toch spectaculair goed is. Ik had daarover eerlijk gezegd iets meer objectieve feedback verwacht van de N-VA.

De **voorzitter**: De beperkte algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1280/1)

Het wetsontwerp telt 29 artikelen.

Ingediend amendement:

Art. 2

- 1 - *Gerolf Annemans cs (1280/3)*

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het aangehouden amendement, het aangehouden artikel en over het geheel zal later plaatsvinden.

18 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen (1257/1-5)**

Algemene bespreking

18.01 **Nathalie Muylle**, rapporteur: Dit wetsontwerp werd besproken in de commissievergadering van 15 maart 2011. Het stelt de sancties vast voor de overtredingen tegen een aantal Europese verordeningen die behoren tot de federale bevoegdheid inzake de doorvoer van afvalstoffen. Daarnaast zet het wetsontwerp

een aantal artikelen om in het Belgisch recht van de richtlijn 9998/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008. Ten slotte voert het een systeem van administratieve boetes in om een snellere en effectievere handhaving van de wet mogelijk te maken. De nieuwe wet legt ook de bevoegdheden vast van de ambtenaren die gemachtigd zijn controles uit te voeren op de doorvoer van afvalstoffen.

Minister Magnette lichtte de verspreide bevoegdheden inzake deze materie toe en wees erop dat een actualisering nodig is met het oog op een coherent beleid.

De heer Bert Wollants wees erop dat de Gewesten hierbij moeten worden betrokken. Het ontwerp lijkt naast doorvoer ook melding te maken van vervoer van afvalstoffen, wat een gewestelijke bevoegdheid is. De formulering van de controlebevoegdheden is volgens hem te ruim opgevat. Dit wetsontwerp wijzigt de wet van 9 juli 1984. Volgens die wet kan de Koning via een KB in sommige gevallen maatregelen treffen tot intrekking of wijziging van de wetsbepalingen. Het Parlement moet hiervan in kennis worden gesteld voor het in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd. De heer Wollants vroeg zich af of dit conform het communautair recht is en of het Parlement over de nieuwe wet niet meer dient te worden ingelicht vóór publicatie. Bovendien wordt in de wet de werkgever niet langer aansprakelijk gesteld, maar wel de kennisgever. Dit verandert de strekking van de wet.

De dames Snoy en Muylle constateerden dat de Raad van State een opmerking heeft geformuleerd over de verplichting voor de rechter om volgens de bevoegdheidsverdeling over te gaan tot de kwalificatie van het misdrijf. De harmonisatie van de sanctie zou via een samenwerkingsverband kunnen gebeuren. Beiden vroegen zich af hoever het hiermee staat.

Mevrouw Muylle vroeg ook nog de aandacht voor de wetgevingstechnische opmerkingen van de Raad van State en vroeg aan de minister om hieraan tegemoet te komen.

De heer Bonte betreurde dat men niet tegemoetgekomen is aan de opmerkingen van de Raad van State.

De minister antwoordde dat er, waar nodig, overleg is geweest met de Gewesten. De minister is niet tegen de wetgevingstechnische verbeteringen gekeerd.

Bij de artikelsgewijze bespreking werden nogal wat opmerkingen gemaakt en amendementen ingediend.

Via een amendement op artikel 5 wil de heer Wollants de bepalingen inzake het vervoer van afvalstoffen weghalen, omdat het gaat om een dubbele wetgeving op gewestelijk en federaal niveau. Het wordt verworpen met 9 tegen 4 en 1 onthouding. Mevrouw Snoy dient een amendement in dat de bewaringstermijn van het register van gevaarlijke afvalstoffen verlengt. Het wordt aangenomen met 8 stemmen voor en 5 onthoudingen.

Bij artikel 8 dient de heer Wollants een amendement in om artikel 13 van de wet van 1984 weg te laten omdat dit overbodig is. Het wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen en 3 onthoudingen.

Via een amendement op artikel 10 wil de heer Wollants een betere omschrijving van de controlebevoegdheden van de ambtenaren, zodat de controles gelijkvormig worden. Het wordt verworpen met 8 stemmen tegen 3 en 3 onthoudingen.

Het geheel van het geamendeerde wetsontwerp wordt aangenomen met 10 stemmen voor en 4 onthoudingen. (*Applaus*)

18.02 Bert Wollants (N-VA): Doorvoer van afvalstoffen betekent dat afvalstoffen uit het buitenland komen, door België gaan en opnieuw naar het buitenland gaan. Alle andere vormen van vervoer van afvalstoffen zijn een bevoegdheid van de Gewesten. Het gaat om een complexe bevoegdheidsverdeling. Een typisch voorbeeld van doorvoertransporten zijn de afgedankte elektrische toestellen uit Duitsland die via de Antwerpse haven naar Ghana gaan. Het kwam aan bod in een *Vranckx*-reportage.

We moeten ervoor zorgen dat de inspecties en de eventuele bestraffing beter worden. Op basis van mijn eigen vroegere praktijkervaring in de sector heb ik een aantal constructieve amendementen ingediend. Zij werden helaas verworpen.

Het is in het belang van de controles dat de toezichtrechten aangepast zijn aan het werk in de praktijk. In 2008 heeft het Vlaams Gewest die oefening tot eenieders tevredenheid uitgevoerd. Na de *Vranckx*-reportage werd trouwens een resolutie goedgekeurd die de federale overheid opriep ervoor te zorgen dat de middelen voor degelijke controles beschikbaar zouden zijn.

Men moet ervoor zorgen dat de toezichthouders ook fotomateriaal kunnen gebruiken om vaststellingen te doen. Die toevoeging werd in Vlaanderen specifiek ingevoerd, omdat daar problemen werden vastgesteld. Wij willen ook dat de vervoerder en de begeleider van de transporten ingeschakeld kunnen worden bij de controles. Een aantal van de controles gebeurt immers op ADR-transporten. Het is ook belangrijk dat mensen die daartoe zijn opgeleid, zoals begeleiders en vervoerders, aangestuurd kunnen worden door de controleurs.

De wet bepaalt dat overslagplaatsen van afvalstoffen niet gecontroleerd worden na 20.00 uur. Het is dus duidelijk wanneer de meest malafide zaken gebeuren.

De huidige wet bepaalt dat de werkgever verantwoordelijk is voor wat zijn personeel uitvoert. In dit wetsontwerp staat dat enkel de kennisgever verantwoordelijk is voor wat zijn personeel doet, dus noch de vervoerder noch de transportfirma noch de ontvanger. Dat is helemaal niet afgestemd op de praktijk.

De minister heeft het nodig gevonden om in de wet in te schrijven dat de doorvoer van afvalstoffen zonder geluidshinder moet gebeuren. Maar hoe kan men iets vervoeren zonder geluidshinder? Volgens de minister gaat het over doorvoer, niet over vervoer. Probeer daartussen maar eens het verschil te maken.

Alles wat ik in mijn amendementen vraag, werd eerder al goedgekeurd in het Vlaams Parlement, maar werd hier verworpen in de commissie. Ik hoop dat men alsnog wat standvastigheid vertoont, zodat we uiteindelijk tot een beter beleid op dit vlak kunnen komen. (*Applaus bij de N-VA*)

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1257/4)

Het wetsontwerp telt 15 artikelen.

Ingediend amendement:

Art. 10

6 – Bert Wollants cs

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het aangehouden amendement, het aangehouden artikel en over het geheel zal later plaatsvinden.

19 Voorstel van resolutie betreffende het vergoedingsbeleid van financiële instellingen die worden gesteund door de federale overheid (1316/1-6)

Voorstel ingediend door:

Bruno Tuybens, Herman De Croo, Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Karel Uyttersprot, Caroline Gennez, Leen Dierick, Josy Arens, Philippe Goffin, Olivier Henry

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1316/6)

19.01 Guy Coëme, rapporteur: Daar de Kamer met betrekking tot dit dossier tot de urgentie heeft beslist,

hebben we het deze week in de commissie voor de Financiën besproken. Er werd een verslag opgesteld dat wegens tijdsgebrek echter niet kon worden rondgedeeld.

Het voorstel van resolutie bouwt voort op een resolutie die reeds werd aangenomen door het Vlaams Parlement. In de voorliggende resolutie wordt de regering verzocht erover te waken dat het topmanagement van de financiële instellingen die sinds de financiële crisis door de overheid worden gesteund, geen buitensporige bonussen ontvangt zolang de overheidssteun niet volledig is terugbetaald.

Via haar vertegenwoordigers bij de desbetreffende financiële instellingen moet de regering ervoor zorgen dat de niet-uitvoerende bestuurders geen aandelengerelateerde verloning kunnen opstrijken.

Tijdens de bespreking heeft de heer Henry een amendement nr. 1 ingediend om het voorstel van resolutie bij te schaven en om het begrip 'buitensporige bonus' nader te omschrijven. In het amendement wordt voorgesteld om de variabele vergoeding tot 30 procent van de vaste vergoeding te beperken. De variabele vergoeding moet afhankelijk worden gemaakt van de verwezenlijking van op sociale en milieuresponsabilisering gerichte doelstellingen. Het amendement verbiedt de toekenning van bonussen wanneer de instelling tot collectieve ontslagen overgaat.

Zelf vind ik dit voorstel van resolutie inhoudelijk nogal vaag. Wat is het nut ervan voor de regering? Wat bedoelt men precies wanneer men zegt dat de bonussen niet buitensporig mogen zijn?

De minister van Financiën antwoordde dat twee van de drie instellingen die overheidshulp hebben gekregen – namelijk Dexia en BNP Paribas Fortis – hun vergoedingsbeleid voor 2010 al hebben vastgelegd. Hij voegde eraan toe dat de regering dit voorstel van resolutie niet heeft afgewacht om maatregelen te nemen. Inzake corporate governance past België de striktste regels toe van heel Europa.

De Staat ziet er tevens op toe dat de vergoeding van de managers van die financiële instellingen niet hoger is dan die van de managers van de overheidsbedrijven waarvan de Staat meerderheidsaandeelhouder is. Het was riskant om de variabele bezoldiging te beperken tot een percentage van de vaste bezoldiging zonder die vaste bezoldiging te beperken. De federale overheid zal dezelfde eisen stellen aan de financiële instellingen als de Vlaamse regering. Wat de sancties betreft, merkte de minister op dat de bonussen al belast worden tegen een tarief van 70 procent en dat het niet erg verstandig zou zijn om ze nog zwaarder te belasten. Het voorstel van resolutie ligt in het verlengde van de regeringsinitiatieven ten aanzien van de banken.

De heer Tuybens stelde dat het niet enkel om de variabele bezoldiging gaat, maar ook om de vaste bezoldiging en hoe de twee zich tot elkaar verhouden. Hij stelt voor om de overheidsbestuurders van de financiële instellingen in de commissie te horen, opdat ze zouden kunnen uitleggen hoe ze de instructies van de regering uitvoeren. De minister stelde voor dat de commissie ook de gedelegeerd bestuurders van de betrokken banken zou horen in verband met de gevolgen van een beperking van de lonen van de topmanagers.

Tijdens het debat zei de heer Karel Uyttensprot dat er met het voorstel van resolutie een duidelijk signaal aan de financiële instellingen wordt afgegeven. Het voorstel van resolutie werd medeondertekend door vrijwel alle politieke fracties.

Ik heb met tevredenheid vastgesteld dat de regering de overheidsbestuurders van de banken heeft gevraagd erop toe te zien dat er geen buitensporige bonussen zouden worden toegekend. Aangezien twee van de drie banken hun cijfers voor 2010 al hebben bekendgemaakt, vond ik deze resolutie een beetje overbodig.

Mevrouw Almaci verwees naar de hoorzittingen van de bijzondere commissie belast met het onderzoek naar de financiële en bankcrisis, waar de gedelegeerd bestuurders van de banken verklaarden dat een toploon gerechtvaardigd was vanwege de uitzonderlijke kwaliteiten waarover ze moeten beschikken. De bestuurders en managers zullen zich pas anders gaan gedragen wanneer de Code inzake deugdelijk bestuur algemeen bindend wordt verklaard.

De heer Arens steunt het voorstel, maar de heer Verherstraeten vond dat de tekst explicieter verwoord moest worden, want men kan eruit afleiden dat buitensporige bonussen aanvaardbaar zijn wanneer de overheidssteun is terugbetaald. De heer Tuybens stelde voor de tekst duidelijker te formuleren, en diende

daartoe amendement nr. 2 in.

Amendement 1 werd verworpen met 9 tegen 5 stemmen; amendement 2 werd eenparig aangenomen en ook het gewijzigde voorstel van resolutie werd eenparig aangenomen.

Ik dank de diensten, die puik werk hebben geleverd in moeilijke omstandigheden. (*Applaus*)

Ik zal nu namens mijn fractie het woord nemen.

De financiële wereld is echt wel een virtuele wereld. Wij hebben vastgesteld dat er een kloof gaapt tussen financiën en economie, tussen de virtuele en de echte wereld, tussen de centen van sommigen en de moeilijkheden van anderen. Bovendien lokt de financiële crisis een economische en sociale crisis uit, waardoor vele bedrijven moeten sluiten en heel wat banen verloren gaan.

Men heeft geen lessen getrokken uit de crisis. Het is ontstellend wat voor bonussen of variabele vergoedingen topmanagers opstrijken.

Bovendien worden die vergoedingen soms toegekend op de kap van de werknemers van het bedrijf, en wekken zij onbehagen op, terwijl de lonen van die werknemers door de werkgevers worden beperkt.

Het zijn duizelingwekkende cijfers: het jaarsalaris voor 2009 van de grote baas van Dexia – dat door de regering gered werd – bedraagt een miljoen euro, en hij vangt bovendien een bonus van 400.000 euro. Bij BNP Paribas Fortis liggen de bedragen in dezelfde orde van grootte. De PS wil dit op een transparante manier regelen.

We zijn weliswaar niet gekant tegen deze resolutie, maar men zou kunnen denken dat men er wat laat mee op de proppen komt en dat ze enigszins overbodig is, aangezien de regering al tot enige matigheid zou hebben opgeroepen.

We hebben een amendement ingediend dat nog een stap verder gaat: de variabele vergoeding zou worden beperkt tot 30 procent van de vaste vergoeding, waardoor de instelling haar resultaten kan consolideren en de niet-uitgekeerde middelen kan herinvesteren. Ons amendement maakt de variabele vergoeding tevens afhankelijk van de verwezenlijking van doelstellingen op het stuk van sociale en milieuresponsabilisering. Het amendement strekt er bovendien toe de toekenning van die voordelen te verbieden wanneer de instelling in het desbetreffende jaar tot collectieve ontslagen is overgegaan.

Ons amendement werd door een meerderheid van de commissieleden verworpen. Zo werkt de democratie nu eenmaal, maar die stemming toont ook aan dat men niet echt gebrand is op verandering.

Het is stuitend dat instellingen die met overheidssteun gered werden, zichzelf met gigantische vergoedingen en bonussen bedenken. De lonen en de bonussen van de topmanagers van beursgenoteerde ondernemingen zijn al even choquerend. De vergoedingen en de bonussen voor al die bedrijven moeten dan ook stevig worden ingeperkt.

We willen dat de variabele vergoeding een aanvaardbaar percentage vertegenwoordigt van de vaste vergoeding.

De vaste vergoeding zou ook moeten worden gebaseerd op precieze resultaat- en investeringsgebonden criteria.

Daarnaast vragen wij dat het verschil tussen het inkomen van de topmanagers en het mediaan loon van de werknemers zou worden bekendgemaakt. In 2009 verdiende de topman van InBev 7 miljoen, de CEO van Delhaize 3 miljoen en de gedelegeerd bestuurder van Belgacom 2,4 miljoen. Zijn die vergoedingen nog redelijk? Getuigen die nog van een economische logica?

19.02 **Herman De Croo** (Open Vld): U vraagt zich terecht af wat er moet worden verstaan onder een buitensporige bonus.

Als een speler van Anderlecht twee keer meer verdient dan de Kamervoorzitter, kan men dan ook spreken van een buitensporig loon?

19.03 **Guy Coëme** (PS): Die vergelijking gaat niet op! Op dat niveau van het profvoetbal draait alles inderdaad om geld, maar er bestaan zinnigere vergelijkingen.

Om op dezelfde lijn door te gaan, weet u dat de baas van een groot distributiebedrijf 123 keer meer verdient dan een caissière?

Een jong kaderlid dat voor een zeer bekende brouwersgroep werkt, verdient 110 keer minder dan de gedelegeerd bestuurder. Wat is hier rechtvaardig aan die verdeling? Vroeger stonden bedrijfsleiders zoals J.P. Morgan of Henry Ford in hun bedrijf respectievelijk een salarisschaal voor van 1 tot 20 en van 1 tot 40. De huidige verhouding kan men nauwelijks vatten.

De PS-fractie zal een wetsvoorstel indienen om een einde te maken aan deze misbreuken en om een sector die weer aan het ontsporen is, een beetje economische en sociale logica en misschien ook wat moreel besef bij te brengen.

Zowel de overheden, die zich sterk hebben ingezet om een aantal van deze bedrijven op de been te houden, ja zelfs te redden, als de belastingbetalers en de burgers kunnen niet anders dan krachtadig reageren. *(Applaus)*

19.04 **Karel Uyttensprot** (N-VA): De N-VA steunt deze resolutie. Ook wij zijn tegen exuberante bonussen, maar we moeten ook beseffen dat 99,99 procent van onze bedrijven niks met exuberante bonussen te maken heeft. Omdat wij menen dat de overheid zich niet te veel mag bemoeien met wat er in grote bedrijven gebeurt, hebben wij het amendement van de heer Henry niet goedgekeurd.

Met deze resolutie vragen wij aan de vertegenwoordigers in de algemene vergadering en de raden van bestuur van de financiële instellingen die overheidssteun krijgen, om aan te dringen op een correcte renumneratie voor hun managers en uitvoerende bestuurders. Daarnaast wordt gevraagd om, in navolging van de Corporate Governance Code, aan niet-uitvoerende bestuurders geen resultaat- of aandeelgebonden vergoedingen te geven. Volgens dezelfde code moeten de bezoldigingen van de topmanagers ook in de jaarverslagen worden gepubliceerd.

Deze resolutie geeft het juiste signaal. Ook de Vlaamse overheid heeft ondertussen aan haar vertegenwoordigers de opdracht gegeven om een soortgelijke resolutie toe te passen.

19.05 **Leen Dierick** (CD&V): Vorige week vroeg ik samen met de heer Tuybens aan de minister om een duidelijk signaal dat de federale overheid tegen buitensporige bonussen is in de financiële instellingen die overheidssteun hebben gekregen. De minister gaf een uitvoerig antwoord, maar wij wilden toch liever een krachtig signaal. Daarom hebben wij deze resolutie goedgekeurd. Dankzij CD&V is deze resolutie ook met één woord verfijnd, opdat er ook geen buitensporige bonussen zouden worden toegekend nadat de overheidssteun werd terugbetaald.

Met deze resolutie geven wij alvast een sterk signaal, maar als we echt iets willen doen aan de buitensporige bonussen, dan moeten we dat in een wet verankeren. Daartoe moeten wij ruim onze tijd kunnen nemen, uitgebreid debatteren en eigenlijk het hele renumneratiebeleid onder de loep nemen.

Hoewel wij tegen buitensporige bonussen zijn, zijn wij niet tegen bonussen op zich. Als er voldoende transparantie is, als er een relatie is met langetermijndoelstellingen en als ze niet aanzetten tot excessen, kunnen bonussen hun dienst bewijzen.

Wij kijken uit naar het debat in de commissie en wij hopen dat de wetsvoorstellen en hoorzittingen op de agenda worden gezet.

19.06 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): Het is vandaag weer gewoon *business as usual*. Terwijl we in het kader van het IPA praten over een marge voor een loonstijging van 0,3 procent, keren topmanagers zichzelf opnieuw exuberante lonen uit. Daarvan keert toch ieders maag om!

In 2009 stegen de salarissen van topmanagers van de BEL 20-ondernemingen met 23 procent. De twintig topmanagers van de BEL 20 streken samen het equivalent op van 1.500 werknemers. En dat na vele pijnlijke herstructureringen en massaal banenverlies, veroorzaakt door een groep topspelers die voordien ook al grote bonussen opstrekten. Ik wil heel graag geloven in de corporate-governancecodes en in de comply-or-explainregel, maar die regel is in het verleden wel vaak dode letter gebleven. Een onderzoek van een ex-bankdirecteur in Nederland toont aan dat die hoge bezoldigingen niet in verhouding staan tot goede resultaten en dat ze er ook niet voor zorgen of iemand blijft of vertrekt.

Ik ben erg blij met deze resolutie. Ik ben bovendien ook blij dat minister Reynders vorige week dreigde met een extra taks voor banken met overdreven bonussen. Het mag niet bij deze resolutie blijven, er moeten ook concrete voorstellen komen. Wij dienen daarom ons wetsvoorstel uit 2008 – waarin wij de excessieve lonen en *parachutes* aanpakken – opnieuw in. Ook het haantjesgedrag moeten wij aanpakken. De arrogantie die veel hedendaagse topmanagers typeert, houdt zichzelf in stand. Het moet nu eens gedaan zijn met de vrijblijvendheid.

19.07 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): De draagwijdte van deze resolutie is symbolisch, maar vertegenwoordigt een ruime meerderheid in dit Parlement. Dat betekent dat wij eindelijk op een fatsoenlijke manier werk zullen kunnen maken van een regeling voor de vergoedingen van de bestuurders en managers van de banken, maar ook van de beursgenoteerde bedrijven.

Wij hebben ons daar al over gebogen, maar onze voorstellen vonden tot nu toe geen gehoor. Nu is er in dit Parlement een akkoord om dit dossier uit te diepen en er concreet werk van te maken. Uiterlijk over een maand zullen de prioriteiten in de commissie worden afgebakend, en de fracties zullen vragen dat er voorstellen worden gegendeerd.

Voorts meen ik dat het belangrijk is dit voorstel van resolutie aan te nemen in het kader van de urgentie, net omdat dit een symbolisch moment is. Het is immers het moment waarop beslist wordt over de toekenning van die premies, bonussen, vergoedingen. Dat versterkt het signaal dat de regering afgeeft ten aanzien van de bestuurders van de banken waarvan wij aandeelhouder zijn.

We moeten het ook hebben over de arrogantie van de directies en bestuurders van de banken die, ondanks de steun van de overheid en de burger, in hetzelfde gedragspatroon en dezelfde mentaliteit vervallen, en dat terwijl er geen dividenden worden uitgekeerd. Dat is totaal onaanvaardbaar.

Wij zullen deze resolutie steunen.

19.08 Herman De Croo (Open Vld): Ik ben een koele minnaar van resoluties. Het Parlement moet zich vooral bezighouden met zijn controletaken en zijn wetgevend werk. Deze resolutie heb ik echter wel mee ondertekend. Het Reglement van de Kamer vraagt de regering om via de begroting te antwoorden op de goedgekeurde resoluties. Op die manier is er toch een zekere afdwingbaarheid en is een resolutie geen totaal gratuite daad.

Elke resolutie bevat zwakke punten. Het is mij bijvoorbeeld niet volledig duidelijk hoe we 'buitensporig' in deze resolutie moeten definiëren, maar niettemin geven we een signaal dat de instellingen voorzichtig moeten omspringen met belastinggeld. Daarom zal mijn fractie deze resolutie goedkeuren. (*Applaus*)

19.09 Bruno Tuybens (sp.a): Deze resolutie pleit voor terughoudendheid. Er mogen geen buitensporige bonussen worden toegekend. Vorige donderdag vroegen we aan de minister van Financiën welke instructies de overheidsbestuurders in de banksector krijgen en hoe ze die opvolgen. De minister antwoordde dat er mondelinge instructies werden gegeven. Wij vragen dat deze overheidsbestuurders aan de commissie zouden komen uitleggen of en hoe zij instructies gekregen hebben en hoe zij die opgevolgd hebben. Het woord 'buitensporig' kan inderdaad niet exact gedefinieerd worden, maar wij zouden heel wat kunnen opsteken van een verklaring van de overheidsbestuurders in de commissie.

De zelfverklaarde zelfregulering van de ondernemingen is een illusie. Ik ben het dan ook eens met de pleidooien om te definiëren wat de samenleving op dit vlak van de ondernemingen verwacht. Ik vind het jammer dat de nieuwe voorzitter van het VBO de kans gemist heeft om zich af te zetten tegen de graaicultuur

in sommige banken en bedrijven.

Wij zijn bezig met de bespreking van een wetsvoorstel over een verbod van aandeelgerelateerde prestatiegebonden vergoedingen voor niet-uitvoerende bestuurders, zoals gevraagd in de corporate-governancecode en in de aanbeveling van de Europese Commissie. Ik hoop dat de fractie van mevrouw Dierick dat voorstel zal steunen na het pleidooi dat zij hier gehouden heeft. (*Applaus*)

19.10 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Ik dank de fracties die dit voorstel van resolutie hebben ingediend, dat het draagvlak voor de vraag die de regering aan de verantwoordelijken van de belangrijkste banken heeft gericht, verbreedt.

De toekenning van buitensporige bonussen of variabele vergoedingen voorkomen is één zaak, maar ik meen dat het belangrijk was nog verder te gaan. (*Rumoer*)

Deze resolutie hanteert een terminologie die moeilijk te expliciteren is in het kader van dit debat en bij onze vertegenwoordigers. De regering heeft een stap verder willen gaan en heeft gevraagd dat die ondernemingen aan de meest strenge voorschriften zouden worden onderworpen.

Het zou goed zijn het debat over het vergoedingsbeleid in alle transparantie aan te gaan met de bevoegde parlementaire commissies. Ik heb begrip voor de vraag van de heer Tuybens om de overheidsbestuurders te horen. Er zijn immers voorzitters van remuneratiecomités die zitting hebben in die instellingen, denken we aan de heren Dehaene en Daems.

De vergoedingen in die bankinstellingen blijven echter veel lager dan de vergoedingen die in sommige andere bedrijven met een groter overheidsstempel worden toegekend. De situatie moet dus algemeen worden bekeken.

Ik ben blij dat dit initiatief op steun kan rekenen. Ik hoop dat we de gelegenheid zullen hebben om te luisteren naar wat de voorzitters van de bezoldigingscomités hierover te zeggen hebben, en dat wij met hen en samen met u in debat zullen kunnen treden over het beste vergoedingsbeleid. (*Applaus*)

De **voorzitter**: De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel zal later plaatsvinden.

20 Inoverwegingneming van voorstellen

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als aangenomen; overeenkomstig het reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Ik stel u ook voor in overweging te nemen:

- het voorstel van resolutie van de dames Thérèse Snoy et d'Oppuers, Eva Brems en Muriel Gerkens en de heer Wouter De Vriendt over de stijging van de voedselprijzen (nr. 1321/1).

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen;

- het wetsvoorstel van de heer Georges Gilkinet, mevrouw Meyrem Almaci, de heren Olivier Deleuze en Stefaan Van Hecke en de dames Muriel Gerkens en Zoé Genot tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde misbruik inzake verrekenprijzen te bestrijden (nr. 1330/1);

- het wetsvoorstel van de heer Georges Gilkinet, de dames Muriel Gerkens en Meyrem Almaci en de heer Stefaan Van Hecke tot invoering van een register van de spaarverzekeringsovereenkomsten en tot vergemakkelijking van de inning van de roerende voorheffing op de spaarverzekeringsovereenkomsten die

werden gesloten met in het buitenland gevestigde bankinstellingen (nr. 1331/1).

Verzonden naar de commissie voor de Financiën en de Begroting;

- het wetsvoorstel van de heer Jean Marie Dedecker tot wijziging van de wet van 22 december 2009 betreffende een algemene regeling voor rookvrije gesloten plaatsen toegankelijk voor het publiek en ter bescherming van werknemers tegen tabaksrook, om een uitzondering op het rookverbod in te voeren voor drankgelegenheden waarvan de oppervlakte niet groter is dan 75 vierkante meter (nr. 1338/1).

Verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

- het wetsvoorstel van de heer Stefaan Van Hecke, mevrouw Muriel Gerkens, de heren Kristof Calvo en Georges Gilkinet en de dames Meyrem Almaci en Zoé Genot ter bestrijding van "gouden parachutes" en buitensporige bezoldigingen (nr. 1336/1).

Verzonden naar de commissie belast met de problemen inzake Handels- en Economisch Recht.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Urgentieverzoek

20.01 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik vraag de urgentie voor mijn wetsvoorstel 1338 over het rookverbod. Het Grondwettelijk Hof heeft een uitspraak gedaan. Momenteel zitten we in een juridisch vacuüm tot 1 juli 2011. De sector moet zekerheid krijgen. Op 30 juni 2011 zal immers de oude wet in werking treden en dat kan volgens mij niet. Ik doe een beroep op iedereen met wat gezond verstand.

Het urgentieverzoek wordt bij zitten en opstaan verworpen.

Naamstemmingen

21 Aangehouden amendement en artikel van het Wetsontwerp tot opening van voorlopige kredieten voor de maanden april, mei en juni 2011 (1280/1-3)

Stemming over amendement nr. 1 van Gerolf Annemans cs op artikel 2. (1280/3)

(Stemming/vote 2)		
Ja	37	Oui
Nee	91	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	128	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 2 aangenomen.

21.01 Yvan Mayeur (PS): Ik heb neen gestemd.

22 Geheel van het wetsontwerp tot opening van voorlopige kredieten voor de maanden april, mei en juni 2011 (1280/1)

(Stemming/vote 3)		
Ja	78	Oui
Nee	12	Non
Onthoudingen	39	Abstentions
Totaal	129	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

23 Aangehouden amendementen en artikelen van het Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen (1257/1-5)

Stemming over amendement nr. 6 van Bert Wollants op artikel 10. (1257/5)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	38	Oui
Nee	79	Non
Onthoudingen	12	Abstentions
Totaal	129	Total

Bijgevolg is het amendement verworpen en is artikel 10 aangenomen.

24 Geheel van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen (1257/4)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	104	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	26	Abstentions
Totaal	130	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

25 Voorstel van resolutie betreffende het vergoedingsbeleid van financiële instellingen die worden gesteund door de federale overheid (1316/6)

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	131	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

26 Goedkeuring van de agenda

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? *(Nee)* Het voorstel is aangenomen.

De **voorzitter**: Ik vraag de fractievoorzitters me nu al de sprekerslijst te bezorgen voor de bespreking van het verslag van de bijzondere commissie betreffende de behandeling van seksueel misbruik en feiten van pedofilie binnen een gezagsrelatie, inzonderheid binnen de Kerk.

De vergadering wordt gesloten om 19.18 uur. Volgende vergadering woensdag 6 april 2011 om 14.15 uur.